

**M. Delors annonce
une réserve budgétaire
de 20 milliards de francs
dans le budget de 1983**

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 3,50 dir. : Tunisie, 200 m. :
Liban, 1,50 L.L. : Israël, 10 sch. : Belgique, 20 F :
Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 340 F CFA :
Danemark, 6,50 Kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U.,
85 c. : Grèce, 50 dr. : Inde, 75 p. :
Japon, 1200 Y. : Liban, 350 P. : Libye, 0,350 DL :
Luxembourg, 27 F. : Norvège, 9,00 kr. : Pays-Bas,
1,75 fl. : Portugal, 60 esc. : Sénégal, 225 F CFA :
Soudan, 275 L. : Suisse, 1,40 F. : Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un revers pour M^{me} Gandhi

M^{me} Gandhi vient de subir un sévère revers aux élections régionales. Le parti du Congrès a perdu le contrôle, qu'il exerçait depuis plus de trente ans, de deux grands États du sud du pays, l'Andhra-Pradesh et le Karnataka. Sa défaite dans le Tripura se constitue pas, en revanche, une surprise, ce petit État étant la seconde place forte, dans l'est du pays après le Bengale-Occidental, du parti communiste indien-marxiste, indépendant à la fois de Moscou et de Pékin.

Malgré le prestige dont elle jouit sur la scène internationale — que va encore relever son accession, en mars, à la présidence du mouvement des pays non-alignés — M^{me} Gandhi n'a pas vraiment trouvé à l'intérieur un second souffle depuis son retour au pouvoir il y a tout juste trois ans. Elle a perdu de son charisme, tandis que l'extrême personnalisation et la centralisation du pouvoir mettent à l'épreuve le système fédéral indien.

L'Inde est une fédération, et le parti dominant au centre s'écarte traditionnellement à l'assaut, afin de parvenir à une meilleure stabilité, la mainmise sur les assemblées législatives locales. Mais la méthode employée par M^{me} Gandhi vient, pour la première fois, d'aboutir de façon cinglante à des résultats contraires à ceux recherchés. La défaite du parti gouvernemental — la formation qui a conduit le pays à l'indépendance en 1947, et dispose de plus des deux tiers des sièges au Parlement central, gouverne pratiquement sans interruption depuis lors — témoigne de son essoufflement. C'est la conséquence de l'absence du pouvoir, mais aussi du manque de démocratie interne. Le Congrès n'est plus le héraut de toutes les minorités opprimées (autochtones, populations tribales et musulmanes...). Affaibli par de fréquentes dissidences, il a vu, ces dernières années, se cristalliser autour de lui beaucoup de mécontents.

En outre, le premier ministre n'a guère laissé les coudées franches aux branches régionales du Congrès, et a nommé directement des chefs de gouvernements locaux qui se sont rapidement discrédités en prêtant le flanc à des accusations de corruption. La rébellion de la veuve de Sanjay Gandhi — mort dans un accident d'avion, en 1980, alors qu'il faisait figure de dauphin — a également porté un tort notable au premier ministre. Il a en tout cas contribué à l'échec du Congrès en Andhra-Pradesh, puisque Maneka Gandhi y a fait alliance avec la formation locale conduite par un acteur de cinéma. Le fait que cette vedette populaire ait souvent incarné dans ses rôles des personnages de la mythologie hindoue — ce qui a incontestablement contribué à son succès — ne doit pas faire oublier qu'il est le porte-parole de classe dominantes, en particulier en milieu rural.

A la faveur de tels phénomènes, on assiste en Inde, et pas simplement dans les deux États du Sud, à une montée du conservatisme, du régionalisme et de l'esprit confessionnel. Cette évolution, qui prend des formes diverses, peut sembler la conséquence normale de l'affranchissement du pouvoir central et du fait que les États ont généralement été décapés après paroxysme de violence convulsions, sur des bases linguistiques. Mais, poussé à l'extrême, comme c'est le cas actuellement au Pendjab et en Assam, une telle évolution peut être porteuse de menaces, sinon pour l'unité, du moins pour la stabilité de l'Union indienne.

(Lire nos informations page 3)

L'Irak n'est pas opposé à des négociations entre Israël, l'O.L.P. et les pays arabes nous déclare M. Tarek Aziz, vice-président du conseil

Le vice-président du conseil irakien, M. Tarek Aziz, en « visite de travail » à Paris depuis le mardi 4 janvier, a obtenu satisfaction au moins sur un point : la France augmentera sensiblement ses envois de matériel militaire à un pays durement touché par la guerre. Les facilités de paiement sollicitées par Bagdad — demande accueillie avec une « grande compréhension » — seraient accordées après une étude plus approfondie. On tient compte à Paris du fait que l'Irak s'est procuré en deux ans des armes françaises d'une valeur de 27,5 milliards de francs. A Téhéran, les fidèles rassemblés pour la prière du vendredi ont consacré la France, le président Mitterrand et le « gouvernement fasciste » de Paris.

Dans une interview accordée au Monde, M. Tarek Aziz a soutenu que la France pouvait faire confiance à la solvabilité de l'Irak, en raison de sa

richesse et la stabilité de son régime. L'Irak, soutient-il encore, a déjà perdu son pari, voire la guerre.

Souhaitant contribuer à la stabilité du Proche-Orient, nous a déclaré encore M. Aziz, l'Irak n'est pas opposé à des négociations de paix entre Israël d'une part, l'O.L.P. et les pays arabes de l'autre, et souhaiterait voir la Syrie retirer ses troupes du Liban afin de priver Israël d'un prétexte pour y maintenir ses troupes. De plus, il s'est prononcé en faveur de la réintégration « inconditionnelle » de l'Égypte au sein de la Ligue arabe.

En trois jours, M. Aziz a été reçu successivement par MM. François Mitterrand, Pierre Mauroy, Claude Cheysson, Jean-Pierre Chevènement, Michel Jobert, Charles Hernu, Jacques Delors, Lionel Jospin et Maurice Faure.

M. Tarek Aziz, qui est chargé au sein du gouvernement de veiller au bon développement des relations franco-irakiennes, juge « naturels et indispensables » le niveau et l'intensité des consultations périodiques entre les deux pays.

« La France, nous dit-il, est notre principal partenaire dans les domaines politique, économique, commercial et militaire. Nous avons des conceptions identiques concernant les moyens d'assurer l'indépendance et la stabilité des pays du Moyen-Orient. Des firmes françaises contribuent à l'essor de tous les secteurs de notre économie. Nos achats d'armements représentent environ 40 % des exportations françaises. Au total, le volume de nos échanges est plusieurs fois plus élevé que celui de notre commerce avec l'U.R.S.S., par exemple, avec laquelle nous sommes pourtant liés par un traité d'amitié ».

Le vice-président irakien est venu à Paris essentiellement pour résoudre un problème qui risquait de porter préjudice à la bonne marche des affaires : « Nos revenus pétroliers étant en baisse, nous avons des problèmes financiers qui sont également ceux de la France et que nous devons dès lors résoudre ensemble », déclare-t-il.

D'autre part, des firmes françaises qui ont dû arrêter ou ralentir leurs activités en raison de la guerre irako-iranienne revendiquent des compensations que Bagdad ne peut satisfaire entièrement. « Dans l'intérêt de nos deux pays, il nous faut trouver les moyens d'assurer la poursuite des travaux », assure M. Aziz avant d'ajouter : « La meilleure solution à ce problème est d'ordre politique, et c'est avec cet objectif à l'esprit que nous discutons avec nos interlocuteurs français, une méthode pour y remédier ».

L'Irak, précise-t-il, ne sollicite pas d'emprunt, mais la mise en œuvre d'un faisceau de mesures — des facilités de paiement, des moratoires, la réduction d'acomptes exigés à la signature de contrats, l'accroissement d'achats de carburants irakiens, etc. — qui seraient négociés ultérieurement par des experts, afin de maintenir, à son niveau actuel, la coopération franco-irakienne.

Pourquoi les pays arabes pétroliers ne contribueraient-ils pas, eux aussi, à soulager l'Irak ? M. Aziz répond : « Je suis désolé de révéler que nos frères arabes ont virtuellement cessé de nous aider depuis un an, et, contrairement à ce qui a été publié, ils nous ont prêté depuis le début de l'agression iranienne non pas 30 milliards de dollars mais 20 milliards de dollars ».

Propos recueillis par
ERIC ROULEAU.
(Lire la suite page 6.)

Les présidents d'université accueillent favorablement l'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur

Le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, a présenté jeudi 6 janvier aux présidents d'université, qui l'ont bien accueilli, l'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur. Après de longues hésitations, M. Alain Savary a finalement décidé de modifier la loi d'orientation de 1968. Ce texte ne concerne pas seulement les universités puisque le titre I concerne toutes les formations post secondaires relevant des différents départements ministériels. L'avant-projet de loi a pour objectif d'ouvrir l'enseignement supérieur au plus grand nombre et d'adapter les formations aux évolutions technologiques et économiques de la société.

(LIRE PAGE 9.)

AU JOUR LE JOUR

Non seulement les Français aiment la chicane, mais ils la pratiquent de plus en plus.

L'an dernier, la Cour de cassation a rendu quinze mille arrêts et, au 1^{er} janvier, il lui restait dix-huit mille dossiers à juger. La chambre sociale a vu le nombre des pourvois quadrupler en six ans. Dans le même temps, les affaires nouvelles à la cour d'appel de Paris sont passées de vingt-huit mille à

Chicane

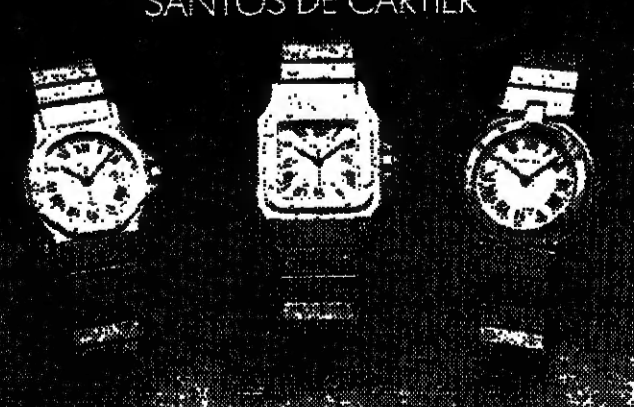
quarante mille. Il n'y a aucune raison pour que cette passion procédurière s'atténue. Compte tenu d'une démographie stagnante, on peut prévoir qu'au milieu du troisième millénaire chaque Français aura une affaire en instance contre son voisin, et réciproquement. Il y aura une école de la magistrature dans chaque canton.

BRUNO FRAPPAT.

les montres de Cartier

PARIS

SANTOS DE CARTIER



GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

Iouri Andropov entre deux paradis

Un homme politique du tiers-monde, qui a longuement rencontré, il y a quelques années, Iouri Andropov, disait avoir été frappé par sa manière de parler. Ses conclusions rejoignent, bien sûr, les thèses soviétiques traditionnelles. Mais son argumentation s'écartait des clichés familiers, donnant l'impression de quelqu'un qui pensait vraiment par lui-même.

Le ton plus ramassé, plus personnel, des déclarations que le nouveau secrétaire général a faites en public depuis sa nomination tend à corroborer ce jugement. Et aussi certains de ses propos. Ainsi par exemple de son passage de son discours pour le sixième anniversaire de ce vaste conglomérat de nations et nationalités que l'on appelle U.R.S.S.

« Les succès remportés dans la solution de la question nationale, a-t-il déclaré, ne signifient nullement que soient éliminés tous les problèmes engendrés par le fait même qu'une multitude de nations et d'ethnies vivent et travaillent au sein d'un État unique. Ces problèmes demeureront tant qu'existeront les nations, tant qu'il y aura des différences nationales. Et celles-ci existeront encore longtemps, beaucoup plus longtemps que les différences de classe » (1).

Dans le Manifeste du parti communiste, Marx et Engels avaient écrit pratiquement le contraire : « Les particularités et contrastes nationaux des peuples s'effacent de plus en plus en même temps que se développent la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions de vie qui en résultent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus radicalement encore ».

Quinze années passées à la tête du K.G.B. ont dû apprendre à Andropov à quel point la réalité, dans ce domaine, est en retard par rapport à la fiction. Est-il capable d'accomplir le même effort de révision en ce qui concerne la nation — dont l'appartenance est somme toute relativement tardive et géographiquement limitée — ou veut-il parler de la religion ? Le ton des attaques récemment lancées contre le pape et complaisamment reproduites par l'agence Tass pourrait donner à penser, sans préju-

(1) Selon le résumé publié le 21 décembre par le Bureau d'information soviétique de Paris.

Les élections en Allemagne fédérale auront d'importantes conséquences sur les relations Est-Ouest

Le président de la République fédérale, M. Karl Carstens, a annoncé, ce vendredi 7 janvier, la dissolution du Bundestag et la convocation d'élections anticipées pour le 6 mars prochain.

M. Carstens répond ainsi au souhait de tous les partis et aux promesses faites par M. Helmut Kohl le 1^{er} octobre dernier, lorsqu'il avait accédé à la chancellerie après le renversement de M. Helmut Schmidt.

Compte tenu de l'application en 1983 de la décision de l'OTAN sur les euromissiles, le choix des électeurs allemands aura d'importantes conséquences sur les relations Est-Ouest.

Les nuances de M. Vogel

Compte tenu des élections générales en R.F.A. et des chances — jugées non négligeables — d'un peu partout, y compris à Washington — qu'ont les sociaux-démocrates allemands de les remporter, l'attitude et les propos de M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie, n'en prennent que plus de relief.

Séjournant à Washington depuis mercredi, M. Vogel a été reçu à déjeuner par M. Shultz, secrétaire d'État et il a, ce vendredi, un entretien avec le président Reagan.

Or tout en se proclamant fidèle à la politique de M. Schmidt, le candidat à la direction du gouvernement de Bonn a sensiblement atténué la ligne de l'ancien chancelier sur le problème des armements nucléaires en Europe et la décision de l'OTAN de 1979 prévoyant le déploiement de missiles américains en Europe.

Ainsi, selon lui, il « option zéro » de M. Reagan n'est qu'une « position initiale de négociation », après quoi l'on pourrait parvenir, au terme des pourparlers, à un résultat final non conforme à la position de départ des deux parties ». Certes, M. Vogel n'exclut pas la station-

nement de fusées Pershing sur le territoire allemand en cas de situation urgente, mais sa « préférence va au non-déploiement », a-t-il dit à une réunion de presse organisée par la revue Foreign Policy.

Quant à la dernière proposition de M. Andropov, qui consiste à ramener le parc de SS-20 soviétiques stationnés en Europe au nombre des missiles français et britanniques (163), M. Vogel y voit deux avantages : c'est la première fois, selon lui, que Moscou accepte de parler d'une réduction de ces systèmes d'armements, la première fois aussi que les Soviétiques « comptent des missiles contre des missiles, et des avions contre des avions ». « Cela n'est pas encore satisfaisant », a dit M. Vogel, mais c'est un pas auquel il faut répondre.

Une des réponses possibles, a-t-il ajouté, consisterait à « combiner la négociation sur les euromissiles avec celles concernant les armements intercontinentaux » soviéto-américains (START).

(Lire la suite page 3.)

par ANDRÉ FONTAINE

ger les résultats de l'enquête sur l'attentat de la place Saint-Pierre, qu'il y a du chemin à faire.

Mais, en même temps, l'« Humanité » du 3 janvier nous apprend que la presse soviétique fait écho, ces jours-ci, à un ouvrage du philosophe Miran Mchedlov, suivant lequel si les positions de la religion « s'atténuent », le fait est que « diverses organisations religieuses » cherchent à participer directement à la solution de toute une série de pro-

blèmes pressants de notre époque. Et de conclure en citant Lénine : « La création d'un paradis sur terre importe plus pour nous que l'unité des opinions des prolétaires sur le paradis au ciel ». On ne saurait exclure que cette appréciation nuancée ait pour objet de contrebalancer les effets néfastes sur le mouvement pacifiste européen et américain, au sein duquel les chrétiens sont fort actifs, de l'affaire de la filière bulgare et de la mise en cause de Jean-Paul II.

(Lire la suite page 2.)

UN ENTRETIEN AVEC L'HISTORIEN SAUL FRIEDLANDER

L'irrationalité de l'antisémitisme nazi

M. Saul Friedländer, professeur d'histoire moderne à l'université de Tel-Aviv et d'histoire des relations internationales à l'institut des hautes études internationales de Genève, a prononcé, jeudi 6 janvier à Paris, une conférence à propos des « débats historiographiques sur la politique nazie à l'égard des Juifs ». Cet exposé constituait la leçon inaugurale d'une direction d'études nouvelle de l'École des hautes études en sciences sociales consacrée à l'histoire du judaïsme français contemporain, des Lumières au génocide. Cette création a été rendue possible par une initiative de la Fondation du judaïsme français.

Les enseignements, que la direction de l'E.H.E.S.S. souhaite largement ouverts aux chercheurs étrangers, seront dispensés au cours du deuxième trimestre de l'année 1982-1983 par M. Simon Schwarzfuchs, professeur à l'université Bar Ilan.

M. JACK LANG

invité du « Grand Jury
R.T.L. - « le Monde »

M. Jack Lang, ministre de la culture, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde » le dimanche 9 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre répondra, en direct, aux questions de M. Jean Grégoire et Jean-Pierre Tison de R.T.L. et de Frédéric Edelmann et André Sarsac de Monde. Le débat sera dirigé par Alexandre Beland.

(près de Tel-Aviv). Ils porteront sur l'évolution des communautés juives depuis 1789 jusqu'au heurt avec le modèle imposé par les autorités nazies.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Saul Friedländer passe en revue quelques-unes des interrogations qui sont au cœur de l'examen historique de la politique antisémite telle qu'elle fut conçue et mise en œuvre par l'Allemagne nazie.

« Vous avez parlé, à propos de l'interprétation ultime de l'antisémitisme nazi, de sa genèse et de l'enchaînement de ses manifestations et de ses conséquences d'une « paralysie de l'histoire ». D'où vient cette paralysie ? Peut-elle être surmontée ?

— Je pense qu'il faut tout d'abord nuancer la manière dont vous me posez la question. Au niveau des faits, l'histoire de cette période a accumulé une somme de documents et de connaissances qui, me semble-t-il, sont sans précédent pour ce qui peut concerner tout autre phénomène historique contemporain.

Propos recueillis par

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 16)

Le Monde

idées

Sortir de Yalta

par PIERRE-LUC SÉGUILLON (*)

forces existantes. Sans quoi, l'ambition affichée n'est plus que discours abstrait.

Encre faut-il, à l'inverse, ne pas oublier l'ambition à force de ne point vouloir ignorer - la réalité d'aujourd'hui -. Dialectique dont la subtilité semble surtout échapper à ceux qui ont mission de mettre en œuvre notre politique étrangère, plus enclins qu'ils sont à se soumettre à « la réalité d'aujourd'hui » qu'à promouvoir l'ambition définie par le président de la République. Ce dernier a dû, à plusieurs reprises d'ailleurs, corriger l'allure donnée à notre diplomatie par le ministère des relations extérieures : en refusant l'ajournement du vol spatial franco-soviétique, en imposant la signature du contrat de gaz avec l'U.R.S.S. ou en contestant qu'un accord ait été passé avec Washington sur les modalités du commerce Est-Ouest.

Depuis 1966, notre pays ne participe plus au commandement militaire de l'OTAN. Claude Cheysson a pourtant encouragé l'Espagne à y adhérer. Pour des raisons essentiellement tactiques, le président de la République a donné un appui sans ambiguïté au projet des euro-missiles. Mais, à partir du moment où est réitéré à l'envi notre soutien à une décision qui ne nous concerne pas directement, comment réclamer des Soviétiques qu'ils ne comptabilisent pas nos engagements.

(*) Rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*.

L'ère Andropov

Il y a maintenant près de deux mois que l'our Andropov est au pouvoir. Son discours, passablement différent de celui de son prédécesseur, pose bien des questions. Notamment sur la réduction des armements, à propos de laquelle Léo Hamon voudrait que Paris pratique une politique du « donnant donnant ». Plus largement, Pierre-Luc Séguillon croit le moment venu de commencer à sortir pour de bon de la fracture dite de Yalta. Quant à André Fontaine, il analyse le regard soviétique sur la religion et montre le danger de tout manichéisme.

RICHELIEU donnait de sa politique une définition lapidaire : « Abaisser les grands et la maison d'Autriche ». Il inscrivait par là, dans la réalité du temps, une idée simple : la France ne pouvait être qu'à proportion de son refus de céder aux hégémonies. Les pôles de la puissance ont changé de lieu. Mais la vieille loi de notre histoire reste un principe novateur : la République ne saurait choisir librement son propre destin qu'autant qu'elle oppose une farouche résistance aux ambitions tutélaires des grands.

François Mitterrand a traduit cette vieille idée neuve en une proposition brève : « Tout ce qui permet de sortir de Yalta est bon ». Le chef de l'Etat indiquait par là la direction de l'action extérieure qu'il entendait conduire : face aux deux hégémonies, préserver la sécurité et l'indépendance de la France et assurer son rayonnement.

Un souhait et une conviction sous-tendent cette démarche. La volonté de faire de notre pays un pôle tel qu'il contribue à l'édification d'une organisation plus démocratique du monde. La conviction qu'une France maîtresse de son destin est, face aux grands, le plus sûr chemin vers une Europe indépendante et le gage le plus certain d'une solidarité avec les combattants de la liberté, à l'est comme à l'ouest, avec aussi les exploités de tous bords.

Certes, une politique extérieure de long terme qui refuse de se plier au désordre établi, ne le peut faire que si elle joue des rapports de

Donnant donnant

par LÉO HAMON (*)

On n'a pas grand mal à reconnaître dans les derniers discours de M. Andropov des thèmes soviétiques classiques, et un objectif stratégique permanent : empêcher le déploiement des euro-missiles. Une réponse négative s'imposait donc.

Elle n'interdit pas de se demander s'il n'y a pas une note nouvelle dans le discours tenu, quand il est proposé de ramener le nombre des fusées nucléaires soviétiques à celui des deux puissances atlantiques européennes. Certes, la volonté est ancienne à Moscou de faire prendre ces forces en considération, mais on ne demande plus cette fois - semble-t-il - leur réduction et on offre celle des engins soviétiques en proposant de les ramener au même niveau.

Sans doute a-t-on justement observé que les fusées soviétiques étaient « mirées » à trois projectiles chacune, alors que les fusées françaises n'en ont qu'un seul, que nos fusées sont, pour la plupart, embarquées à bord de sous-marins, alors que les sol-soviétiques s'ajouteraient de toute façon aux fusées embarquées et non contingentes. Et qu'en Europe de fusées simplement déplacées mais non détruites ?

Tout cela est vrai et devait être relevé. L'installation des Pershing et des missiles de croisière serait abandonnée sans que soit rétablie une égalité véritable. Aucun doute ne doit donc être laissé sur le refus occidental d'un tel marché de dupes.

Mais faut-il pour autant exclure toute exploration dans ce qui est peut-être une direction de recherche esquissée ?

L'U.R.S.S. s'est vite accommodée dans le passé de l'arme nucléaire française puisqu'elle a réservé un accueil triomphal à Giscard venu la visiter après avoir coté son pays de la bombe.

La pire pour elle est que son sol puisse être atteint et ravagé par des fusées tirées d'Europe par une puissance non européenne. L'échange nucléaire amènerait alors la destruction de l'Europe occidentale et de l'Union soviétique à l'initiative d'une puissance non européenne qui pourrait, pensée-t-on à Moscou, espérer assister à peu près indemne au massacre conjoint des Européens de l'Est et de ceux de l'Ouest. Tandis qu'une puissance européenne ne peut ignorer que sa propre destruction suivrait de près l'usage de ses armes nucléaires contre le sol soviétique, une initiative agressive de sa part est impensable parce que manifestement suicidaire : la même garantie de retenue n'existerait pas, croit-on en U.R.S.S., vis-à-vis des Etats-Unis. Crainte absurde à l'égard de la démocratie américaine ? Sans doute, mais on peut imaginer qu'elle soit celle de Moscou dont on connaît les fureurs obsessionnelles.

Renforcer les dispositifs nationaux

Nous suggérons naguère (1) qu'un jour une symétrie acceptable serait peut-être recherchée dans une garantie du continent européen assurée par des forces nucléaires nationales européennes, les forces soviétiques étant elles-mêmes réduites pour permettre un équilibre.

Des objections se pressent naturellement aussitôt : tandis que nos forces nucléaires ne garantissent que le territoire national seul « sanctuarisé », on laisserait sans couverture l'Allemagne fédérale et l'Italie, et l'on irait au décapage tant redouté, c'est-à-dire à un éloignement des Etats-Unis.

(*) Ancien ministre.

A quoi la réponse est que la limitation aux frontières françaises du « sanctuaire » protégé est depuis longtemps illusoire et indéfendable. Comment croire et même concevoir que l'Italie ou l'Allemagne puissent être envahies sans amener une riposte française ?

L'inconvénient du découplage pourrait, d'autre part, être atténué en renforçant la présence américaine en Europe en armes classiques et nucléaires tactiques de manière que l'Amérique sorte atteinte par toute invasion et en faisant expressément entrer en compte des sous-marins nucléaires américains affectés.

Mais, surtout, si la présence d'euro-missiles est considérée par Moscou comme comportant un risque supérieur à celui d'une défense européenne, la disparition de ce risque serait, pour l'U.R.S.S., un avantage qu'il faudrait lui faire payer par un contrôle plus strict et plus efficace de la réalité et de la durée d'une équivalence des forces au sol. Le propos à tenir pourrait donc être : donnant, donnant, pour une renonciation à l'installation des Pershing et des missiles de croisière, nous voulons non seulement une réduction garantie et non précaire des fusées soviétiques, mais encore leur supplément substantiel de contrôle au sol, par exemple. La tout dans une réaffirmation formelle de l'alliance atlantique.

Certes, la négociation serait ardue, tortueuse, comporterait des risques. Aux négociateurs de marquer qu'ils ne se laisseront ni berner ni tromper, tout en étant disposés à explorer ce qui pourrait être envisagé, afin qu'un relèvement des forces françaises et britanniques et une réduction contrôlée de la force soviétique conduisent vraiment à une équivalence durable.

(1) Dans le *Sanctuaire désenclavé* : Les sept épées. Cahiers de la Fondation pour les études de défense nationale.

sent pas nos forces nucléaires dans le calcul Est-Ouest ?

Le chef de l'Etat a solennellement exprimé le refus de notre pays d'être soumis au diktat d'une seule monnaie. Mais si « l'échec de Versailles était déjà l'échec d'Ortawa » et sera l'échec de Williamsburg », était-il opportun que Jacques Attali donnât à ce sommet le faste d'un événement de portée historique et que fût différée une dévaluation déjà décidée ?

Raison d'Etat

Nous refusons de nous associer à une « croisade » contre l'U.R.S.S. Nous réaffirmons néanmoins l'organisation atlantique chargée de contrôler les échanges Est-Ouest. Et l'administration des relations extérieures s'est laissée embarquer dans une négociation sur les conditions nouvelles du commerce Est-Ouest dont le terme, si le chef de l'Etat n'avait réagi, n'aurait pu être qu'un compromis altérant l'indépendance de décision de la France.

Paris proclame haut et clair sa condamnation de l'Afghanistan et de la Pologne. Durant dix-huit mois, la conséquence en a été tirée qu'il n'y avait pas « utilité » à un dialogue officiel avec Moscou, alors que les visites à Washington se succédaient à un rythme sans précédent. Mais, de ce fait, Pierre Mauroy a été contraint de traiter à Kremlin avec le « concierger », et nous utilisons le « facteur » hongrois pour transmettre nos messages quand nous ne sommes pas obligés d'aller à Moscou mendier un rééquilibrage de nos échanges ! Pourquoi la morale impose-t-elle de ne parler avec Brejnev qu'une fois l'hypothèque afghane, quand la raison d'Etat commande d'accueillir à Paris Sekou Touré ? Et quel crédit peut avoir une politique en direction du Sud si nous ne savons conjurer une intransigeante indépendance vis-à-vis des Deux Grands et un dialogue direct et responsable avec l'un et l'autre ?

La France a pris l'initiative d'une action originale au Proche-Orient. Que reste-t-il de cette démarche courageuse lorsque notre ministre des relations extérieures déclare que les idées de la France et des Etats-Unis sur « ce qui doit être et peut être fait au Liban » sont « totalement identiques » ? Est-ce ignorer que les vues de Washington sont aux antipodes d'une politique qui tendrait à rendre la Méditerranée à ses nations rivales ? Est-ce convenir que la France a « roulé », en l'occurrence, pour l'Amérique ?

C'est vrai, il n'est pas de politique extérieure audacieuse qui ne se fonde sur une économie maîtrisée, une monnaie saine, une défense solide et un projet culturel original.

Mais il est vrai, à l'inverse, qu'il n'est pas d'avenir libre, matériel et spirituel, pour cette nation, sans une action extérieure audacieuse et cohérente. Pour sortir notre économie de sa somnolence et arracher notre société à ses divisions anciennes, il faut, dès maintenant, commencer à sortir de cette fracture Est-Ouest, appelée par commodité « fracture de Yalta ». Sans confondre le désir que nous en avons avec la réalité, mais sans oublier non plus l'ambition navrée, à force de trop épouser cette réalité.

Entre deux paradis

(Suite de la première page.)

L'opinion de Marx sur le sujet est on ne peut plus claire. A ses yeux, la seule réalité permanente de l'histoire est celle de la lutte de classes. Pour ce qui est « des idées, des conceptions et des notions des hommes », en un mot de leur conscience, elles changent avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales. (2). Pas plus que la nation, la religion, ce « soleil illusoire qui se meut autour de l'homme tant que celui-ci ne se meut pas autour de lui-même » (3), ne saurait faire exception à la règle.

Cette approche est typique d'un siècle où l'on croyait que la science aurait un jour répondu à tout. Pour Marx, le développement des sociétés obéit à des lois scientifiques, aussi exactes que celles qui commandent la physique ou la biologie. Il ne peut, y avoir place dans ce système pour un être qui ne serait pas un produit du monde matériel. Il ne peut y avoir de créateur dans un monde qui n'a pas été créé.

Le scientisme en baisse

Le scientisme, aujourd'hui, au moins en Occident, n'est plus de saison. L'exploration de l'espace, l'étude des gènes, celle des particules constitutives de la matière, laissent intact le mystère de la nature et de la vie. Le déterminisme n'est pas universel. Jacques Monod a montré qu'il fallait faire sa place, à côté de la nécessité, au hasard. François Jacob a parlé, à propos de « la tendance naturelle des choses à se défaire », de « l'effet d'un hasard calculable ». Tout récemment, la conclusion de l'expérience d'Alain Aspect sur « l'indivisibilité de Bell » a fait apparaître que, contrairement à ce qu'espérait Einstein, « Dieu joue probablement aux dés » (4).

Arrivé à ce point, le choix entre la croyance, l'athéisme militant, l'indifférence et le doute est avant tout pour l'homme une affaire de foi ou, pour mieux dire, d'innée conviction. Le poids de l'héritage biologique et psychique comme celui de l'environnement jouent bien entendu un grand rôle : on devient tout naturellement musulman en Algérie, et catholique en Pologne. Quelle que soit, en tout cas, la valeur des arguments que chaque Eglise, religion ou laïque, peut avancer à l'appui de ses thèses, il faut se faire à l'idée que, selon toute vraisemblance, on n'arrivera jamais, dans ce domaine, à l'évidence d'une démonstration mathématique. C'est au plus profond de l'âme que se décide ou se refuse l'adhésion, ou encore que se prolonge la perplexité.

L'Eglise romaine, au nom de laquelle on a jadis tellement tué et torturé, l'a apparemment compris : elle exalte aujourd'hui les droits de l'homme après les avoir longtemps dénoncés comme d'inspiration maçonnique, sinon satanique. Il s'en faut que les dirigeants du monde communiste aient fait le même bout de chemin en direction de la tolérance.

Certes, après avoir tenté de progressivement éradiquer le fait religieux, Staline, lorsqu'il a cherché à mobiliser le peuple, en 1941, contre l'envahisseur allemand, a réouvert les églises et rétabli le Saint-Synode. L'Eglise orthodoxe se trouve aujourd'hui dans une situation passablement ambiguë vis-à-vis du pouvoir, certains de ses prêtres n'hésitant pas à se mettre au service de la politique étrangère, tandis que la grande majorité du clergé veille à entretenir une espérance aux antipodes du messianisme bolchevique. L'islam soviétique se trouve dans une situation assez comparable.

L'Eglise catholique elle-même a bien résisté aux tentatives répétées de l'U.R.S.S. ici pour l'asservir, ailleurs pour l'éliminer purement et simplement. En Pologne, bien sûr, mais aussi, à un moindre degré, en Hongrie, en Slovaquie et jusqu'en Lituanie, les églises sont pleines et les enfants baptisés. Les Chinois eux-mêmes ont toujours laissé une certaine liberté aux musulmans. Il n'aurait aujourd'hui tout doucement les lieux du culte chrétien. Il n'y a plus guère que l'Albanie et la Corée du Nord pour interdire toute manifestation religieuse quelle qu'elle soit.

Une survivance

Il n'empêche qu'aux yeux des héritiers de Marx et de Lénine, la religion demeure manifestement une anomalie, une survivance appelée à disparaître avec les progrès de l'éducation, un refus de prendre son parti de la vérité révélée - celle de la science - qui n'est tolérable que s'il est minoritaire et qui suffit en tout cas à écarter celui qui s'en rend coupable de toute responsabilité politique ou administrative.

La notion de liberté de conscience demeure profondément étrangère à leur *Weltanschauung*. Ils ont beaucoup de peine à se faire à l'idée qu'un homme normalement constitué puisse sincèrement croire à l'existence de Dieu. Au mieux les croyants ne peuvent être, dans l'empire soviétique, que des minorités tolérées, comme les *dzhinnis*, chrétiens ou israélites, jadis, en terre d'islam, comme pendant des siècles les juifs, dans l'intervalle des persécutions, en terre de christianisme, comme à partir de la Réforme les sujets protestants des princes catholiques, et réciproquement.

Aujourd'hui encore ce regard, totalitaire au sens étymologique du terme, n'est pas propre aux dirigeants communistes. Il est celui des nostalgiques de l'intégrisme chrétien ou juif, comme des croisés de l'anticoommunisme qui s'en donnent à cœur joie en Amérique latine. Il est celui des fondamentalistes qui, de Téhéran à Tripoli, se croient autorisés, au nom de leur foi, non seulement à brasser l'Épée de l'islam, mais à s'en servir généralement contre les malpensants. Il est celui de ces trop nombreux Français, de gauche comme de droite, pour qui toute occasion est bonne, y compris maintenant la querelle scolaire, de rallumer la guerre civile larvée où, depuis des siècles, paraît se complaire la nation.

La tolérance, en fin de compte, n'est pas le fort de l'espèce. Elle est pourtant la clé de sa survie. On l'a souvent dit à propos du Proche-Orient, mais c'est vrai de la terre entière : la clé de la paix, c'est l'acceptation mutuelle. C'est parce qu'ils se voient interdiction de choisir librement leurs dieux et leurs lois, que les groupes humains prennent si facilement les armes contre leurs oppresseurs.

L'échec des deux empires qui se partagent le monde à garantir la paix s'explique peut-être, comme chacun affecte de le croire de son adversaire, par une mauvaise compréhension des lois de l'économie. Il s'explique surtout par l'incapacité à se mettre à la place de l'autre. A l'heure où il n'était qu'une hérésie, le manichéisme n'avait d'autre portée que celle d'une aberration. A l'heure du surarmement collectif et individuel, il est mortel.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) *Manifeste du parti communiste*.
(3) *Critique de la philosophie de Hegel*.
(4) Voir l'article de Maurice Arvanity dans « Le Monde des sciences » du 15 décembre 1982.

Dimanche
9 Janvier
à 19h

LIONEL JOSPIN

Premier Secrétaire du P.S.

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE 1

SPECIAL
MUNICIPALES

سكوان العرب

Le Monde

étranger

L'Allemagne fédérale et les propositions de M. Andropov

Les nuances de M. Vogel candidat social-démocrate à la Chancellerie

(Suite de la première page.)
Le leader du S.P.D. semblait se rallier à une idée qui fait son chemin ces derniers temps dans diverses capitales et déjà exposée ici (le monde du 23 décembre 1982) consistant à accorder aux Soviétiques un contingent supplémentaire de missiles sous-marins afin de compenser l'existence des engins de même type détenus par les Français et les Britanniques.

Telle n'est pas néanmoins la position de M. Egon Bahr, expert du S.P.D. en matière d'armements et qui accompagne M. Vogel à Washington : selon l'ancien architecte de l'ostpolitik, les armements français et britanniques seraient pris en compte dans la négociation européenne de Genshies, mais les Soviétiques, dont les missiles ont trois ogives n'auraient droit qu'à cinquante SS-20.

Quant à la proposition de pacte de non-agression lancée à Prague par les pays de l'Est, elle est accueillie avec beaucoup de scepticisme un peu partout, y compris par M. Vogel, pour qui, « ce n'est pas une nouvelle idée », même si, a-t-il ajouté, elle « pourrait représenter un progrès vers la non-utilisation des forces militaires les uns contre les autres ». M. Kohl, actuel chancelier à Bonn, a rappelé, pour sa part, que le principe de renonciation à la force

est déjà inscrit « dans la charte des Nations unies, dans l'acte final de la conférence d'Helsinki et dans nos traités avec l'Afghanistan, la Pologne et aussi Prague en 1968 sont de graves contre-exemples ». « C'est justement par des actions concrètes en Afghanistan et dans les négociations sur le désarmement que l'Union soviétique peut augmenter considérablement le poids de sa nouvelle proposition », a-t-il dit.

De même, le porte-parole du département d'Etat américain, tout en confirmant la promesse de M. Reagan d'« examiner » cette proposition, a indiqué qu'il « n'y voyait rien de nouveau à première vue ». Seule l'agence de presse allemande, jusqu'à maintenant, a qualifié le projet de pacte de Varsovie de « démagogique et propagandiste ».

En France, le ministre des relations extérieures a déclaré, jeudi, que « la meilleure façon pour un Etat de servir la paix n'est pas d'ajouter de nouveaux documents à la charte des Nations unies, mais d'en respecter les obligations, et en particulier de s'abstenir de tout recours à la force ». Une réaction beaucoup plus sceptique que celle de l'« Humanité », pour qui il « serait un crime impardonnable » de ne pas répondre à cette « nouvelle chance pour la paix ».

Sous le double patronage de MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt

Le front haut, une abondante chevelure poivre et sel, des lunettes bien assises sur un nez rectiligne, des yeux bleus-verts, un visage ouvert, une physionomie avenante, une belle stature, l'aspect physique de Hans-Jochen Vogel, candidat du parti social-démocrate à la chancellerie, pourrait tout aussi bien convenir à un universitaire plein d'élan qu'à un homme politique.

Né le 3 février 1926 à Göttingen, il se distingue très vite par ses préférences. Quand il est appelé sous les drapeaux, en 1945, il a déjà commis des études de droit. Rendu à la vie civile par la défaite du Reich, après deux blessures reçues au combat, il obtient son doctorat en 1950 et arrive en tête de sa promotion, au redouté examen d'Etat qui le fait entrer dans la fonction publique en Bavière. Cette région n'est pas encore « le fief exclusif des chrétiens-sociaux bavarois » qu'elle est devenue de nos jours.

Impressionné par Kurt Schumacher et par le chef de file des sociaux-démocrates bavarois d'alors, Walter Kasper, il s'inscrit au S.P.D. en novembre 1950. Dix ans plus tard, fort d'une riche expérience administrative, il est élu maire de Munich avec 64,3 % des suffrages. Il est réélu en 1966 avec 77,9 % des voix. Le succès personnel de Hans-Jochen Vogel ne le met pas à l'abri des controverses internes. Il doit affronter une « gauche » doctrinaire qui rejoint

le mouvement anti-parlementaire.

Ces déchirements locaux n'empêchent pas M. Vogel d'avancer dans la hiérarchie du parti. Depuis 1970, il est membre du comité directeur du S.P.D., deux ans plus tard, il devient membre du présidium. Toujours en 1972, il est élu au Bundestag et entre au cabinet du chancelier Willy Brandt comme ministre de la construction et de l'urbanisme.

En 1974, le chancelier Helmut Schmidt fait de ce brillant juriste un ministre de la Justice. A ce poste, il veille de très près à ce que la lutte contre le terrorisme de la bande à Baader n'altère pas les libertés fondamentales dans « l'Etat de droit » qu'est la République fédérale. Sous son règne, d'importantes réformes juridiques ont été adoptées. Il est si bien l'homme de confiance de M. Helmut Schmidt que c'est tout naturellement vers lui que se tourne le chancelier quand il s'agit d'assurer la continuité de l'équipe dirigeante social-démocrate de Berlin-Ouest, usée par le pouvoir et compromise par des scandales financiers. De janvier à mai 1981, M. Vogel est « maire régnant » de Berlin-Ouest, mais le redressement qu'il tente d'opérer arrive trop tard. Aux élections du printemps, le S.P.D. perd sa position dominante, et M. Vogel se retrouve chef de l'opposition.

Une personnalité à découvrir

Ces échecs n'ont entaché pas sa réputation. La confrontation à laquelle il a été exposé à Berlin avec les groupements pacifistes et « radicaux » — partisans par exemple de l'occupation des immeubles en déshérence — lui fait prendre conscience d'une dimension nouvelle de la revendication sociale. L'ancien adversaire des « jeunes socialistes » (Jugendsozialisten) de Munich se voit ainsi trouver son chemin de Damas ? « Comment pourrions-nous nous opposer fondamentalement, dit-il, à ceux qui poursuivent le même but que moi : le maintien de la paix, la protection de l'environnement, la justice sociale, même si nous divergeons

sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ? » Par cette déclaration, M. Vogel se rapproche de l'ancien chancelier Willy Brandt, champion de l'« intégration » des tendances marginales — tâche pour laquelle M. Helmut Schmidt ne s'est jamais senti beaucoup de goût.

Mais patronné à la fois par les deux anciens chancelliers sociaux-démocrates, M. Vogel se doit de faire encore la preuve d'une personnalité originale. Ce qui lui appartient en propre, au-delà des talents qui lui sont reconnus et que les circonstances ont confirmés, reste à découvrir.

ALAIN CLÉMENT.

DEUX DIPLOMATES SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ EXPLUSÉS DE SUISSE

Berne (A.F.P.). — L'un des conseillers de l'U.R.S.S. en Suisse et un membre de la mission soviétique permanente auprès des organisations internationales à Genève, qui s'adonnaient à des activités prohibées de renseignement, ont été expulsés de Suisse, a indiqué ce vendredi matin 7 janvier le ministère helvétique de l'intérieur.

L'identité des deux diplomates concernés par cette mesure n'a pas été révélée.

SELON LA DÉCLARATION POLITIQUE DU SOMMET DE PRAGUE

L'accord de non-agression entre l'OTAN et le pacte de Varsovie serait ouvert à « tous les États du monde »

Moscou (Reuter). — La déclaration politique adoptée le 5 janvier par les dirigeants des sept pays membres du pacte de Varsovie, réunis à Prague, indique notamment :

« Les membres du pacte de Varsovie proposent depuis longtemps la dissolution des deux alliances et, dans un premier temps, le démantèlement de leur structure militaire. Cette proposition reste en vigueur et ils réitérent leur désir d'enclencher des négociations avec les Etats membres de l'OTAN, dans le but d'arriver à un accord acceptable, à commencer par la question de la réduction des activités militaires sur la base de réciprocité.

« La situation tendue d'aujourd'hui rend toutefois impossible une telle proposition. Des mesures urgentes et efficaces sont nécessaires, qui puissent dès maintenant diminuer la menace existant entre les pays membres du pacte de Varsovie et les pays de l'OTAN et dissiper la crainte d'une éventuelle agression.

« Les Etats membres du pacte de Varsovie ne recherchent pas la supériorité militaire sur les pays de l'OTAN, en Europe ou ailleurs. Les membres de l'OTAN déclarent également ne pas avoir d'intentions agressives. Dans ce cas, il ne devrait pas y avoir d'obstacle à l'adoption par les Etats des deux alliances d'un engagement mutuel approprié, compatible avec la législation internationale. Dans le contexte de la situation actuelle, un tel accord aurait un effet particulièrement bénéfique sur tous les événements internationaux ultérieurs.

« Partant de ces considérations, les Etats membres du pacte de Varsovie, représentés par leurs plus hauts responsables, proposent aux pays de l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord de conclure un accord réciproque de non-recours à la force militaire et de sauvegarde des relations pacifiques.

« Le point central de l'accord serait l'engagement réciproque des Etats membres des deux alliances de ne pas utiliser les premiers les armes nucléaires ou conventionnelles entre eux et donc de n'utiliser aucune force militaire en premier. Cet engagement pourrait s'appliquer à tous les territoires et à tous les autres Etats se joignant à l'accord, ainsi qu'à leur personnel militaire et civil, aux appareils maritimes, aériens et spatiaux et à d'autres objectifs, quel que soit leur emplacement.

« Il serait juste d'inclure dans l'accord une clause concernant un engagement similaire de non utilisation de la force par les Etats membres des deux alliances à l'encontre de pays tiers, qu'ils aient des relations bilatérales d'alliance avec eux ou qu'ils appartiennent au groupe des Etats non alignés ou neutres.

Echange de délégations militaires

« Un autre élément essentiel de l'accord serait l'engagement des Etats membres des deux alliances de ne pas mettre en danger la sécurité des communications maritimes,

aériennes et spatiales utilisant des régions non soumises aux législations nationales.

« Il serait désirable de compléter l'engagement de non-utilisation de la force militaire par celui de mener, dans un esprit constructif, des discussions sur les mesures efficaces à prendre pour mettre fin à la course aux armements, limiter et réduire les arsenaux et favoriser le désarmement. (...) Le même objectif pourrait être réalisé par l'engagement d'étudier en commun les mesures pratiques à prendre afin d'éviter la menace d'une attaque surprise et de contribuer au développement des échanges mutuels entre délégations militaires et à l'organisation de visites de bâtiments navals et de bases aériennes. (...)

Lutter contre les « idées tendancieuses » dans les médias

« L'accord sur le non-recours à la force ne devrait pas, bien entendu, limiter le droit légitime de ses signataires à l'autodéfense individuelle ou collective, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. (...) Bien qu'il s'adresse aux Etats membres des deux alliances politiques et militaires, tout autre pays européen serait autorisé à participer à son élaboration et à sa signature. L'accord serait également ouvert dès le départ aux autres Etats du monde qui pourraient s'y joindre en tant que parties égales.

La déclaration affirme, d'autre part, que tous les calculs visant à

remporter la victoire dans une guerre nucléaire sont « insensés » : « Une telle guerre conduirait inévitablement à la disparition de tous les pays dans une destruction colossale aux conséquences désastreuses pour la civilisation et toute la vie sur la terre. Elle dénonce « l'utilisation de la presse, la radio et la télévision pour propager des idées tendancieuses et calomnieuses présentant de manière erronée la situation et les politiques de certains pays et encourageant l'hostilité et l'inimitié. » « Aucun Etat ne devrait permettre que de telles activités subversives soient conduites depuis son territoire », dit le texte, qui assure encore la Pologne de « l'appui moral, politique et économique des pays frères ».

Enfin, la déclaration propose aux pays de l'OTAN d'engager « sans délai des conversations directes » pour la « non-augmentation et la réduction substantielle des dépenses militaires » et rappelle un grand nombre d'autres propositions portant notamment sur le gel des programmes d'armements nucléaires et de la production de matières fissiles, la restriction des transferts d'armements classiques, la limitation des activités navales, le retrait de Méditerranée des bâtiments porteurs d'armes nucléaires, la liquidation des bases militaires en territoire étranger, etc. A propos de l'Afghanistan, la déclaration « approuve l'ouverture de négociations entre l'Afghanistan et le Pakistan par l'intermédiaire du délégué représentant du secrétaire général de l'ONU ».

LA FIN DE LA TOURNÉE EUROPÉENNE DE M. ABE

L'incompréhension subsiste dans les rapports entre le Japon et ses partenaires de la Communauté

Venant de Londres, où il s'était entretenu avec le premier ministre, M. Thatcher, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, est arrivé jeudi soir 6 janvier à Rome, dernière étape de sa tournée européenne.

Les conversations qu'a eues M. Abe dans les principales capitales européennes ne semblent pas avoir considérablement amélioré la compréhension ou l'harmonie des points de vue, entre Tokyo et ses partenaires de la Communauté. Pour citer un exemple précis, on a bien pris note du côté japonais — et l'on se défend de vouloir diviser pour régner — du souhait exprimé par la France, notamment, de voir la Commission de Bruxelles servir de canal exclusif à des négociations sur un réajustement des échanges commer-

ciaux, sans interférences de pourparlers bilatéraux. Encore faudrait-il, observe-t-on dans l'entourage de M. Abe, que lorsque ces négociations rencontrent des difficultés, la Commission elle-même ne nous renvoie pas aux diverses capitales intéressées.

De même source, on admet que la gravité de la crise économique traversée par les pays européens est mal perçue à Tokyo où l'on mesure insuffisamment les conséquences du chômage et où la santé relative de

l'économie japonaise n'incite ni au sacrifice ni à l'alarmisme. De ce point de vue, les milieux d'affaires japonais, d'une part, européens, d'autre part, donnent toujours l'impression d'appartenir à deux mondes différents.

Cela dit, on admet également à Tokyo que l'Europe constitue un partenaire assez important pour que le Japon consente quelques efforts afin de l'aider à traverser les difficultés présentes. C'est dans cet esprit qu'ont été décidées, en dépit de

l'Elysée, M. Vauzelle, a déclaré que M. Mitterrand avait indiqué au ministre japonais que « si des difficultés existaient entre les deux pays dans le domaine commercial, il existait aussi une volonté politique de les résoudre ».

réticences intérieures japonaises, certaines réductions tarifaires (dont une partie intéressée directement la France) et que d'importants contrats peuvent être envisagés — à titre d'« hypothèses » encore — dans les domaines de l'aéronautique et du traitement des déchets nucléaires.

Les Japonais considèrent toutefois qu'il ne saurait s'agir là que de remèdes à court terme, et que de véritables solutions doivent être recherchées dans une meilleure productivité des économies européennes et dans l'ouverture de nouvelles possibilités au développement des échanges à l'échelle mondiale. Ils regrettent à cet égard que les projets formés au sommet de Versailles, en juin 1982, de coopération des nations industrialisées en matière de nouvelles technologies ne se soient jusqu'à présent guère matérialisés.

Pour un développement des consultations politiques

Si les entretiens de M. Abe ont été largement dominés par le problème du déséquilibre des échanges, des sujets plus politiques ont également été abordés. Les relations Est-Ouest et les dossiers relatifs aux réductions d'armements ont occupé l'essentiel de l'entretien entre MM. Abe et Chénysson, la partie japonaise commençant apparemment à se préoccuper d'un éventuel déplacement du dispositif soviétique qui répondrait aux vœux des Européens, mais menacerait l'Extrême-Orient.

Tokyo, dit-on dans l'entourage de M. Abe, est favorable à un développement des consultations politiques — jusqu'ici à peine ébauchées — avec les Européens. On ne saurait toutefois être d'accord sur tous les sujets, ajoute-t-on, en pensant, semble-t-il, aux Britanniques qui aimeraient voir la diplomatie japonaise être plus systématiquement solidaire du Foreign Office sur des problèmes aussi divers que le conflit des Malouines ou, demain peut-être, l'avenir de Hongkong.

Avec la France, le Japon souhaiterait de plus amples consultations sur la région du Pacifique. Les problèmes d'Indochine et, en particulier, des relations avec le Vietnam — à propos desquelles Paris et Tokyo ont des attitudes différentes — n'auraient pas été évoqués lors de l'entretien entre MM. Chénysson et Abe. On signale toutefois que le directeur d'Asie et d'Océanie au Quai d'Orsay, M. Combal, est attendu dans une huitaine de jours dans la capitale japonaise. — A. J.

LA RECHERCHE

La TV par satellite • Le lait maternel • Ordinateur et jeu d'échecs • Le langage des singes

20 F en vente partout

L'astrologie et la science

par Jean-Claude Pecker

Le lait maternel

par Bruno Ribadeau-Dumas

L'érosion des plages

par Roland Paskoff

Intelligence artificielle et jeu d'échecs

par Jean-Louis Laurière

La TV par satellite

par Charles Akrich

Le langage des singes

par Jean-Pierre Gautier et Bertrand Deputte

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Un an : 150F au lieu de 220 F*

Etranger 1 an : 180 FF *Prix de vente au numéro

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 150 F (110F) au lieu de 220 F*

Nom _____ Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)

Profession _____ ☐ chèque bancaire

Adresse _____ ☐ chèque postal (à valoir)

Code postal _____ ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine, 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massenet 28 - 1190 Bruxelles

مكتبة البحث

DIPLOMATIE EUROPE

La visite du ministre
yougoslave des affaires étrangères

**« NOUS ENCOURAGEONS CEUX QUI
PEUVENT ÉCHAPPER À L'ALIGNEMENT », a déclaré M. Cheysson.**

La France est « l'alliée des non-alignés dans le monde », a dit, jeudi 6 janvier, M. Moïsov, secrétaire fédéral yougoslave (ministre) aux affaires étrangères, avant de quitter Paris, au terme d'une visite de deux jours. M. Moïsov a été reçu par M. Mitterrand et s'est entretenu avec MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Chanderu-
sor, ministre délégué aux affaires européennes. Une visite de M. Mitterrand à Belgrade cette année est envisagée, laisse-t-on entendre de part et d'autre.

Avant de quitter M. Moïsov, M. Cheysson a fait devant la presse un vif éloge des non-alignés et de l'indépendance yougoslave en particulier. « Nous ne sommes pas des non-alignés, nous participons à une alliance. Nous sommes même des alliés particulièrement sûrs, et pourtant nous encourageons ceux qui peuvent échapper à l'alignement », a notamment dit le ministre français. Comme on lui demandait si la France serait invitée comme observateur au sommet des non-alignés de New-Delhi en mars, M. Cheysson a dit : « La France est résolument aux côtés des non-alignés dans leur expression, c'est-à-dire leur volonté d'être respectés, en eux-mêmes, chacun avec son identité propre. Je préfère représenter un pays qui soutient le non-alignement dans le monde plutôt que d'être reconnu comme un observateur qui prétend être non-aligné ».

Les deux ministres ont souligné la « grande convergence de vues » qui s'est dégagée de leurs entretiens, notamment sur les relations Est-Ouest, le désarmement, le Proche-Orient, l'Afghanistan, la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.

MM. CHEYSSON ET HERNU EN VISITE DANS LE GOLFE

Deux ministres, MM. Cheysson (relations extérieures) et Hernu (défense), partent, ce vendredi 7 janvier, pour des visites officielles dans le Golfe.

M. Cheysson reprend par Bahrein (du 7 au 9) et Qatar (9 et 10) la visite qu'il avait dû interrompre en novembre, à Koweït, pour aller à Moscou aux obsèques de Leonid Brejnev. Le ministre français sera notamment reçu par les chefs d'Etat : l'émir de Bahrein, cheikh Issa, offrira un déjeuner en son honneur.

M. Hernu, qui est accompagné d'une délégation civile et militaire, séjournera deux jours à Oman, où il sera également reçu par le chef de l'Etat.

Les ministres espagnols des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et de l'économie et des finances, M. Miguel Boyer, accompagnés des secrétaires d'Etat aux affaires européennes, M. Manuel Marin, et à l'économie, M. Luis Velasco, sont attendus à Paris, lundi 10 et mardi 11 janvier, pour une visite de travail.

Il seront reçus par MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, Chanderu-sor, ministre délégué aux affaires européennes, et Rocard, ministre du Plan. Les entretiens porteront principalement sur la candidature espagnole à la Communauté européenne et sur les relations bilatérales, notamment économiques.

Cette visite précède celle du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, à Paris les 22 et 23 janvier, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste. M. Gonzalez sera reçu par MM. Mitterrand et Mauroy.

Pologne

Le pouvoir cherche à utiliser à son profit l'élévation au cardinalat de Mgr Glemp

Les autorités polonaises ont salué avec empressement, jeudi 6 janvier, l'élévation au cardinalat de Mgr Glemp. Le chef de l'Etat, M. Jablonski, mais aussi le général Jaruzelski, premier secrétaire du parti, lui ont adressé des messages de félicitations et tous les journaux ont fait état de la nouvelle.

Le pouvoir entend ainsi marquer sa volonté d'entretenir de bonnes relations avec la hiérarchie catholique et suggérer que ce serait la modération de la politique menée par le primate qui aurait été distinguée par le pape. Zygmunt Wyszynski, dans un article de première page, explique que cette élévation est une « rebuffade infligée aux diverses forces qui exploitent les difficultés et les tensions que traversent la Pologne dans leurs efforts déplorables pour saper le prestige du primate ». Ces forces, poursuit le journal, « font des allusions sans fondement suggérant que le primate aurait une opinion différente de celle du pape concernant la position actuelle de l'Eglise polonaise face aux problèmes du

pays. (...) Ces allégations ont maintenant été rejetées effacement et de la façon la plus autorisée qui soit ».

Dans une déclaration faite au début de la messe d'Epiphanie, célébrée par Mgr Glemp à la cathédrale Saint-Jean, l'un des évêques auxiliaires de Varsovie, Mgr Modzelewski, a conforté cette interprétation en expliquant que l'entrée prochaine du primate au Sacré Collège « prouvait qu'il y a unité entre l'Eglise de Pologne et le Vatican ». Il s'agissait cette fois-ci pour la hiérarchie catholique de rappeler à l'ordre les nombreux prêtres qui n'hésitent plus depuis deux mois maintenant, à critiquer ouvertement la politique du primate.

L'affaire Pax

Cette apparente unanimité n'est en réalité que superficielle car les relations entre l'Eglise et l'Etat sont loin d'être aussi excellentes qu'il n'y paraît. Dans l'homélie qu'il a prononcée à cette même messe, Mgr Glemp tout en insistant sur la

nécessité de relations suivies entre l'Eglise et l'Etat, n'a pas hésité à déplorer que « le dialogue n'ait apporté jusqu'à présent que peu de résultats, notamment dans la Pologne profonde où il est plus facile (quoique dans les grandes villes) de se venger et d'appliquer des méthodes rappelant l'ordre ancien que l'on dit abandonné une fois pour toutes ». Ce dialogue « qui n'est pas facile », a ajouté le primate, « n'a aucune chance d'aboutir dès lors que l'une des deux parties en présence ne veut pas changer d'opinion ».

La « partie » en question était évidemment là, le pouvoir et le primate vient d'ailleurs de laisser l'un de ses proches collaborateurs, le père Gonsziewicz, ancien secrétaire particulier du cardinal Wyszyński, engager une polémique publique avec l'une des personnalités en vue du régime, M. Dobrzynski, président du mouvement patriotique de renaissance nationale, (PRON) fondé l'année dernière par les autorités militaires.

Membre de l'association officielle catholique PAX qui avait été créée de toute pièce à l'avènement du régime communiste, M. Dobrzynski avait publié le 31 décembre dans le quotidien de cette organisation un article laissant entendre que son fondateur, Boleslaw Piasecki, mort il y a quatre ans, avait été lié d'amitié au cardinal Wyszyński. Dans une lettre ouverte écrite sur papier à en-tête de l'épiscopat et remise à la presse occidentale, le père Gonsziewicz a donc tenu à mettre les choses au point en rappelant qu'un des journaux de Boleslaw Piasecki avait été mis à l'index par le Saint-Siège et que le jour de l'enterrement de l'ancien président de Pax, le cardinal Wyszyński écrivait dans son journal que cet homme avait « causé de grands préjudices à l'Eglise et au primate » ; qu'« une de ses plus grandes erreurs avait été de soutenir les groupes de prêtres organisés par l'U.B. » (la police politique) ; et qu'il avait « quitté cette terre avec une réputation de grande nocivité pour l'Eglise ».

Pour historique qu'elle paraisse, cette polémique est très actuelle. L'Eglise signifie par là qu'il n'y aura pas dans la Pologne d'aujourd'hui de « bons » et de « mauvais » prêtres : ceux qui collaborent avec le régime et ceux qui le combattent - et qu'en tout état de cause la hiérarchie catholique n'est pas l'alliée du pouvoir.

Dans une interview téléphonique accordée à une station de radio du Michigan, M. Walesa vient, quant à lui, de demander que les syndicats américains apportent leur soutien à la lutte en faveur de la libération des prisonniers politiques polonais. M. Walesa, qui n'a pas voulu indiquer quelle forme pourrait prendre cette action, a affirmé qu'il espérait recevoir l'autorisation de rendre visite cette année aux parents qu'il a aux Etats-Unis et pouvoir ainsi remercier personnellement le peuple américain de sa sympathie pour Solidarité.

A Londres, enfin, la B.B.C. a décliné, jeudi, de retirer les facilités matérielles qu'elle accordait jusqu'à présent aux correspondants des radios polonaises en Grande-Bretagne. Cette mesure a été prise en représaille contre le refus des autorités polonaises de renouveler le visa du correspondant à Varsovie de la chaîne britannique. - (A.F.P.-A.P.)

DANIEL VERNET.

[Né en 1933 à Swansea, au Pays de Galles, M. Heseltine a étudié les sciences politiques, la philosophie et le droit à Oxford. Après des débuts modestes dans les affaires, il a réussi à devenir propriétaire de l'une des maisons d'édition les plus prospères de Grande-Bretagne, Haymarket Publications. Il a été élu député conservateur pour la première fois en 1966, après deux tentatives infructueuses, et s'est rapidement fait remarquer aux Communes par son éloquence passionnée.]

Grande-Bretagne

LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT DE M^{me} THATCHER

M. Michael Heseltine remplace M. John Nott à la défense

De notre correspondant

Londres. - M^{me} Thatcher a annoncé, jeudi 6 janvier, un léger remaniement de son gouvernement, rendu nécessaire par la démission, longtemps attendue, de M. John Nott, ministre de la défense. Ce dernier est remplacé par M. Michael Heseltine, jusqu'alors ministre de l'environnement. A M. Heseltine succède son adjoint, M. Tom King, qui détenait le portefeuille des collectivités locales. Les autres changements concernent des ministères de seconde importance, ou des sous-secrétaires d'Etat.

M. Nott avait fait connaître, dès le début de l'été dernier, son intention de se retirer de la vie politique pour se consacrer à ses affaires privées. La campagne des Malouines, et les critiques dont le ministre de la défense a été l'objet à cette occasion, ne paraissent pas avoir joué un rôle essentiel dans sa décision. Le choix de M. Heseltine n'est pas non plus une surprise : son nom couvait déjà depuis plusieurs mois. C'est un homme décidé, et parfois autoritaire, dont le principal mérite, aux yeux de M^{me} Thatcher, est d'avoir imposé au ministère de l'environnement une nouvelle organisation du travail visant à augmenter le rendement des fonctionnaires.

M. Heseltine avait d'autre part, il est vrai, pris discrètement ses distances par rapport à M^{me} Thatcher en préconisant des investissements massifs dans les centres urbains pour y combattre les causes de la délinquance et du désordre. Mais celui que ses longs cheveux blancs ont fait surnommer « Boucles d'or », ou encore « Tazara », a toujours été un homme politique solitaire, qui ne peut être classé ni parmi les « durs », ni parmi les « mous » du parti conservateur.

Bien qu'il ait été officier dans un régiment de gardes écossais, M. Heseltine ne s'est pas distingué, jusqu'à maintenant, par son intérêt pour les problèmes militaires, ni par son expérience des questions internationales. Sa première tâche sera de maintenir les crédits de la défense

dans des limites compatibles avec les objectifs économiques généraux du gouvernement, et de mettre de l'ordre dans une administration où les dépenses de fonctionnement devaient être réduites au profit des dépenses d'équipement. Il devra, d'autre part, employer les talents oratoires qu'il a montrés à la Chambre des communes ou dans les congrès conservateurs pour faire pièce au mouvement pacifiste et aux partisans du désarmement nucléaire unilatéral, de plus en plus nombreux en Grande-Bretagne. Ce thème pourrait bien être, en effet, au centre de la prochaine campagne électorale.

Ce quatrième remaniement du gouvernement Thatcher devrait être le dernier avant les élections législatives, qui auront lieu au plus tard au printemps 1984, mais peut-être dès l'automne prochain. Le premier ministre veut donner l'image de la fermeté et de la continuité : le remplacement de M. Nott par M. Heseltine et l'entrée dans le cabinet de M. King, qui est d'abord un gestionnaire, ne modifient pas l'équilibre politique entre les différentes tendances du parti tory, contrairement à ce qui s'était passé à l'automne 1981 : Mme Thatcher avait alors écarté tous les ministres qui critiquaient sa politique économique. Toutefois, elle donne aujourd'hui une prime à la fidélité en distribuant des postes de sous-secrétaires d'Etat à de jeunes députés qui l'ont soutenue sans défaillance.

DANIEL VERNET.

[Né en 1933 à Swansea, au Pays de Galles, M. Heseltine a étudié les sciences politiques, la philosophie et le droit à Oxford. Après des débuts modestes dans les affaires, il a réussi à devenir propriétaire de l'une des maisons d'édition les plus prospères de Grande-Bretagne, Haymarket Publications. Il a été élu député conservateur pour la première fois en 1966, après deux tentatives infructueuses, et s'est rapidement fait remarquer aux Communes par son éloquence passionnée.]

U.R.S.S.

Décès de Pierre Yakir

Nous avons appris avec retard la mort à Moscou, le 14 novembre dernier, de Pierre Yakir, un historien contestataire qui avait été condamné en 1973 à plusieurs années de prison et qui avait ensuite été gracié pour avoir collaboré avec la police. Il était âgé de soixante ans.

Du goulag à la déchéance

La vie de Pierre Yakir n'aura été qu'une série de malheurs, bien souvent à l'image de l'histoire de son pays. Le premier drame l'atteint en 1937, alors qu'il n'a que quarante ans : son père, un général membre du comité central, est arrêté en même temps que Toudchenko, le chef de l'Armée rouge, et bon nombre d'autres officiers supérieurs qui feront cruellement défaut à Staline au moment de la rupture du pacte germano-soviétique. Après l'enfance dorée, c'est le ban de la société. Et, lorsque Staline fait fusiller le général Yakir, Pierre et sa mère sont envoyés en exil à Astrakhan. Vite orphelin - sa mère ne résiste pas à la déportation, - Yakir est condamné sans procès au goulag en tant qu'élément « nocif » de la société. Il ne sera libéré qu'après dix-sept ans de détention, après la mort de Staline. Pierre Yakir a raconté les premières années de sa détention dans un livre de mémoires profondément émouvant par sa causticité et sa pudeur (1).

sa condamnation, il participera même à une conférence de presse au cours de laquelle il confirmera sa « transformation », regrettera d'avoir fait du tort à l'U.R.S.S., se verra même libérer dans sa déchéance.

Que s'est-il passé entre son arrestation et son procès ? Pour tous ses amis d'alors, l'homme a tout simplement craqué. Déjà fragile psychologiquement, il était profondément alcoolique et n'a pas résisté à d'énormes manipulations. N'avait-il pas confié, peu avant son arrestation, à un correspondant occidental en poste à Moscou : « Si on m'arrête et si on me bat, je dirai n'importe quoi, je le sais de mes précédentes expériences dans les camps. Mais vous suez alors que ce n'est pas moi qui parlerai véritablement » ?

Libéré peu après sa condamnation, Yakir a fini sa vie en postérité, évité par tous ses anciens amis, buvant de plus en plus. Sa femme, qui ne l'avait jamais abandonné, était morte en 1981.

JACQUES AMALRIC.

(1) Ce livre a été publié en 1972, chez Grasset, sous le titre *Une enfance russe*.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

WASHINGTON EXPULSE UN DIPLOMATE DU SURINAME

Washington (Reuters). - Le gouvernement américain a réagi à la mesure d'expulsion ayant frappé lundi 3 janvier deux de ses diplomates en poste à Paramaribo en donnant deux semaines à un membre de la mission diplomatique du Suriname à Washington pour quitter les Etats-Unis, a annoncé, jeudi 6 janvier, le département d'Etat.

Ces représailles sont accompagnées d'une déclaration du département d'Etat qui s'inscrit en faux contre les accusations de « destabilisation » lancées contre les diplomates américains en poste au Suriname.

Le gouvernement de Paramaribo avait protesté, le 30 octobre, auprès des Etats-Unis en affirmant que MM. Richard De La Roche, directeur adjoint de la mission diplomatique américaine, et Edward Donovan, responsable des affaires publiques, étaient coupables d'« ingérences dans les affaires intérieures du pays ».

Le département d'Etat a convoqué mardi M. Henrius A.F. Heidweiller, ambassadeur du Suriname à Washington, pour lui signifier l'expulsion de M. Rudy Van Bochove, premier secrétaire.

« M. Benjamin Rosenthal, démocrate new-yorkais, champion des droits des consommateurs au Congrès et ancien adversaire de la guerre du Vietnam, est décédé mardi 4 janvier, des suites d'un cancer, à l'âge de cinquante-neuf ans. M. Rosenthal, juriste de formation, avait été élu pour la première fois à la Chambre des représentants en 1962. C'était un ardent défenseur d'Israël, et il s'était à plusieurs reprises opposé aux ventes d'armes américaines à des Etats arabes. - (Reuters.)

Turquie

LE CINÉASTE YILMAZ GUNEY EST DÉCHU DE SA CITOYENNETÉ

Ankara (A.F.P.). - Le cinéaste Yilmaz Guney a été déchu officiellement, le 6 janvier, de sa citoyenneté turque, a annoncé le journal officiel d'Ankara. Cette décision a été prise parce que le metteur en scène de Yol (Palme d'or au Festival de Cannes 1982) n'était pas rentré en Turquie le 25 octobre dernier.

En octobre 1981, alors qu'il purgeait la dernière année d'une peine de dix-neuf ans pour meurtre, Yilmaz Guney s'était enfui de Turquie à l'occasion d'une permission de sortie de prison. Les autorités turques l'avaient sommé de regagner le pays avant le 25 octobre 1982.

En décembre, il a été à nouveau poursuivi lors de deux procès et condamné, selon des informations de sources judiciaires, à sept ans et demi de prison pour « propagande communiste » à propos d'un article rédigé longtemps avant le coup d'Etat militaire.

ADIEU LA DEPRIME !

ASIE

Le Vietnam à l'heure du pragmatisme

II. - L'impertinence du Sud

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Quatre ans après l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge, le problème khmer est toujours loin d'être réglé (le Monde du 7 janvier). Mais les Vietnamiens ne semblent pas avoir écarté définitivement l'hypothèse Sihanouk.

Ho-Chi-Minh-Ville. - « Minuit, chrétiens », « Les anges dans nos campagnes », « Douce nuit, sainte nuit... » Des cantiques dans une cathédrale d'Etat. « Après tout, c'est Noël », dit le général du Hoang-Viet et, pourrait-on ajouter à cette explication un peu courte, « après tout, nous sommes à Ho-Chi-Minh-Ville » (ex-Saigon). Cet établissement, refait à neuf, propose même à ses clients du champagne français à 1 800 dongs la bouteille (1).

Un peu plus loin, sur le même trottoir, le comité populaire de la ville (2) vient de prévoir de rénover à grands frais l'ancien Maxim. « Nous avons importé la moitié des matériaux de construction », précise le responsable de ce restaurant-théâtre, dont les néons presque éteints éclairaient étrangement la rue Dong-Khoi (ex-rue Catinat).

De nombreux restaurants et cafés privés, qui, au dire de M. Le The Thuong, directeur adjoint des services culturels de la métropole sudiste, « couvriraient furtivement après le profit et couvriraient des activités malsaines », ont dû fermer boutique ou sont menacés de disparaitre. La prolifération de ce genre d'établissement - 26 000 titulaires de licences en 1982 au lieu de 19 000 en 1975 - inquiète les autorités de Ho-Chi-Minh-Ville. Dans un discours prononcé début décembre devant les cadres municipaux, M. Mai Chi Tho, président du comité populaire, s'en est pris, avec une rare violence, à tous ceux - « bonidis, trafiquants, voleurs de biens socialistes, employés corrompus » - qui fréquentent ces mauvais lieux pour y faire ripaille et s'y livrer à la débauche, alors que les bons serviteurs de l'Etat « suent sang et eau pour la défense et la construction du socialisme ».

Un « marché néo-colonialiste » ?

Désespérant de voir les habitants de Ho-Chi-Minh-Ville adopter, par la seule vertu du discours, le mode de vie socialiste, les autorités locales doivent, si elles veulent un tant soit peu contrôler la situation, se placer sur le terrain de leurs adversaires. Certains ont-ils envie de « claquer du fric » ? Pourquoi donc les empêcher si, au bout du compte, la municipalité peut tirer profit de leurs « folles dépenses » ? Faut-il mieux, le capitalisme d'Etat n'est-il pas préférable au capitalisme sauvage ?

Le marché libre, à Ho-Chi-Minh-Ville, est plus prospère

que jamais : près de 300 tonnes de marchandises y arrivent chaque mois par la voie des airs. « Nos ennemis encouragent les réfugiés à envoyer de l'étranger des colis à leurs parents », se plaint le général Tran Hai Phung, commandant des forces armées de la métropole sudiste. Cent quatre-vingt mille familles en reçoivent, ce qui représente, chaque année, des dizaines de millions de dollars.

Comment éviter la renaissance d'un « marché néo-colonialiste américain » ? M. Thuong parle de « faire dégager les trottoirs ». M. Mai Chi Tho envisage de « grouper les vendeurs forains par spécialités afin de combattre la spéculation et l'inflation ». A tout le moins, les responsables municipaux voudraient-ils obtenir des Vietnamiens d'outre-mer qu'ils expédient à travers leurs associations plutôt qu'en ordre dispersé davantage de produits de première nécessité, plus de tissus et de médicaments que de chaînes stéréo.

Faute de pouvoir endiguer, en l'état actuel de l'économie socialiste, ce débordement de biens de consommation de facture japonaise, américaine ou occidentale, le comité populaire tente d'en tirer quelque profit, sous couvert de sociétés municipales. Ainsi, Fidimex se charge-t-elle de jouer les simples intermédiaires entre expéditeurs et destinataires de colis familiaux.

« Nous prenons 1 dollar par kilo pour couvrir les frais de distribution », indique M. Ngo Van Phuong, le directeur général. Nous traitons 20 tonnes de marchandises par semaine. Fidimex a commencé d'ouvrir des magasins dans lesquels elle propose, outre quelques produits du terroir, des articles sortis tout droit des colis familiaux, mais aussi... des biens directement importés de Hongkong, de Singapour et du Japon, notamment du matériel audiovisuel. Manière peu orthodoxe de combattre - à très modeste échelle - la prolifération des échoppes à ciel ouvert.

« Nous alignons nos prix sur ceux du marché libre », précise M. Phuong. Les achats se règlent en dongs. Libre aux clients de payer en dollars : la conversion se fera à un cours proche du « noir ».

Parce qu'elle a toujours été en relations très suivies avec l'étranger, Ho-Chi-Minh-Ville possède ses propres structures d'import-export. Imex-Saigon coiffe ainsi une dizaine de firmes spécialisées. Par leur intermédiaire, le comité populaire a réalisé, l'an dernier, au titre du commerce extérieur, un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars, dont 15 millions avec la seule société Rhône-Poulenc. Ses responsables ont l'ambition de le porter à un milliard en 1985.

Un système trop lâche ? Une « compagnie générale d'import-export » survolera désormais de très près les activités de ses « filiales » et se chargera de toutes les négociations avec l'étranger. Il n'est pas interdit de penser que, à la faveur de cette réorganisation, les autorités de Hanoi se soient données les moyens de prévenir d'éventuels « dérapages ».

Faux complot et vrais scandales

« Le commerce, c'est à peu près tout ce qui marche à Ho-Chi-Minh-Ville », serait-on tenté de dire. Pour M. Hoang Tung, secrétaire du comité central, les soucis que cause au pouvoir central la métropole sudiste « sont d'abord d'ordre économique. C'est un problème d'emplois : l'industrie locale ne tourne qu'à moitié de sa capacité ». Séquelles de la guerre. La situation est d'autant plus incertaine que la population, incrédule et désabusée,

oppose au changement une résistance passive, difficile à entamer.

Dans les campagnes, la collectivisation marquée le pas. M. La Xuan Dinh, responsable des relations extérieures au ministère de l'Agriculture, ne recense, dans les neuf provinces du delta du Mékong, qu'une centaine de « vraies coopératives ». L'économie socialiste manque cruellement de bons gestionnaires. Une école vient d'ouvrir ses portes près de Ho-Chi-Minh-Ville pour en former. « Il faut donner l'exemple pour ébranler la conviction des gens qui s'accrochent à la production individuelle ».

Dans la perspective des combats à venir pour la « réforme socialiste », les dirigeants vietnamiens appellent tout un chacun à redoubler de vigilance. Dans un article paru en octobre dans le *Tap Chi Quan Doi Nhan Dan*, la revue mensuelle de l'Armée, le général Tran Hai Phung détaillait l'identité de tous ceux qui, à Ho-Chi-Minh-Ville, entrent dans l'avenir à reculons : « Les soldats de l'armée fantoche (468 000 personnes), le personnel de l'administration fantoche (37 658), les membres de partis politiques réactionnaires (453 000), les catholiques (13,6 % de la population), les bouddhistes (60 000) et les Vietnamiens de souche chinoise (480 000) ». Cela fait, au total, beaucoup de monde...

Apparent, aucun de ces « ennemis » ne menace directement la sécurité du Sud. La subversion armée ? On en parle d'abandonnée à l'étranger... Pour le colonel Tran Cong Man, rédacteur en chef du *Quan Doi Nhan Dan*, le quotidien de l'Armée, le Front uni pour la libération des races opprimées (FULRO) ne rassemble que « quelques centaines d'hommes », cantonnés sur les Hauts-Plateaux.

Les autorités locales ont-elles récemment déjoué un complot ourdi par « les réactionnaires de Pékín et les impérialistes américains », dans un district non identifié de Ho-Chi-Minh-Ville ? On avait cru le comprendre à la lecture d'un récent article du général Phung (3). « Il n'en est rien », explique celui-ci. Cette affaire à laquelle j'ai fait allusion remonte à 1979. Encore convient-il d'ajouter que les rebelles, au moment de leur arrestation, agitaient simplement des idées dans leur tête.

Du moins cet article illustre-t-il l'inquiétude et l'impatience que manifestent, depuis plusieurs mois, certains milieux au sein des instances dirigeantes du parti et de l'Etat face aux défis que leur lance le Sud. Force est de constater, en effet, que celui-ci n'a pas toujours fait le meilleur usage des libertés que le pouvoir central lui a consenties. Réseaux organisés du marché noir, corruption généralisée : tout s'achète, même le droit, pour 3 000 dongs, d'échapper au service militaire.

La rumeur publique fait état de scandales : le comité populaire de la province de Cantho aurait troqué du riz contre du whisky ; la société d'Etat Cholimex aurait trafiqué de l'or avec Singapour ; le personnel de telle usine de pneumatiques aurait utilisé les installations, hors des heures de travail, pour fabriquer des chaussures et les écouler au marché noir.

Les « durs » du régime ont aujourd'hui beau jeu de soutenir que ces Sudistes sont décidément d'incorrigibles profiteurs, prêts à revenir à leur errements antérieurs s'ils qu'on leur laisse la bride sur le cou. En mars dernier, le cinquante-neuvième congrès du P.C.V. a durci le ton : en août suivant, à Dait, le bureau politique a confirmé la reprise en main. Un coup d'épée dans l'eau ?

Donner le change ?

Comme s'il fallait préserver un fragile acquis, on s'emploie, du côté de Ho-Chi-Minh-Ville, à ne pas offrir aux gens du Nord le spectacle de querelles intestines qu'ils pensent tentées d'arrêter à leur profit. D'où cette récente allusion faite par M. Mai Chi Tho aux imperfections et aux erreurs de gestion nées de « la publicité avec laquelle le parti communiste et le comité populaire se partagent les responsabilités ».

Manière de donner le change ? Les Sudistes tiennent en public des propos, on ne peut plus jacobins. « Les principes généraux du socialisme s'appliquent d'un bout à l'autre du pays », affirme M. Mai Chi Tho. Il n'y a pas, à son avis, une manière différente de les interpréter selon la nature du terrain. Et d'annoncer, avec un bel optimisme, « l'achèvement de la collectivisation agricole et artisanale, pour l'essentiel, en 1985 ».

Les yeux deux bier, les gros yeux aujourd'hui. Et demain ? Tout semble affaire de circonstances et de rapports de forces. A la vérité, les dirigeants de Hanoi ne savent pas très bien par quel bout prendre le Sud. Pas question d'y laisser traîner les choses en longueur, car le temps accusera inévitablement les différences. Impossible non plus de briser les digues, car l'intendance ne suivrait probablement pas. « Nous n'avons beaucoup sur les générations futures », se console M. Le The Thuong. Mais les gars de Ho-Chi-Minh-Ville apprennent très tôt à faire des pieds de nez aux « Lien Xos » (Soviétiques).

Il reste que le pragmatisme dont les dirigeants vietnamiens doivent faire preuve rend un peu moins criantes les différences de comportement économique entre le Nord et le Sud, et pourrait, à la longue, aider à leur rapprochement. Une chose est certaine : le recours aux mécanismes de l'économie de marché est plus significatif au-dessus du 17^e parallèle que ne le sont en dessous les avancées de la socialisation agricole. Et si les habitants de Hanoi prennent de l'assurance, veulent en savoir plus et en dire davantage, peut-être faut-il voir un peu l'heureuse influence de leurs compatriotes de Ho-Chi-Minh-Ville.

Prochain article :

L'AUTOSUFFISANCE ENFIN

- (1) 1 dollar vaut environ 100 dongs au marché noir, dix fois moins au cours officiel.
- (2) Le comité populaire tient lieu de municipalité.
- (3) *Le Monde* du 2 décembre 1982.

● Une manifestation contre l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes sera organisée par plusieurs mouvements de réfugiés khmers le dimanche 9 janvier à 14 h, sous la tour Eiffel, à Paris.

Inde

La formation de M^{me} Gandhi a perdu le pouvoir dans deux importants États du Sud

De notre correspondant

New-Delhi. - Quelque 52 millions d'électeurs étaient invités, mercredi 5 janvier, à renouveler les assemblées législatives locales de trois États de l'Union indienne : l'Andhra Pradesh (53 millions d'habitants), le Karnataka (37 millions) et le Tripura (2 millions). Plus de trois mille deux cents candidats briguaient les 576 sièges à pourvoir. Alors que la campagne s'était déroulée dans le calme, le scrutin devait être marqué par plusieurs incidents, qui faisaient au moins quatre victimes, dont deux à Hyderabad, la capitale de l'Andhra Pradesh, où un nouveau couvre-feu était instauré pendant plusieurs heures.

Intervenant après le renouvellement, en mai dernier, des Assemblées de l'Haryana, de l'Himachal Pradesh, du Bengale et du Kerala, cette consultation, qui concernait environ 15 % du corps électoral indien, constituait un nouveau et important test pour le premier ministre, Mme Indira Gandhi, qui fêtera dans quelques jours le troisième anniversaire de son retour au pouvoir, en janvier 1980. Dans un pays où les sondages d'opinion n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements, de tels scrutins constituent de précieux baromètres pour mesurer la popularité de l'équipe en place et influencer sa stratégie électorale.

En demandant aux électeurs de renouveler non seulement l'Assemblée du Tripura (60 sièges), petit État du nord-est, mais aussi celles du Karnataka (224 sièges) et de l'Andhra Pradesh (294 sièges), dans le sud du pays, où le scrutin aurait pu intervenir que dans deux mois, Mme Gandhi visait quatre objectifs. D'abord compenser éventuellement l'échec probable de son parti, le Congrès (I), au Tripura (considéré comme un fief communiste) par les victoires escomptées au Karnataka et en Andhra, deux solides bastions du Congrès (I). N'avaient-ils pas été les seuls États, en 1977 et en 1978, à résister à la vague qui avait chassé Mme Gandhi du pouvoir ?

Ensuite, enrayer, en contraignant ses troupes à serrer les rangs face à l'adversaire, les manifestations de dissidence interne qui, depuis quelque temps, menaçaient sérieusement la crédibilité du parti au pouvoir, dont les représentants à la tête de plusieurs États, dépourvus d'ancrage régional et tirant leur légitimité de la seule confiance du premier ministre, sont de plus en plus contestés, voire ouvertement défiés, par une partie de la classe politique locale.

La montée du régionalisme

Un phénomène d'autant plus inquiétant, qu'au moment des élections, les candidatures « sauvages » de postulants évincés se multiplient, disant dangereusement les rangs du parti du gouvernement. Parallèlement, cette tendance se trouve encouragée par le pouvoir lui-même qui, pour se maintenir en place, récompense si nécessaire les dissidents vainqueurs et « s'achète » ainsi la majorité que les électeurs lui ont, dans un premier temps, refusée.

Enfin, il s'agissait pour M^{me} Gandhi d'engager l'épreuve de force avec ce qu'elle semble considérer comme un danger mortel pour l'unité du pays : le régionalisme et ses incarnations politiques, qu'il s'agisse du « Kranti Ranga », au Karnataka (une formation qui, alliée au parti Janata, milite en faveur de la langue Kannada), ou, surtout, du « Telegu Desam », qui, en Andhra, s'est fixé pour objectif de rendre sa dignité au peuple Telugu. Une mission quasi divine dont s'est lui-même investie un nouveau venu sur la scène politique : M. Rama Rao, ancienne vedette du cinéma local, qui, à l'instar de M. Ramachandran, devenu le pre-

mier ministre de l'Etat voisin du Tamil Nadu, a décidé à son tour d'utiliser politiquement l'immense notoriété acquise sur le grand écran. Une opération relativement facile dans pays où le cinéma jouit d'une popularité considérable et où le débat politique est souvent réduit à un affrontement de personnalités.

Une fois noté que les objectifs ainsi visés par M^{me} Gandhi trahissent le comportement d'un gouvernement sur la défensive allumant des contre-feux, force est de constater que le premier ministre essuie aujourd'hui un revers majeur - une « débacle », titre, ce vendredi, le quotidien pro-communiste *Patriot* - qui risque d'avoir de profondes répercussions sur la situation politique du pays.

Au Tripura, la coalition dirigée par le parti communiste (marxiste) se maintient au pouvoir après avoir battu le Congrès, allié pour la circonstance, en dépit des proclamations de foi antirégionaliste, et « Upajati Juba Samiti » (un mouvement militant en faveur de la sauvegarde de l'identité des populations tribales locales).

En Andhra, Rama Rao a essentiellement critiqué l'excessive concentration des pouvoirs dans les mains du gouvernement central, dénoncé les gouvernements locaux « téléguisés », les leaders incompétents et corrompus, « simples vases interchangeables à volonté », ainsi qu'en témoignait le défilé de quatre premiers ministres à la tête de l'Etat depuis 1978. Croyant en son étoile et jouant de son magnétisme, notamment auprès de l'électorat féminin, il faisait cause commune avec le « Sanjay Vihar Manch », le parti fondé par Maneka Gandhi, la belle-fille de M^{me} Gandhi, aujourd'hui en révolte ouverte contre le pouvoir. Cette dernière semble compenser son faible poids politique par un pouvoir de « nuire » nullement négligeable. L'opération s'est en tout cas révélée payante pour la veuve de Sanjay Gandhi, sa formation emportant finalement quatre des cinq sièges qu'elle brigait.

PATRICK FRANCÈS.

Thaïlande

La France va accueillir 5 500 réfugiés indochinois

L'ambassadeur de France à Bangkok a informé, jeudi 6 janvier, le gouvernement thaïlandais de la décision de Paris d'accueillir cinq mille cinq cents réfugiés indochinois se trouvant en Thaïlande. Selon M. André Arnaud, les opérations de départ de ces réfugiés, qui attendent actuellement dans le camp de transit de Phanat-Nikhom, ont été amorcées le 1^{er} janvier ; ils devraient partir à un rythme d'environ trois cents par mois (voir *le Monde* daté 2-3 janvier).

La reprise des départs vers la France, qui s'était ralentie ces derniers temps, intervient quelques jours après le renvoi forcé par les autorités thaïlandaises de plusieurs

centaines de réfugiés de Phanat-Nikhom vers la frontière khméro-thaïlandaise. Bangkok entendait ainsi manifester son mécontentement devant le net ralentissement du rythme de départ des réfugiés indochinois vers les pays tiers.

En effet, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), trente mille sept cent soixante-cinq réfugiés indochinois ont quitté la Thaïlande au cours des onze premiers mois de 1982, chiffre inférieur de 69 % à celui de 1981 pour la même période. Il y a environ cent soixante mille réfugiés dans les camps auxquels le H.C.R. fournit une aide.



Il y a les déprimés tristes, les déprimés rigolos, les déprimés sentimentaux, les déprimés désargentés, les déprimés chroniques et les déprimés "anachroniques", les buveurs, les bosseurs, les dormeurs, les jeunes et les moins jeunes... Ceux qui connaissent leur déprime et ceux qui sont déprimés sans le savoir, ceux qui vivent avec leur déprime et ceux qui la combattent...

LE NOUVEL observateur

Cette semaine, dans le Nouvel Observateur, le plus étonnant des sondages SOFRES et une incroyable enquête réalisée par les meilleurs spécialistes, illustrée par Brétecher et Reiser : COMMENT MESURER VOTRE DÉPRIME COMMENT LA COMBATTRE COMMENT VIVRE AVEC ELLE Une enquête surprenante et finalement la moins déprimante qui soit !

En vente dès aujourd'hui

هكوان الامل

AFRIQUE

Algérie
EN VISITE A ALGER

Mme Edith Cresson entend donner une nouvelle impulsion à la coopération agricole

Alger. - Mme Edith Cresson était attendue, vendredi 7 janvier, à Alger, pour une visite officielle qui s'achèvera le 11, et qui vise à donner une impulsion à la coopération franco-algérienne dans le domaine agricole. Il est toutefois difficile d'en évaluer à l'avance les résultats. Des experts français ont précédé à Alger, le ministre de l'Agriculture au milieu de semaine, et il apparaît que les négociations seront serrées. Après la signature, le 21 juin 1982, de la convention organisant la coopération économique bilatérale, des accords sectoriels ont déjà été conclus en matière de logement et de transport. Un accord analogue est, en principe, attendu pour ce qui concerne l'agriculture.

S'il est un domaine où les possibilités de coopération devraient être exploitées au mieux dans l'intérêt des deux parties, c'est bien celui-là. Vingt ans après l'indépendance, les Algériens, qu'il s'agisse des responsables politiques ou des experts, font le constat d'échec de la politique agricole poursuivie jusqu'à une époque récente. La production nationale ne couvre actuellement que 35 % de la consommation. Alors que la croissance démographique était de 3,2 % dans les années 70, la pro-

De notre correspondant
duction est restée stagnante, quand elle n'a pas été en baisse.

Les besoins sont estimés à 37 millions de quintaux de céréales par an, mais les récoltes ont été en moyenne de 18 millions de quintaux chaque année, de 1976 à 1981. Si les ménages algériens mangent mieux qu'autrefois, c'est au prix d'un lourd prélèvement sur les recettes nationales. En 1982, les importations alimentaires ont représenté plus de 16 % des importations totales et plus de 15 % des exportations d'hydrocarbures.

Cette situation anormale pour un pays qui dispose d'atouts - au moins dans certaines régions - est périodiquement dénoncée dans les instances nationales. Parmi les résolutions adoptées par le comité central du F.L.N., dont le huitième congrès s'est achevé le 31 décembre, celle qui concerne l'agriculture est rédigée en termes particulièrement sévères.

Le comité central se félicite certes de la création récente de la Banque agricole et de développement rural qui, si les projets se traduisent dans les faits, devrait apporter des facilités de trésorerie aux

exploitations naguère soumises aux exigences souvent draconiennes de la Banque nationale d'Algérie.

Mais, sur un plan plus général, le comité central constate que « l'hydraulique, le drainage des eaux, la protection du sol et des terres arables et la mise en valeur des terres présumées non productives n'ont pas bénéficié de l'attention requise ». Il constate aussi « la non-application » de plusieurs décisions annoncées à grand fracas. Parmi celles-ci, il y avait l'évacuation des personnes installées illégalement dans les bâtiments des exploitations autogérées dont la présence crée un climat peu propice à la production. Les autorités concernées sont « invitées à prendre leurs responsabilités dans ce domaine ».

Ce ton sans complaisance est, au demeurant, dans la ligne des récents discours du président Chadli qui, sans cacher les éléments négatifs du bilan actuel de l'Algérie, a mis l'accent sur l'efficacité.

Dans ce contexte, pendant la visite de Mme Cresson, il ne devrait pas être seulement question de livraison de denrées agricoles - domaine où la France est, au demeurant, tenue par certains engagements communautaires - mais aussi de coopération par le transfert de technologies et de connaissances.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A TRAVERS LE MONDE

Botswana

M. LENYELESE SERETSE, vice-président de la République, est mort lundi 3 janvier des suites d'une longue maladie. Cousin du président Seretse Khama, premier chef de l'Etat, décédé en 1980, M. Seretse était âgé de soixante-deux ans. - (Reuters.)

Cambodge

LES COMBATS ONT REPRISE le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Les forces vietnamiennes ont attaqué des villages qui avaient été occupés à la fin de l'année dernière par les maquisards du F.N.L.P.K. de M. Son Samn, et bombardés des camps khmers rouges, faisant des dizaines de morts. Pour leur part, les forces sihanoukistes ont tué une vingtaine de soldats vietnamiens jeudi. - (A.F.P., Reuters.)

El Salvador

DES HOMMES ARMÉS ont enlevé mercredi 5 janvier, à San Salvador, les sœurs Cristina et Beatriz Alcaine, qui avaient fait des démarches en vue de la visite d'un sénateur américain. Les deux sœurs ont été enlevées dans un quartier aisé de l'ouest de la capitale, a précisé la police. - (Reuters.)

Egypte

LIBÉRATION D'ISLA-MISTES. Le procureur général a ordonné la mise en liberté de quatre-vingt un musulmans inculpés, accusés d'appartenir à diverses organisations politico-religieuses interdites, rapporte, vendredi 7 janvier, le quotidien égyptien Al-Ahram. D'après le quotidien, certains des militants libérés appartiennent à l'organisation El Jihad (la guerre sainte). Trois cents membres de ce mouvement sont actuellement jugés pour avoir tenté de raviver le mouvement par la force au lendemain de l'assassinat de Sadat. - (A.F.P.)

LE D^r MAMDOUB EL BELTAJUI, ministre plénipotentiaire chargé de l'information à l'ambassade d'Egypte à Paris, a été nommé président de l'Organisation générale de l'information au

Caire. Docteur d'Etat en sciences politiques de l'université de Paris, M. El Beltajui a passé seize ans en France : il est le premier président francophone de cet organisme, créé en 1954 par Nasser. C'est le troisième diplomate de l'ambassade appelé par le président Mubarak à de hautes responsabilités : l'attaché militaire, le général Charab, a été nommé directeur des services de renseignements de l'armée, et le conseiller culturel, M. Abdelhak Gamal Edine, ministre de la jeunesse et des sports.

Guatemala

TROIS CENT QUARANTE-HUIT HABITANTS D'UN HAMEAU DU GUATEMALA ont été massacrés en 1982, affirme un rapport d'une association guatémaltèque, l'Opération Esperanza, qui a opéré dans ce village. Selon la revue de l'association, le village de Xiquin-Sanah, à 50 kilomètres à l'ouest de la capitale, et deux autres hameaux voisins, l'Agua et Paraxaj, ont été rasés et leurs habitants massacrés par l'armée. Au total, près de deux cents cinquante familles ont subi ce sort. - (A.F.P., Reuters.)

Irlande du Nord

DEUX POLICIERS ONT ÉTÉ TUÉS jeudi 6 janvier par des inconnus qui ont ouvert le feu sur leur véhicule à Rostrevor, dans le sud-est de l'Irlande du Nord. Un troisième a été blessé. L'IRA revendique la responsabilité de l'attentat. D'autre part, la police a saisi du côté du 6 janvier, à bord d'une voiture, quatre grenades F1 de fabrication soviétique. Enfin, la mère d'un suppléant de l'armée britannique a été blessée par l'explosion d'une bombe placée devant la grille de sa maison, et vraisemblablement destinée à son fils. - (A.F.P., Reuters.)

Mozambique

SABOTAGE. - L'oléoduc qui relie le port mozambicain de Beira au Zimbabwe a de nouveau été saboté quelques jours après sa remise en service, a-t-on appris, jeudi 6 janvier, de source infor-

mée à Harare. L'oléoduc, long de 300 kilomètres, était hors de service depuis la destruction, le 8 décembre, de trente réservoirs de stockage de pétrole à Beira. Depuis cette date, le Zimbabwe manque de pétrole. - (A.F.P.)

R.D.A.

RÉPONSE OFFICIELLE AUX ÉVÉQUE. - L'agence officielle d'information A.D.N. a indirectement répondu, le 6 janvier, à la lettre pastorale par laquelle les évêques catholiques avaient critiqué la « militarisation » de la société allemande (le Monde du 6 janvier). L'agence s'en est pris aux médias de la République fédérale, les accusant de diffuser les cours d'instruction militaire dans les écoles, avec la « bénédiction », depuis quelques jours, « de certains dignitaires de la R.D.A. ». - (A.F.P.)

Roumanie

AMNISTIE POUR LES PEINES DE MOINS DE CINQ ANS. - Le quotidien roumain de langue allemande Neue Welt précise que cette mesure de clémence, décrétée pour la nouvelle année, s'applique aussi aux personnes purgeant leur peine sur leur lieu de travail et à celles en instance de jugement. Celles qui ont été condamnées à des peines allant de cinq à huit ans verront leur sentence réduite d'un sixième. L'amnistie ne s'applique pas aux récidivistes ni aux condamnations pour assassinat, meurtre, vol, abus de pouvoir, chantage et évasion. - (Reuters.)

Tchécoslovaquie

ARRÊSTATION D'UN PORTE-PAROLE DE LA CHARTE 77. - M. Ladislav Lis a été appréhendé par la police dans sa maison proche de Ceska-Lipa (80 kilomètres au nord de Prague), le mercredi 5 janvier, jour du quinzième anniversaire de la proclamation de cette charte. Il avait été l'un des organisateurs du congrès du P.C. qui s'était tenu clandestinement peu après l'invasion du pays en août 1968 par les forces du pacte de Varsovie. En juin 1982, il avait accusé la police secrète d'être à l'origine de tentatives d'intimidation contre lui. Il avait alors proposé aux membres de la Charte 77 une « autodéfense civile » commune. - (A.F.P.)

Tunisie

LES DEUX SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ont suspendu, le mercredi 5 janvier, la grève qu'ils observaient depuis près de deux semaines (le Monde du 4 janvier) et décidé de reprendre avec le gouvernement les négociations relatives à leurs revendications. Ils tiendront une réunion commune, le 13 janvier, pour faire le point de ces négociations et décider de la conduite à suivre. - (Corresp.)

Samedi 8 Janvier
Lundi 10 Janvier
Mardi 11 Janvier
et jours suivants

SOLDÉS

DES FOURRURES DU NORD

Que des affaires extraordinaires

MANTEAUX

| | | |
|-------------------------------------|----------|----------|
| Rat d'Amérique | 8 250 F | 6 350 F |
| Murmel | 4 350 F | 3 450 F |
| Queue de Vison | 7 650 F | 5 850 F |
| Weasel | 6 450 F | 5 250 F |
| Marmotte Canada | 15 650 F | 11 850 F |
| Zorinos | 6 750 F | 4 850 F |
| Castor rasé | 11 750 F | 8 250 F |
| Opossum d'Amérique | 4 850 F | 3 750 F |
| Astrakan pleines peaux | 5 450 F | 4 250 F |
| Chevrette | 3 850 F | 2 850 F |
| Lapin Castorette | 2 450 F | 1 850 F |
| Ragondin | 8 750 F | 6 850 F |
| Kid gris | 3 850 F | 2 750 F |
| Pahmi | 6 850 F | 5 350 F |
| Patte d'Astrakan col agneau Toscane | 2 850 F | 1 750 F |
| Vison damier | 14 850 F | 11 450 F |
| Vison dark | 18 350 F | 14 250 F |
| Vison ranch | 20 250 F | 15 650 F |
| Vison pastel | 22 350 F | 17 250 F |

VESTES

| | | |
|------------------------|----------|---------|
| Renard bleu | 3 650 F | 2 750 F |
| Vison dark morceaux | 3 950 F | 2 850 F |
| Vison dark | 10 850 F | 8 450 F |
| Lapin de Chine | 480 F | 370 F |
| Chevrette | 2 350 F | 1 650 F |
| Murmel | 3 250 F | 2 650 F |
| Renard roux | 10 500 F | 7 850 F |
| Chacal | 2 350 F | 1 950 F |
| Chat d'Asie | 1 650 F | 1 250 F |
| Ragondin | 5 450 F | 3 950 F |
| Pattes marmotte | 2 850 F | 2 250 F |
| Chevrette marron | 1 650 F | 1 250 F |
| Vison dark mille raies | 8 650 F | 6 850 F |

PELISSSES

| | | |
|------------------------------|---------|---------|
| Intérieur Lapin morceaux | 1 850 F | 1 350 F |
| Intérieur flancs de Marmotte | 2 650 F | 1 850 F |

CREDIT GRATUIT 12 MOIS



115,117,119
rue La Fayette
PARIS 10^e

100
Av. Paul Doumer
PARIS 16^e

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

LES CONVERTIBLES



Des canapés-lits à lattes de bois entièrement déhoussables, élégants le jour et reposants la nuit.

READYMADE

38 et 40, rue Jacob - 75006 PARIS, Tél. 260.84.25 et 28.01.

مكتبة

Le Monde

politique

LA SITUATION EN CORSE

Une nouvelle manifestation contre la violence aura lieu samedi

Après le défilé contre la violence organisé le jeudi 6 janvier à Corte — traditionnelle ville forte de l'autonomisme insulaire, — qui a réuni plusieurs centaines de personnes (le Monde du 7 janvier), une autre manifestation devrait avoir lieu le samedi 8 janvier pour soutenir M. Thierry Cazos, pharmacien à Petreto-Bicchisano (Corse-du-Sud), dont l'office a été sérieusement endommagé lors d'un attentat par explosif. Le rassemblement de Corte aura été l'une des premières manifestations publiques d'opposition à la violence qui règne depuis plusieurs mois en Corse.

Dans les dernières quarante-huit heures, plusieurs attentats ont été commis dans l'île : l'un contre un bar à Propriano, appartenant à un Corse, un deuxième contre une caravane appartenant à un ferrailleur, à Ghisonaccia, un troisième contre les locaux d'une auto-école à Ajaccio. Une charge explosive a d'autre part été découverte dans la cour d'une ferme d'Alstone.

MM. François Leonelli et Ange Delfini ont été inculpés d'« extorsion de fonds » et écroués

De notre envoyé spécial

Bastia. — Les nationalistes corse disent sans doute d'eux qu'ils sont les premières victimes du « retour de la répression », annoncé ces jours-ci par le gouvernement. MM. François Leonelli, technicien de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA), âgé de vingt-neuf ans, et Ange Delfini, âgé de trente-quatre ans, arrêtés mardi 4 janvier à Corte, ont été inculpés jeudi de tentative d'« extorsion de fonds » par M. Gérard Pacciarini, juge d'instruction au tribunal de Bastia et placés sous mandat de dépôt.

Même si la coïncidence peut paraître curieuse, les deux inculpés doivent assez peu leur sort à la tentative de la relance de l'action contre l'« Front de libération nationale de la Corse » (F.L.N.C.). Les effets de la dissolution du mouvement clandestin, décidée au conseil des ministres, ne les visent pas, cette loi n'étant pas rétroactive. MM. François Leonelli et Ange Delfini ont en effet essentiellement été inculpés sur la charge des accusations portées contre eux par le docteur Jean-Paul Lafay, blessé le 31 décembre de trois balles de calibre 9 millimètres par un inconnu.

Le vétérinaire de Corte affirme en effet avoir reconnu formellement les deux militants du F.L.N.C. qui lui avaient fixé rendez-vous à sa demande, en juillet 1982, pour confirmer l'intention de leur organisation d'exiger de lui le versement d'un « impôt révolutionnaire ». Le docteur Lafay aurait, selon des informations sûres, fourni de nombreux détails de cette rencontre et confié au juge d'instruction le courrier que le F.L.N.C. lui a adressé. Aucun des deux racketteurs présumés n'est toutefois soupçonné d'être l'auteur de l'agression du 31 décembre.

Les accusations du vétérinaire ne portent pas sur la tentative d'homocide : pour ce jour-là, les deux inculpés disposent de solides alibis. M. François Leonelli jouait aux cartes avec des amis dans un café, tandis que M. Delfini, agent d'un centre de protection sociale à Corte, membre d'un groupe de chanteurs corse, répondait aux questions d'un journaliste dans les studios d'une radio libre « Radio Corse internationale » (R.C.I.).

Ce n'est pas la première fois que des membres supposés du F.L.N.C. sont ainsi reconnus par la victime de leur racket. Le 11 juin 1982, déjà, deux nationalistes, MM. Stéphane Brunini, vingt et un ans, et Jean Antonelli, vingt-six ans, avaient été soupçonnés par la propriétaire d'un magasin de la région de Calvi qu'un commando du Front avait tenté de planquer la veille. Inculpés eux aussi de tentative d'« extorsion de fonds », écroués à la prison de Bastia, ils attendent leur procès depuis la fin du printemps.

PHILIPPE BOGGIO.

M. Charles Ghérardi va diriger les services administratifs régionaux

Certains secteurs sont à réorganiser en Corse, c'est le cas de la police. D'autres sont à organiser de toutes pièces, et en premier lieu les services de la région et de la toute jeune assemblée de soixante et un membres.

Dès lundi 10 janvier, va arriver à Ajaccio un homme chargé de s'occuper en place les services régionaux de la Corse créés par les lois du 2 mars et du 30 juillet 1982. Il s'agit de M. Charles Ghérardi, actuellement sous-préfet, commissaire adjoint de la République, à Epervan dans la Marne. C'est M. Gaston Defferre lui-même, en accord avec M. Prosper Alfonsi, président (M.R.G.) de l'assemblée, qui lui a demandé d'accepter cette fonction importante dans les circonstances actuelles. « On m'a donné un ordre, et dans le corps auquel j'appartiens il n'est pas question de ne pas appliquer un ordre », dit-il avec loyauté et une certaine fierté.

Car celui qui va devenir directeur des services administratifs de la région et de la Corse est un homme qui ne s'est jamais occupé de la Corse. Né à Paris le 14 mai 1935, M. Ghérardi a été officier de cavalerie et inspecteur des douanes avant d'entrer à l'ENA. Il

est sorti en 1971 pour être affecté comme administrateur au secrétariat général à l'aviation civile.

Puis il réintègre le ministère de l'Intérieur, est nommé sous-préfet de Clamecy (Nièvre), de Sarthe (Corse-du-Sud), de Saint-Amand-Montrond (Cher). En 1979, il devient sous-préfet de Pontoise, puis est nommé chef de cabinet de M. Michel Côtat (R.P.R.), ministre du commerce extérieur, de 1980 à 1981. Il était sous-préfet d'Epervan depuis un an.

Première tâche pour M. Ghérardi : trouver des locaux pour que l'assemblée — qui avait des visées sur deux hôtels d'Ajaccio — s'installe convenablement. L'acquisition d'un immeuble « tourne » autour de 40 à 50 millions de francs. L'Etat aidera-t-il l'assemblée à trouver les fonds ?

Il faudra aussi veiller à l'application — dans les institutions — du statut particulier. L'assemblée elle-même va être assistée par deux conseils consultatifs. Le conseil économique et social et le conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie. Mais la loi prévoit que le décret qui mettra en place ces organismes et en fixera la composition ne peut être pris qu'après consultation de l'assemblée. L'avis des élus a été transmis au ministre de l'Intérieur le 20 novembre 1982. Le texte gouvernemental est maintenant prêt et soumis au Conseil d'Etat. On attend le sort du décret au Journal officiel avant le 20 janvier.

Enfin, lorsque le conseil économique et social aura été constitué, il sera possible de créer, par décret aussi, les trois offices prévus par la loi du 30 juillet 1982 : offices des transports, du développement agricole et rural, de l'aménagement hydraulique ; l'avis du conseil économique, sur ce point aussi, étant obligatoire. Quand au transfert complet des compétences au profit de l'assemblée de Corse, il est prévu sur une période d'un an, dès jusqu'à décembre 1983.

J'arrive à Ajaccio avec beaucoup d'humilité, confie M. Ghérardi. C'est un pays de nuances, très complexe. Je suis corse, mais je suis de ceux qui savent qu'ils n'y connaissent pas grand-chose. Et quand on lui demande : « Êtes-vous optimiste, réussirez-vous à mettre en place les nouvelles institutions prévues par la loi ? », il répond : « Vous savez, le pire n'est jamais sûr... »

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

L'opposition approuve la fermeté du gouvernement

Toutes les formations de l'opposition parlementaire approuvent les mesures prises par le gouvernement en insistant surtout sur la fermeté qu'elles révèlent. Le R.P.R. et l'U.D.F. soulignent que l'apparition des départements corses à la France va soulever des questions. Toutefois les deux partis rappellent qu'ils ont, depuis longtemps, mis en garde contre la gravité de la situation et ils reprochent au gouvernement de ne pas en avoir pris conscience plus tôt.

Le bureau politique du parti républicain a consacré, jeudi 6 janvier, une « réunion exceptionnelle » à la « situation des départements français de Corse ». Au terme de cette réunion présidée par M. François Léotard, secrétaire général, les membres du bureau ont notamment déclaré : « Après avoir trop longtemps caché la dégradation de la situation, le gouvernement vient enfin de réagir, et le parti républicain ne peut qu'approuver les mesures qui vont dans le sens de la fermeté. Mais il estime de son devoir de s'adresser aux Français, à la veille des événements graves qui se préparent en Corse, afin qu'ils exigent du gouvernement qu'il soit mis fin à la détérioration de l'appareil d'Etat qu'on prenne garde à ne pas rendre inconsidérément la main à des terroristes ; que l'Etat et la République soient dotés à nouveau des instruments judiciaires adaptés à la situation ; que soit proclamée, dans un discours clair et par des actes concrets, la volonté de maintenir l'ordre public dans les départements français de la Corse et de mettre un terme aux interventions étrangères sur le territoire français ».

Après la réunion du bureau politique du parti républicain, jeudi 6 janvier, M. Alain Madelin, député (P.R.) d'Ille-et-Vilaine, a déposé à l'Assemblée nationale une demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire « sur les conditions dans lesquelles se sont accomplis les actes de violence en Corse depuis le 10 mai 1981 ». M. Madelin souhaite que cette commission d'enquête « se penche sur l'existence et l'origine de comités » qui auraient été créés en Corse à la police « de ne pas interpellé qui que ce soit après le 10 mai 1981 ».

De son côté, l'U.D.F., qui a réuni son bureau politique jeudi après-midi, a précisé qu'elle « ne désire pas faire une exploitation de politique intérieure d'une affaire dont elle mesure la gravité et qui intéresse l'unité nationale. Elle souhaite que les orientations qui viennent d'être définies par le président de la République soient suivies d'effets ».

« Nous constatons néanmoins, a déclaré M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., que le gouvernement, dans ce domaine comme dans la

plupart des autres, a succombé aux illusions de l'irréalisme et a vainement tenté de faire croire au pays qu'il suffisait d'un texte de loi et d'une régionalisation trop hâtivement conçue et mise en place pour régler les problèmes de fond. Nous plaçons notre espoir dans le sursaut et le patriotisme de la très grande majorité des Corses ».

Pour sa part, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré jeudi 6 janvier devant la presse : « Je me réjouis des décisions gouvernementales, qui vont dans le sens de l'application de la loi républicaine à ces deux départements français. Le R.P.R. a été le premier à attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation en Corse. Dès le 16 novembre le conseil politique avait décidé d'envoyer en Corse une mission parlementaire, qui a rendu un rapport au président de la République. Nous sommes heureux de voir que nous avons contribué aux décisions qui viennent d'être prises ».

M. Pons a indiqué que le conseil politique du R.P.R. examinera de nouveau la question corse le mardi 11 janvier.

Enfin, le CNIP que préside M. Philippe Malouin, « tout en approuvant les mesures prises pour le rétablissement de la légalité républicaine en Corse », estime que « la crise que traverse l'île est la conséquence directe de l'ambiguïté de la politique française ».

M. Christian Bonnet, député U.D.F. du Morbihan, a demandé, le 5 janvier, au garde des sceaux de lui indiquer « combien d'activistes corses étaient détenus, à la date du 1^{er} août 1981, dans diverses maisons d'arrêt au titre de procédures relevant de la Cour de sûreté de l'Etat, qu'ils aient fait l'objet d'une condamnation ou que les dossiers soient à l'instruction ».

« Le Mouvement contre le racisme et pour l'antiracisme entre les peuples (M.C.R.A.P.) : « La multiplication et l'aggravation des actes de violence en Corse s'inscrivent dans une logique inquiétante de racisme : après les travailleurs immigrés, victimes de discrimination scandaleuse, et dont quatre au moins ont été assassinés en 1982, ce sont des Français originaires du continent que les terroristes désignent et frappent comme « étrangers ». Plus que jamais il importe de prendre des mesures vigoureuses pour assurer la sécurité de toute la population et le fonctionnement démocratique des nouvelles institutions régionales ».

« Renouveau justifie que « la recrudescence des actes de terrorisme en Corse, avec ses récents de racisme et de xénophobie, révèle la poursuite de tentatives de déstabilisation de la société française » et que les auteurs de ces attentats « ne paraissent d'ailleurs pas dépourvus de liens avec les réseaux terroristes internationaux ».

Pour examiner les problèmes posés par le terrorisme, Renouveau justifie également, les 22 et 23 janvier, une « convention internationale » à laquelle participeront des universitaires et des hommes politiques. (Hélène Soffiet-Sèvres, 8, rue Louis-Armand, Paris-15.)

« La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) estime que « la nomination du chef de l'anti-gang est une véritable provocation contre le peuple corse. La répression et son cortège de bavures, qui vont s'abîmer sur l'île, ne résoudront en rien la crise qui sévit en Corse », déclare la L.C.R. Comme par le passé, la L.C.R. « acceptera pas les mesures policières et sera solidaire de toutes les victimes de la répression. Tout en condamnant les formes de lutte récemment adoptées par le F.L.N.C., qui ne peuvent que diviser le peuple corse et faire obstacle à la nécessaire solidarité des travailleurs français, la L.C.R. réaffirme son soutien au droit à l'autodétermination du peuple corse ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Debarge répond à M. Marchais : les socialistes ont démontré leur esprit unitaire

Dans une déclaration publiée jeudi 6 janvier, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., chargé des élections, a répondu à l'article publié le matin même dans l'« Humanité » par M. Georges Marchais, et intitulé « Serons les rangs à gauche ». Dans ce texte, le

secrétaire général du P.C.F. se plaignait des « obstacles incompréhensibles » auxquels se heurterait l'application de l'accord conclu par le P.S. et le P.C. le 22 décembre, pour les élections municipales (le Monde du 7 janvier).

Faisant état d'« une certaine surprise » provoquée par la lecture de cet article, M. Debarge a demandé : « A qui s'adressent les propos de Georges Marchais ? Aux fédérations ou aux sections communistes qui, dans certains endroits, freinent l'application de l'accord et n'aident pas la réalisation de l'unité ? »

Le secrétaire national du P.S. a ajouté : « Les socialistes ont démontré, au cours de la négociation nationale, leur esprit responsable et unitaire en renonçant à revendiquer des têtes de liste auxquelles ils pouvaient prétendre. La direction du parti communiste en est certainement consciente. Le parti socialiste continue son action pour que le contenu de l'accord national soit appliqué partout dans les meilleures conditions ».

M. Debarge conclut : « A un moment où les forces de droite se révèlent moins unies qu'elles ne le proclament, il convient que les forces de la majorité présidentielle se rassemblent. Cela est possible. Cela se fait... »

M. Paul Laurent : le P.C.F. refusera toute alliance avec Rencontres communistes

Le parti communiste n'acceptera pas la présence des membres de Rencontres communistes sur les listes d'union de la gauche, même au second tour des élections municipales, a indiqué, jeudi 6 janvier, M. Paul Laurent, membre du bureau politique du P.C.F. Le responsable communiste faisait ainsi allusion aux situations de Sèvres (Hauts-de-Seine) et du XIX^e arrondissement de Paris.

A Sèvres, la section socialiste a décidé de constituer une liste autour

M. SARRE (P.S.) VEUT FAIRE DU XI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS UNE CITADELLE POUR LUTTER CONTRE JACQUES CHIRAC.

M. Georges Sarre, député de Paris, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville, a lancé jeudi 6 janvier sa campagne électorale dans le XI^e arrondissement, dont il est élu. M. Sarre, qui dirigera la liste d'union de la gauche, compte conduire une « campagne exemplaire dans un secteur qui est le miroir des carences de la politique municipale actuelle ». Son action consistera à « faire un travail de foumi auprès des habitants ».

M. Sarre a critiqué plus particulièrement les carences de la municipalité en matière de logements, d'équipements collectifs, d'écoles, de santé publique. Selon lui, « la politique de M. Chirac est la continuité dans la régression ». Le député socialiste a affirmé que, s'il gagnait, il entendait faire « de la mairie du onzième une citadelle pour lutter contre la mairie de Paris, dans l'hypothèse où le maire resterait Jacques Chirac ».

Le maire sortant, M. Roger Fajnzylberg, membre du collectif national de Rencontres communistes (le Monde du 6 janvier). Dans le XIX^e arrondissement, où, d'après l'accord conclu par le P.S. et le P.C. le 22 décembre, M. Paul Laurent doit conduire la liste d'union de la gauche, M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a décidé de maintenir sa candidature soit sur la liste d'union, soit sur sa propre liste au premier tour dans l'espoir que soit constituée « une liste d'union sans exclusive » au second tour (le Monde du 5 janvier). M. Paul Laurent a annoncé que le P.C.F. « ne collaborera jamais avec Henri Fiszbin, pas même au second tour si le cas se présentait ».

« La cellule Pierre-Sémard du parti communiste marxiste-léniniste (maoïste) a adressé, mercredi 29 décembre, à M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F. et chef de file de la gauche pour les élections municipales dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, une lettre demandant la constitution, dans cet arrondissement, d'une « liste d'union de l'ensemble des composantes de la gauche et du mouvement ouvrier, sans exclusive aucune ».

D'une ville à l'autre

GARD
LE VIGAN. — M^{me} Francine Gomez, présidente de l'entreprise Waterman, est candidate au Vigan sur la liste unique de l'opposition, conduite par M. Calvet. Le maire sortant est M. Journez, P.S.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

BIBLIOTHÈQUES
A COLOMBES
171 boulevard de la République
92130 Colombes
01 47 20 20 00
01 47 20 20 01

(Publicité)
FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS « appel de Rouen »
« Les mesures prises depuis le mois de Juin par le gouvernement, celles prévues pour les mois à venir nous semblent graves : Baisser le pouvoir d'achat, prévoir des restrictions sur les prestations de la Sécurité Sociale, augmenter la cotisation chômage des salariés, tout cela va encore aggraver nos conditions de vie et de travail. Au même moment, les patrons continuent à licencier ou à fermer un grand nombre d'entreprises. Ces mesures d'austérité ne s'attaquent pas aux vrais responsables de la crise, les capitalistes, qui, eux, gardent leurs profits. Agir ainsi ne peut qu'écarter les travailleurs et encourager les patrons à demander encore plus. Ces mesures nous les refusons ! Le 10 Mai nous avons ensemble battu Giscard-Barre et leur politique de chômage et de vie chère. Le 10 Mai nous nous sommes élus pour mettre en œuvre le changement. Nous savons que le grand patronat, la droite, les Giscard, Chirac, Lecanuet ne reculeront devant aucun moyen, aucune attaque pour bloquer le changement. Ils vont jusqu'à provoquer des manifestations de rue, et mobilisent leurs troupes pour les municipales. Nous sommes prêts à nous mobiliser dans l'unité pour faire respecter contre le patronat et la droite le droit qu'on a fait le 10 Mai, quelles que soient nos opinions politiques ou syndicales. Nous demandons la motion du pouvoir d'achat et la fin des licenciements. Vous qui êtes à la présidence et au Parlement, vous devez respecter nos aspirations et nos revendications. Vous devez vous en prendre aux privilèges de la fortune, à leurs milliards, pas à nous. Cet appel lancé en Septembre par 1 000 travailleurs de Rouen a recueilli près de 40 000 signatures dans des centaines d'entreprises de 13 départements du pays : secteur public ou national, dans la métallurgie, la chimie, l'enseignement, travailleurs de tous horizons, membres du P.C.F., du P.S., de la L.C.R., syndicalistes. Cette volonté de changement, plus révélatrice que de nombreux sondages, nous voulons qu'elle se fasse entendre tout et fort. Nous appelons tous ceux qui le veulent à reprendre. Nous irons porter ces pétitions et délégations aux groupes parlementaires le 22 janvier à 14 heures à l'Assemblée Nationale. Pour tout contact : G. Guillard, R.P. 41, 76301 Sotteville Cedex.

L'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur est bien accueilli par la conférence des présidents d'université

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a présenté, jeudi 6 janvier, à la conférence des présidents d'université l'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur. Ce texte est le résultat du travail d'une commission créée depuis plus d'un an par M. Claude Jeantet, qui a procédé à de nombreuses auditions et a interrogé par questionnaire les personnels et responsables de tous les établissements. M. Jeantet a présenté au ministre un ensemble de propositions visant à augmenter la population

étudiante et aussi à développer la formation professionnelle, finalisée pour permettre aux étudiants de trouver des emplois correspondant à leur qualification.

Après bien des aléas, le texte final adopté par les différentes instances interministérielles reprend les grandes lignes des propositions formulées par M. Jeantet (Le Monde des 13 et 14 octobre 1982). Les dispositions mises en œuvre par la loi de 1968

ont donc été modifiées dans les prochaines années à l'étude et à être saisies au printemps, adopte le projet préparé par les services du ministre de l'éducation nationale.

M. Jacques Vaudaux, président de l'université de Dijon et premier vice-président de la conférence des présidents, nous a confié sa satisfaction. « Les présidents ont constaté que le ministre avait intégré un grand nombre des observations qu'ils avaient formulées à propos des premiers textes prépara-

toires », précise-t-il en ajoutant que, pour lui, « il est capital que le projet de loi concerne l'ensemble des formations d'enseignement supérieur ».

Cet accueil favorable réservé au projet de M. Savary par des présidents ne les empêchera pas de présenter au ministre, après étude du texte, quelques observations, notamment sur les structures des établissements. En sortant du ministère, un président n'hésite pas à conclure : « Enfin, c'est une bonne loi ».

Une contribution à l'essor économique et à la réduction des inégalités

L'avant-projet de loi comporte six titres et soixante-sept articles. Il est beaucoup plus volumineux que la loi de 1968. Le titre I, dont nous publions intégralement plusieurs articles, définit le « service public de l'enseignement supérieur ».

Le service public de l'enseignement supérieur

Article premier.

Le service public de l'enseignement supérieur comprend l'ensemble des formations post-secondaires relevant des différents départements ministériels.

Valorisé et enrichi par la recherche qui constitue le support nécessaire des formations dispensées, il a pour finalité d'élever le niveau culturel, scientifique et professionnel de la nation et des individus qui la composent.

A l'écoute des aspirations et des besoins du pays, il prend une part active au développement régional et national dans le cadre de la planification. Il contribue à l'essor économique et à la réalisation de la politique de l'emploi.

Ouvert au plus grand nombre, il assure à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité l'accès aux formes les plus élevées

de la culture et de la recherche. Il contribue, par ses actions de formation et de diffusion des connaissances, à la réduction des inégalités sociales et culturelles.

Laïque, il est indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions.

Décentralisé, il associe à la gestion, outre ses usagers et son personnel, des représentants des intérêts publics et des activités économiques, culturelles et sociales.

Les missions

Article 2.

Les missions du service public de l'enseignement supérieur sont : la formation initiale et continue ; la recherche scientifique et technologique ainsi que sa valorisation ; la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ; la coopération internationale.

Article 3.

Le service public de l'enseignement supérieur offre une formation complète permettant à chacun de se réaliser pleinement au sein de la société. Cette formation est, à la fois, culturelle, scientifique et professionnelle. Les enseignements sont organisés en liaison avec les milieux professionnels : leurs représentants participent dans les conseils à la dé-

finition des programmes pédagogiques ; les praticiens contribuent aux enseignements ; des stages et éventuellement un enseignement par alternance permettent la liaison avec les entreprises, publiques ou privées, et avec les administrations.

Le service public a la charge de :

— l'orientation, qui comporte une information sur les débouchés, sur le déroulement des études et sur les passages possibles d'une filière de formation à une autre ;

— la formation initiale ;

— et, avec d'autres établissements d'enseignement, la formation continue, qu'il s'agisse de l'ouverture à des adultes des cycles d'études visés à l'article 10, de l'organisation de filières professionnelles ou sociales, ou de la réponse à des demandes spécifiques à caractère culturel. Ces diverses actions de formation continue s'adressent aux personnes engagées dans la vie active ou à la recherche d'un emploi, ainsi qu'à celles qui n'exercent pas ou n'exercent plus une activité professionnelle. Elles sont organisées pour répondre à des demandes individuelles ou collectives.

La formation des ingénieurs et des gestionnaires est assurée par des écoles, des instituts et des universités. Elle comporte une activité de recherche fondamentale ou appliquée. L'habilitation à délivrer le di-

plôme d'ingénieur est accordée après avis d'une commission du titre dont la composition est fixée par un décret qui prévoit, notamment une représentation des universités et des écoles.

Le service public de l'enseignement supérieur a pour mission le développement de la culture et la diffusion des connaissances et des résultats de la recherche.

Il favorise la création individuelle et collective dans le domaine des arts et des lettres, des sciences et des techniques, ou de l'activité physique et sportive.

Il veille à recueillir, à conserver, à étudier et à mettre en valeur tous les éléments du patrimoine national, en particulier, les langues et cultures régionales.

Les établissements qui participent à ce service public peuvent exploiter des brevets et licences, assurer l'édition et la commercialisation d'ouvrages et de périodiques scientifiques ou techniques ou de vulgarisation, ainsi que la création, la rénovation ou l'extension de musées, de centres d'information et de documentation, de banques de données et de boutiques de sciences.

Ils organisent, en vue de promouvoir leurs réalisations, des manifestations ou des expositions de caractère scientifique ou culturel auxquelles ont accès les différents publics intéressés. (...)

Préparation à l'emploi et démocratisation

Quatorze ans après M. Edgar Faure, un autre ministre de l'éducation nationale entreprend une réforme de l'enseignement supérieur. En novembre 1968, il fallait répondre rapidement à la contestation née dans les universités. Aujourd'hui, l'avant-projet de loi préparé par M. Alain Savary vise à adapter l'enseignement supérieur à un environnement qui a changé.

Souvent considérées comme foyers de contestation et d'agitation dans les années qui ont suivi 1968, les universités ont été progressivement marginalisées dans des campus souvent excentrés. Petit à petit, coupés du reste de la nation, beaucoup d'universitaires ont continué à dispenser un enseignement qui n'a guère évolué. Peu aidés par leurs ministres successifs, ils ont formé de futurs enseignants, sans tenir compte de la diminution du nombre des places mises aux concours.

De l'autre côté de l'étréme, les jeunes bacheliers qui fréquentent aujourd'hui l'université ne se montrent pas particulièrement satisfaits. Un nombre important d'entre eux se trouvent à la dérive. Ils n'ont pas été acceptés dans une formation professionnelle courte ou dans une classe préparatoire à une école. Les jeunes n'ont guère d'attirance pour l'université, du moins au niveau des premiers cycles. Ils préfèrent, dans une situation économique difficile, une formation leur permettant d'obtenir un diplôme monnaie sur le marché de l'emploi.

Le ministre des universités, avant mai 1981, répondait à cette demande des jeunes par la mise en place de formations nouvelles, mais en marge ou à côté de l'université. De dérogations en contournements, d'attaques frontales en modifications législatives plus ou moins clandestines, M^{me} Alice Saunier-Seït redoutait lentement à néant la loi de 1968. La démarche de M. Savary est tout autre. Au lieu de transformer par décret tel ou tel aspect de la loi, il s'attaque à l'ensemble de l'édifice. Sans dénaturer les trois grands principes qui sont l'autonomie, la participation et la pluridisciplinarité, il souhaite rendre l'enseignement supérieur capable de répondre à la demande éducative d'une société du vingt et unième siècle.

Résultat du travail de son chargé de mission, M. Claude Jeantet, l'avant-projet de loi propose de répondre positivement au besoin de connaissances et de haute qualification d'un grand nombre de jeunes et d'adultes. Il en résulte qu'aucune sélection n'est prévue à l'entrée de l'université, de manière à faciliter l'accès de tous à la culture et à la pratique technologique. La démocratisation de l'enseignement suppose ce libre accès. Elle nécessite aussi, pour ne pas être dévoyée, une aide aux étudiants

de premier cycle, afin qu'ils puissent s'orienter en toute connaissance de cause. A tous ceux qui exigent des concours et demandaient une limitation du nombre des étudiants, M. Savary répond par la négative. Il invite les établissements à accueillir le plus grand nombre pour élever le niveau des qualifications et, ainsi, améliorer ou rendre plus compétitif le système de production. L'accroissement de la population étudiante suppose une lutte contre les inégalités sociales dont les causes sont de nature économique, géographique et pédagogique. Les nouvelles missions assignées à l'enseignement supérieur devraient faciliter cette action (Le Monde du 6 janvier).

La fin des jalousies

Habilement, M. Savary a voulu éviter la querelle entre les grandes écoles et les universités. Il dépasse le débat soulevé par certains : « suppression des grandes écoles ou pas ». L'avant-projet de loi, dans son titre premier, souligne la cohésion du service public de l'enseignement supérieur et précise ses fonctions : le champ d'application de la loi y apparaît très vaste puisque sont concernées toutes les formations post-baccalauréat relevant des différents ministères. Mais si M. Savary réaffirme le rôle de la formation initiale et continue ou celui de la recherche, il se garde bien de définir la structure et le régime des études dans les différents établissements. Un article signale que les principes fondamentaux applicables aux formations relevant du ministère de l'éducation nationale « pourront être étendus par décret en totalité ou en partie (...) » aux établissements relevant d'autres ministères.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, M. Savary peut réussir à faire cohabiter et même travailler ensemble des établissements qui, dans les années passées, se jalousaient. Le rapprochement futur des grandes écoles et des universités devrait éviter la multiplication des filières et favoriser les échanges entre des formations comparables. M. Savary vient de proposer une loi pour permettre à l'université de retrouver sa place dans la communauté intellectuelle et économique. C'est une chance à saisir pour les universitaires : sans leur engagement et leur volonté, la loi ne pourra modifier le système d'enseignement supérieur. La question est de savoir s'ils acceptent, au prix de quelques sacrifices horaires ou de renoncement au confort de cours déjà préparés, de modifier les cursus et de mettre en place des formations nouvelles dans l'intérêt des étudiants.

SERGE BOLLOCH.

Cursus et choix professionnel

En plus de la définition du « service public de l'enseignement supérieur » figurant dans plusieurs articles du titre I, le projet de loi, nous le résumons, définit les principes qui doivent régir les formations post-secondaires figurant dans le reste de l'avant-projet de loi.

Le titre II des principes applicables aux formations supérieures relevant du ministère de l'éducation nationale. Il définit les cursus des études post-secondaires qui sont organisés en cycles. Le premier cycle permet à l'étudiant d'orienter son choix professionnel. Le deuxième cycle prépare le jeune à une profession ou à un ensemble de professions (Le Monde du 6 janvier). Ces dispositions s'appliquent à toutes les formations qui relèvent de l'autorité ou du contrôle du ministre de l'éducation nationale. Sont donc concernées les formations assurées dans les écoles et instituts extérieurs aux universités ; les écoles normales supérieures, les établissements du second degré accueillant des sections de techniciens supérieurs et les classes préparatoires aux « écoles ».

La préparation des concours, prévoit le texte, est assurée « dans les classes préparatoires des lycées et dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel dans des conditions fixées par décret ». Si le maintien des classes préparatoires dans les établissements du second degré est réaffirmé, les contenus pédagogiques sont modifiés. Mais des formations de ce type pourront être dispensées dans les universités.

Le titre III définit les nouveaux « établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ». Ils jouissent de l'autonomie pédagogique et scientifique, ad-

ministrative et financière. Le projet précise les grands principes de la loi de 1968 régissant ces établissements.

Autonomie : les établissements définissent leur politique de formation, de recherche et de documentation en accord avec une réglementation nationale et dans le respect d'engagements contractuels.

Participation : les personnels, les usagers et des personnalités extérieures sont associés à la gestion.

Pluridisciplinarité : les établissements rassemblent des enseignants et des chercheurs des différents spécialités « afin d'assurer le progrès de la connaissance et une formation culturelle et professionnelle préparant efficacement à l'exercice d'un métier ».

Le projet de loi fixe trois types d'établissements : 1) universités ; 2) écoles et instituts extérieurs aux universités ; 3) écoles normales supérieures, écoles françaises à l'étranger et grands établissements.

Le texte précise les structures d'enseignement et définit les instances de gestion de ces trois catégories d'établissements.

Les universités regroupent des départements de formation, des laboratoires et centres de recherche ainsi que des écoles, des instituts et des services communs. Ces diverses composantes de l'université déterminent leurs statuts et leurs structures internes. Les universités sont dirigées par un président élu pour cinq ans et doté d'importants pouvoirs. Un conseil d'administration détermine la politique générale de l'établissement. Ce conseil comprend de trente à soixante membres ainsi répartis : de 60 % à 70 % de représentants des personnels et des usagers et de 30 % à 40 % de personnalités extérieures. Ces dernières sont dési-

gnées, dans des catégories préalablement déterminées, par les institutions ou organismes qu'elles représentent.

A côté de cet organisme de délibération, deux autres conseils formulent des propositions, des avis, et des vœux. Le conseil scientifique comprend des enseignants-chercheurs et des chercheurs et des représentants des étudiants (7,5 % à 12,5 %). Il propose les orientations des politiques de recherche, de formation initiale ou continue et répartit les crédits. Le conseil des études et de la vie universitaire fixe l'organisation des enseignements, il prépare les mesures qui permettent l'orientation des étudiants et favorise les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives qui leur sont offertes. Les membres des trois conseils réunis en assemblée élisent le président.

Les unités de formation et de recherche (U.F.R.), structures de base des universités, doivent obligatoirement, dans un souci de professionnalisation, dispenser des formations de type pluridisciplinaire. Elles sont administrées par un conseil élu et dirigées par un directeur issu des suffrages de ce conseil.

Les instituts et écoles qui dépendent des universités disposent d'une autonomie budgétaire et sont administrés par des conseils élus. Le directeur de l'institut est élu par son conseil, le directeur de l'école nommé par le ministre sur proposition du conseil.

Le contrôle financier des universités s'exerce « a posteriori ».

Usagers et personnels

Le titre IV s'adresse aux usagers et aux personnels des établissements. Les usagers du service public de l'enseignement supérieur sont les étudiants, mais aussi les personnes en formation continue, les auditeurs qui ne visent pas l'obtention d'un titre ou d'un grade. Tous bénéficient « de la liberté d'information à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels ».

L'avant-projet de loi précise les catégories de personnels qui assurent l'enseignement : il s'agit soit de fonctionnaires de l'Etat, soit d'enseignants associés ou invités, soit de chargés d'enseignement (personnes qui exercent une activité professionnelle principale en dehors de leur activité d'enseignement). Les obligations de service « sont exercées pendant la totalité de l'année civile, à raison du nombre d'heures annuelles exigées de l'ensemble des agents publics ». Une petite phrase au milieu d'un paragraphe de l'article 51 précise que le recrutement des personnels peut s'effectuer « à tout niveau de la hiérarchie des

corps », une manière indirecte de rappeler l'ancien débat sur les carrières universitaires.

Le titre V énumère les institutions départementales, régionales et nationales des enseignements supérieurs. Un comité départemental coordonne les formations post-secondaires et assure une meilleure harmonisation géographique entre les enseignements supérieurs. Un comité consultatif régional des établissements donne aux conseils régionaux toutes informations utiles « sur le développement des qualifications, sur les évolutions du marché du travail et des politiques professionnelles des entreprises ». Ce comité est consulté à propos de la carte des formations régionales d'enseignement supérieur. Enfin, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche conserve ses compétences d'avis sur l'ensemble des missions confiées aux établissements.

Le titre VI fixe les modalités transitoires qui devraient permettre l'application à la rentrée de 1984 de la future loi.

Le Comité national d'action laïque (CNAL) et les négociations sur l'avenir de l'enseignement privé. Réunis le 6 janvier à Paris, les responsables du Comité national d'action laïque (FEN, S.N.I.-P.E.G.C., Fédération Andrieu de parents d'élèves, Ligue de l'enseignement et délégués départementaux de l'éducation nationale) se sont déclarés prêts à participer aux négociations sur la rénovation de l'enseignement public et de l'enseignement privé, proposée par M. Alain Savary.

Le CNAL estime, dans un communiqué, qu'il « est temps de dire, et contrairement aux insinuations d'une quotidienneté propagande, que, malgré les aides énormes reçues depuis vingt ans, la proportion des effectifs de l'école privée continue à s'amenuiser, que les écoles privées n'ont pas l'éponage de l'innovation pédagogique et de la réussite ». Le CNAL ajoute qu'aucune « Eglise n'est menacée, enseignants et enseignants, croyants de toutes religions et incroyants vivent le pluralisme à l'intérieur du service public laïque ».

Pour les projets OUD AU COLLEGE
IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION SCOLAIRE
cherche professeurs du 1^{er} cycle secondaire.
Français, mathématiques, sciences physiques, naturelles et humaines, habitant la région parisienne.
Ils seront chargés de la rédaction et de la mise au point d'un « Guide documents » pour les C.D.I. des collèges.
Travail d'équipe. Suivi pédagogique. Honoraires.
Droits d'auteur réservés.
Ecrire avec C.V. à : ANNEC LE GALLAIS - Résidence Ode de Sénart - Gasto 91210 DRAVEL.

GRAPHOLOGUE
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par 81.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

USA
LANGUAGE
L'accent américain.
Début du nouveau trimestre :
10 janvier.
Tous niveaux.
Centre ouvert de 9 h à 21 h 30.
Professeurs diplômés américains.
Activités et cours spéciaux :
• Cours collectifs
• Médias américains
• Littérature
• Atelier de théâtre
• Open house
COUNCIL CENTRE ODEON
1, place de l'Odéon
75006 PARIS Tél. : 634.16.10

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 9 janvier

Les frissons de Nice
Les rumeurs sur les menaces sismiques
viennent périodiquement troubler
la tranquillité des Nicois
Enquête de Michel Heurteaux

سكينة

ÉDUCATION

APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT LEGRAND SUR LES COLLÈGES

Une satisfaction quasi générale assortie de quelques réserves

Le rapport de M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, suscite auprès des partenaires du système éducatif des réactions variées, favorables dans l'ensemble, mais ponctuées de réserves. Ce projet de réforme du collège, s'il était appliqué, introduirait de profonds bouleversements dans le fonctionnement et l'organisation des établissements, le rôle et les horaires des enseignants, enfin dans la vie scolaire des élèves (le Monde du 7 janvier 1983).

« Nous espérons beaucoup de cette mission et nous n'avons pas été déçus, tant pour ce qui concerne la forme que le fond », a expliqué M. Jean-Claude Barbraud, secrétaire national du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.E.G.C.). Dans un communiqué, le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) « se félicite de la publication du rapport de M. Legrand. Dès le début du septennat, le S.G.E.N.-C.F.D.T. avait demandé qu'un vaste débat national s'instaure sur la situation et l'avenir de l'enseignement ».

Les responsables de plusieurs organisations d'enseignants ou de parents retrouvent dans les suggestions du rapporteur une partie de leurs propositions. Tous approuvent le constat d'échec du « collège unique » issu de la « réforme Haby ». La nécessité de rééquilibrer les activités et les disciplines, sans alourdir les horaires des élèves, l'urgence de pratiquer une pédagogie différenciée font aussi l'unanimité. Le projet éducatif d'établissement élaboré en associant aux enseignants les parents et les élèves est attendu, et parfois même fortement revendiqué. Le S.G.E.N.-C.F.D.T. et la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.) rappellent aussi que toute réforme du collège ne peut être dissociée d'une évolution du système éducatif dans son ensemble : elle devrait donc être liée à la rénovation de l'école primaire qui fera prochainement l'objet d'une « consultation-réflexion » nationale.

L'unification des statuts et services des personnels enseignants dans les collèges est jugée nécessaire. Il faut aboutir à « l'égalisation complète des conditions de travail des diverses catégories de professeurs de collège, sans qu'aucune d'entre elles ne soit lésée », écrit M. André Zilber, secrétaire général du Syndicat national des collèges (S.N.C.), autonome. Les critiques les plus vives portent sur la définition du nouveau service des professeurs. Pour certaines catégories de professeurs, elle augmenterait sensiblement le temps de présence dans les établissements. Un

responsable du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) estime « inacceptable » la définition des nouveaux services des professeurs (seize heures d'enseignement auxquelles s'ajouteraient trois heures de concertation et trois heures de tutorat) qui « ne répondent pas aux nécessités nouvelles de la concertation, de l'exercice du métier d'enseignant, et alourdissent leurs conditions de travail ».

Il y a aussi divergence d'analyse sur les méthodes. M. Louis Legrand avait expliqué qu'il ne fallait pas imposer aux enseignants le nouveau dispositif, qui risquerait d'être voué à l'échec. Les responsables du S.G.E.N.-C.F.D.T. s'en félicitent, mais ceux du S.N.I.P.E.G.C. préféreraient que le ministère soit « directif » pour éviter de tomber dans les pièges de la facilité et des habitudes.

Les instances de participation proposées par M. Legrand devraient être, de l'avis général, mieux définies, plus affluées. Pour certains états-majors, la perspective de l'autonomie des établissements est un progrès considérable, comme la possibilité de « libérer les initiatives » (S.G.E.N.-C.F.D.T.). D'autres, comme le P.E.P., craignent que les collèges ne soient exposés « à des arbitrages nuisant aux élèves ».

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) est pour l'instant « en attendant la réunion de son instance nationale le 14 janvier » la seule à avoir manifesté une approbation sans réserve des grandes lignes du « rapport Legrand ». Deux autres organisations ont fait savoir qu'elles le rejettent globalement. La Société des agrégés de la classe de philosophie (S.A.P.) juge « inacceptable, utopique, dangereux et inapplicable financièrement » et le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.) « ne saurait approuver un projet qui se situe dans un cadre réglementaire qu'il a toujours combattu », à savoir la loi Haby.

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, fera connaître ses décisions dans la seconde quinzaine du mois de janvier. Pour imposer un réel changement, il lui faudra des moyens. C'est aussi l'une des préoccupations des partenaires syndicaux et des fédérations de parents qui lui rappellent la « pénurie » ressentie à la dernière rentrée. Mais il est maintenant urgent d'agir, et la plupart des représentants des enseignants en sont bien conscients. Car, ainsi que l'a exprimé M. Jean-Claude Barbraud, « si nous voulons véritablement et efficacement changer le collège, nous retrouverons toujours des propositions qui ressembleront à celles-ci. Les transformations sont portées par ceux qui ont à les faire ».

Villeurbanne : des « grands frères » pour les jeunes d'un quartier difficile

Dès la rentrée de septembre, le ministère de l'éducation nationale a demandé que les premières orientations du rapport Legrand soient expérimentées, sur la base du volontariat, dans deux collèges par département : le collège Jean-Vilar, à Villeurbanne et l'un d'entre eux.

De notre correspondant régional

Lyon. — Dans des bâtiments agréables et récents, le collège Jean-Vilar, à Villeurbanne, accueille six cents élèves, de la sixième à la troisième. A la frontière de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin, il est en plein centre du monde de la fameuse délinquance de l'est lyonnais. Tenter l'« expérience Legrand » dans cet environnement tient de la gageure. Les premiers fruits apparaissent cependant, et la réforme pédagogique se combine ici avec les effets positifs du classement de l'établissement en « zone d'éducation prioritaire » (Z.E.P.).

Une équipe administrative entièrement remaniée, un groupe de professeurs soucieux de l'avenir d'enfants en situation d'échec pour les deux tiers des arrivants en sixième, une volonté politique nationale et la perspective d'un soutien financier de la municipalité de Villeurbanne : les conditions de départ sont plutôt favorables.

Deux mois à peine après l'introduction de l'innovation pédagogique, le proviseur, M. Jean Grazi, semble optimiste : « Dans deux ans, assurément, nous devrions ouvrir une classe supplémentaire de quatrième », car l'expérience devrait entraîner une première limitation du « décalage » entre la sixième et la quatrième, dont les effectifs pourraient être augmentés de vingt à trente unités.

Les projets nouveaux ont réveillé l'intérêt des pédagogues : des « profs de gym » qui jouent les bénévoles pendant les heures de repas pour organiser d'interminables tournois sportifs — aux enseignants des

matières fondamentales (français, mathématiques, anglais), qui tentent l'expérience des groupes de « niveaux ». Tout comme l'après-midi mensuelle « banalisée » au cours de laquelle les élèves font valoir leur choix : apprendre la cuisine et l'anglais, découvrir les vertus des angles droits et du fil à plomb en construisant une serre solaire, planter dix arbres dans la cour, etc.

A l'occasion d'un projet d'action éducative, on envisage l'ouverture du collège sur le quartier. Une ouverture qui n'est d'ailleurs pas à sens unique puisqu'une dizaine de parents viennent au collège pour... apprendre à lire et à écrire.

Enfin, il y a les « grands frères » : les surveillants, qui, une heure par semaine, deviennent des « tuteurs », avec de petits groupes de huit élèves — les plus en difficulté recensés par les professeurs — à qui ils « apprennent à apprendre ». Eux qui n'ont pas de formation particulière s'estiment « très valorisés », en apprenant à Moustapha, Nadia ou Alexandre comment se servir d'un cahier de textes, comment trouver un mot dans un dictionnaire. « Nous sommes vraiment des grands frères qui apportent une aide que les enfants n'ont pas à la maison », conclut un surveillant (étudiant) sensible au « changement de mentalité » constaté depuis un an : « C'est mieux que de jouer les gardes-chiourmes. Et on a vraiment des rapports très enrichissants avec les posés... »

CLAUDE RÉGENT.

JUSTICE

Dix-huit mille pourvois sont en attente à la Cour de cassation

Comme il est d'usage à chaque rentrée solennelle de la Cour de cassation, le procureur général près cette cour, M. Henri Charlier, a fait, jeudi 6 janvier, un bilan de l'année 1982. La Cour de cassation a jugé en 1982 plus de quinze mille pourvois. Mais, au 1^{er} janvier 1983, il lui en restait plus de dix-huit mille à juger. Si en matière pénale le nombre des pourvois a diminué de 14 %, essentiellement en raison des mesures de grâce et d'amnistie, en matière civile, les pourvois n'ont cessé d'augmenter, un peu moins vite que les années précédentes, certes, mais de plus de 10 % encore pour ce qui concerne la chambre sociale.

La chambre sociale est celle qui traite notamment les contentieux du travail. Et c'est à cette question que M. Robert Schmick, premier président de la Cour de cassation, avait décidé de consacrer la quasi-totalité de son discours. Cela expliquait la présence, aux côtés de M. Robert Badinter, garde des sceaux, de M. Jean Auroux, ministre du travail, à cette audience solennelle de rentrée.

En dix ans, le volume des pourvois devant la chambre sociale a quadruplé, a expliqué M. Schmick. « Dans cette progression fulgurante, le contentieux prud'homal tient la première place. Il a plus que doublé en trois ans et rien que l'an passé, pas moins de 3 848 dossiers de ce type sont entrés au greffe ». Pour traiter ces dossiers, la chambre dispose de onze conseillers assistés de quatre conseillers référendaires. On estime qu'ils peuvent régler environ 1 800 dossiers par an. Il y en a, à l'heure actuelle, 5 317 qui attendent au greffe.

Cela ne fait qu'aggraver les délais déjà trop longs de règlement des conflits de droit du travail : douze à dix-huit mois devant les prud'hommes, trois ans en moyenne devant les chambres sociales des cours d'appel, deux ans et demi devant la Cour de cassation. Et, en cas de cassation, l'affaire connaît un nouveau rebondissement qui en retarde le terme. Ainsi, a indiqué M. Schmick, « il ne s'écoulera pas moins de sept ans entre le moment où une demande d'indemnité aura été introduite par le salarié devant le conseil de prud'hommes et le moment où cette demande recevra sa solution définitive, alors que le délai moyen pour une affaire civile classique est à l'heure actuelle de cinq ans, et pour une affaire pénale

de trois ans, ce qui est déjà trop long ».

La chambre sociale débordée

Sans doute faut-il augmenter la capacité de travail de la chambre sociale. M. Schmick envisage de lui affecter l'ensemble des magistrats et fonctionnaires (sept conseillers référendaires, vingt-quatre fonctionnaires) qui vont arriver en renfort en 1983. Mais cela ne saurait suffire. Peut-être faudrait-il revenir, selon le premier président, « à une conception plus étroite de la mission de la Cour de cassation » et plus proche de sa vocation originelle, celle de dire le droit. On devrait alors « renoncer dans une large mesure à contrôler l'appréciation des faits par les juges du fond et limiter la cassation aux seuls cas de violation de la loi au sens strict du terme ».

Enfin, pour le premier président de la Cour de cassation, il conviendrait de réformer complètement le système de règlement des procès nés des relations du travail, avec un souci d'éviter le recours systématique aux instances judiciaires notamment en renforçant les mécanismes de conciliation et d'arbitrage. On pourrait créer une ou plusieurs juridictions supérieures du travail, compétentes aussi bien en cassation qu'en appel. Ces réformes ne peuvent évidemment être mises en œuvre que par le gouvernement ou le Parlement. M. Schmick l'a rappelé, se bornant lui-même à appeler l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés de mise en œuvre et les imperfections de la législation que les tribunaux ont pour mission d'appliquer et de faire respecter.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Le « rendement » des cours d'appel

A l'audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Paris, le procureur général, M. Pierre Arpaillange, avait souhaité que le discours d'usage fût prononcé par un jeune magistrat « un magistrat de la deuxième génération », a-t-il expliqué. M. François Colcombet, âgé de quarante-cinq ans, « est non seulement le plus jeune magistrat du parquet général, mais aussi le premier issu de l'École nationale de la magistrature à s'exprimer ».

Outre l'évocation des magistrats de la cour morte dans l'année, M. Colcombet a fait un rapide bilan de l'activité de la cour d'appel de Paris. « Depuis une dizaine d'années, le nombre des affaires nouvelles ne cesse d'augmenter, a-t-il, notamment, indiqué. De 27 278 en 1970, elles avoisinent les 40 000 ac-

tuellement. Or, entre-temps, la cour d'appel a été démembrée par la création de la cour d'appel de Versailles ».

Malgré cela, le rendement — c'est là sans doute le terme le plus approprié — n'est pas mauvais. En 1972, la durée moyenne pour juger une affaire était de onze mois, elle était de dix-huit mois en 1973, mais, depuis, elle est revenue à un chiffre qui, selon les années, oscille entre quatorze et dix-sept mois. C'est évidemment trop. Là encore, doit-on noter que la cour de Paris est loin d'être la lanterne rouge des cours d'appel.

Elle occupe en effet le dixième rang, les « mauvaises » cours mettent vingt-huit à trente et un mois pour régler un dossier. Le meilleur chiffre est celui de Lyon, avec 9,3 mois.

FAITS ET JUGEMENTS

LA MORT D'UNE FILLETTE

(De notre correspondant.)

Metz. — Une fillette handicapée mentale, âgée de dix ans, Valérie, a été trouvée morte, mardi 4 janvier, dans l'appartement qu'occupent sa mère et son père, dans un quartier populaire d'Hayange (Moselle). La mort remonterait à l'après-midi du 3 janvier. Selon les premières constatations, elle aurait été provoquée par des sévices. La fillette aurait vécu dans un état de malnutrition jusqu'à la mort de Noël. Les enquêteurs ont retrouvé dans ce réduit des épaves de pommes de terre et des excréments. Des traces de coups violents sur le corps de l'enfant ont incité un médecin, appelé par l'un des parents, à aller à l'hôpital. Les policiers.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la fillette, sœur d'une famille de quatre enfants, avait été battue à plusieurs reprises depuis la soirée du réveillon de Noël parce qu'elle « emmêlait tout le monde à la maison ». Ce drame demeure extrêmement sans explication, les voisins ne se doutant pas que Valérie était maltraitée.

La directrice de l'Institut médico-psychologique où l'enfant avait été conduite depuis plusieurs années et une rééducation psychomotrice n'avaient jamais rien constaté d'anormal chez la fillette, qui restait chez elle tous les soirs.

La mère de Valérie, Monique Orzechowski, et son mari Jean-Marie Feche, inculpés « de coups et blessures ayant entraîné la mort » ont été écroués à la prison de Metz. Les trois autres enfants du couple ont été confiés au centre départemental de l'enfance.

JEAN-LOUIS THIS.

AU TRIBUNAL DE PONTOISE

Dommages et intérêts pour l'enquêtrice sociale accusée de « sexisme » par un père divorcé

Les rapports des enquêteurs sociaux n'ont de valeur qu'indicative dans les décisions de justice et, notamment, dans celles qui ont trait à l'attribution de la garde des enfants après un divorce. On ne peut donc pas poursuivre leurs auteurs, même si on estime que leurs rapports ont un relent « sexiste ». Ainsi vient d'en décider le tribunal de grande instance de Pontoise (Val-d'Oise).

M. Jean-Olivier Bourbon, qui, le 10 décembre 1982, poursuivait M^{me} Raymond Claude, enquêteur sociale, pour discrimination sexuelle en vertu de l'article 187-5 du code pénal (le Monde du 14 décembre 1982) a été non seulement débouté, mais il a été condamné à payer 50 000 F de dommages-intérêts. Une peine exceptionnelle pour un procès inhabituel. Une peine essentiellement dissuasive pour M. Bourbon, trente-trois ans. Responsable de formation dans une entreprise de travaux publics, il se voit faire appel sans aide financière. Le Mouvement de la condition parentale, qui le soutient, devrait décider avec lui, dans les jours à venir, de l'opportunité de continuer la procédure et, par conséquent, d'en assurer les frais.

M. Bourbon, qui ne réclamait qu'un franc de dommages-intérêts, reprochait à l'enquêtrice, M^{me} Claude, certains termes employés dans son rapport. Celle-ci écrivait en effet à son sujet :

« L'attitude du père semble beaucoup plus révélatrice d'une idée fixe que de l'intérêt qu'il porte à ses enfants, mais il a l'excuse d'être un homme apparemment énergique et de s'exprimer à la manière d'un homme... » Elle ajoutait : « M^{me} Bourbon est une femme calme, douce, apaisante, de laquelle se dégage de la tendresse allée à un certain charme... » et évoquait une « tendresse dont les enfants ont incontestablement besoin et que seule une maman peut dispenser à ses enfants... » A la suite de cette enquête sociale, l'ex-femme de M. Bourbon avait assigné en référé pour obtenir la suppression de la garde alternée des enfants décidée à l'origine, et les enfants ont été confiés à la mère seule.

Le tribunal s'est rangé à l'avis du substitut du procureur de la République, pour qui « la discrimination sexuelle ou raciste ne concerne que les dépositaires de l'autorité publique ou les citoyens chargés d'un ministère de service public », ce qui n'est pas le cas de M^{me} Claude, qui « a fait un rapport qui ne sert qu'à éclairer la décision du juge... » Ch. CH.

« Nomination de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 7 janvier, M^{me} Jacqueline Cochard, conseillère à la cour d'appel de Versailles, est nommée président du tribunal de grande instance de Versailles.

DÉFENSE

Le général Lacaze souligne que la rigueur économique ne doit pas affaiblir l'efficacité des armées françaises

Dans son message de vœux de Nouvel An au président de la République, le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze, a tenu à souligner que la rigueur économique ne pouvait faire oublier la nécessité, pour les forces françaises, d'être prêtes en permanence à s'opposer à un ensemble diversifié de menaces.

« Pour le présent comme pour l'avenir », a affirmé le général Lacaze, les armées sont conscientes des difficultés économiques qui assombrissent la conjoncture. Aussi ne ménagent-elles pas leurs efforts pour gérer leur budget avec rigueur et efficacité. Rappelant que le chef de l'Etat a décidé de maintenir la priorité à la dissuasion nucléaire, le général Lacaze a estimé : « Il en résulte qu'il nous faudra bien attendre quelques décennies dans les réalisations de certains programmes non nucléaires ». En regard, la difficulté est de conserver, en permanence, efficacité et cohérence. (...) Qu'aujourd'hui, en raison de la crise qui sévit mondialement, ce devoir soit peut-être plus difficile que naguère n'est pas pour nous décourageant ».

Le chef d'état-major des armées a ajouté : « Les Français, qui ont consenti tant de sacrifices tout au long de leur histoire, savent au fond d'eux-mêmes que la sécurité et la liberté sont des valeurs qui méritent d'être maintenues, quel qu'en soit le prix. La guerre n'est pas si onéreuse que la servitude », disait déjà, il y a deux siècles, Vauban. Les vieux soldats devenus maréchaux, il convient sans doute de s'en souvenir, après trente-sept ans de paix en Europe. Ce rappel ne paraît d'autant plus nécessaire et contraignant que l'effort à consentir dans l'immédiat doit répondre à la menace de demain, et que les orientations à prendre cette année engagent l'avenir jusqu'à l'aube du vingt et unième siècle ».

Le général Lacaze fait allusion à la préparation de la loi de programme militaire 1984-1988 qui sera présentée cette année à l'approbation du Parlement, et qui fixe les objectifs à atteindre en personnel, en matériels et en installations jugés nécessaires à la défense nationale.

Parlant au nom des hauts responsables du commandement, le chef d'état-major des armées a encore indiqué : « Notre rôle est de mettre en œuvre la politique de sécurité, d'aide et d'assistance que vous avez définie et à laquelle les militaires que nous sommes apportent le

M. Charles Hernu, ministre de la défense, aura une série d'entretiens, le mardi 18 janvier, à Washington avec M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, et M. George Shultz, secrétaire d'Etat. Apparaîtront M. Hernu, dans le sultanat d'Oman, dans le Golfe.

SCIENCES

UN TROU NOIR EXISTERAIT DANS LE GRAND NUAGE DE MAGELLAN

Washington (A.F.P., U.P.I., Reuters). — Un groupe d'astronomes américains et canadiens pense avoir découvert l'existence d'un trou noir dans une galaxie proche de la nôtre, le Grand Nuage de Magellan.

L'existence de tels objets — les plus denses et les plus compacts que l'univers puisse produire, — bien que prévue par la théorie, ne peut être prouvée directement. En effet, ils constituent pour certaines étoiles très massives ce qui serait le dernier stade de leur évolution. Celles-ci, dans certaines conditions, s'effondreraient sur elles-mêmes au point que plus aucun rayonnement, fût-il lumineux, ne pourrait en sortir.

Dans ces conditions, les trous noirs sont invisibles pour les astronomes et ne peuvent être mis en évidence que de manière indirecte, en étudiant les perturbations importantes qu'un tel objet peut induire dans le comportement d'une étoile voisine. Par leur masse de neuf à quinze fois celle du Soleil concentrée dans une sphère de 3 kilomètres seulement, ces objets « pompent » tout ce qui est dans leur voisinage et soumettent alors la matière de l'étoile compagnon à de formidables contraintes qui donnent lieu à d'importantes bouffées de rayons X. C'est ainsi que l'on a pu dire, voici quelques années, que la source de rayons X Cygnus-X-1 constituerait peut-être la première preuve de l'existence d'un trou noir. L'objet situé au Grand Nuage de Magellan apporterait donc la deuxième.

Des dizaines et peut-être même des centaines de tremblements de terre (dont deux avaient une magnitude de 5,1) qui, le 6 janvier, la région de Mammoth Lakes, une station touristique située à une cinquantaine de kilomètres au sud-est du parc national de Yosemite dans la sierra Nevada. Les plus forts de ces séismes ont été ressentis à Stockton (Californie) et à Reno (Nevada) situées à plus de 200 kilomètres de Mammoth Lakes. En juin 1982, le U. S. Geological Survey a lancé un avis de risque volcanique et sismique potentiel pour la région de Mammoth-Lakes qui est connue pour avoir une longue histoire volcanique et sismique. Depuis 1978, l'activité sismique de cette région augmente, de nouvelles fissures sont apparues en janvier 1982, et des déformations du sol ont été détectées en novembre 1981. (U.P.I.)

L'ISLA
PRE
LA SEIN

Au Louvre
UNE COUR
CARRÉE
MOINS RIGIDE

SK
FO

Inter d a

هكسان الوجل

هكذا من الاول

Hippisme

On replâtre non gratis

« **M** ON père, qui était rue de Varenne, donnez-nous, aujourd'hui, notre tiercé de chaque jour... »

De ciel de ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat André Cellard a exaucé la prière. Depuis le 3 janvier, la France a son tiercé quotidien.

Oh ! certes, on ne lui a pas donné ce nom, encore abhorré par la morale des familles et, naguère, par la morale socialiste (« Le tiercé est le nouvel opium du peuple »).

Le tiercé de tous les jours ne s'appelle que « trio » ; mais, à terme, c'est la même chose. Le pari « trio » existait déjà, mais il n'était offert qu'à l'intérieur des hippodromes, c'est-à-dire qu'il se morfondait devant une clientèle potentielle de quelques milliers de parieurs seulement. Le reste de la France, lui, « ne » disposait, chaque jour, en dehors des traditionnels paris gagnants, placés, reports et couplés, que d'un « super-couplé ». C'était un jeu byzantin dans lequel, comme le nom le suggère, il s'agissait d'abord de trouver les deux premiers chevaux d'une course mais où l'on était invité à montrer « super-perspicacité » et à désigner le troisième. Un jeu, savez-vous, comme dans ces concours où les premières questions sont faciles et où c'est la question présente comme « subsidiaire », qui recèle les vraies difficultés. Le « super-couplé », trop compliqué, et dans lequel l'unité de mise ne pouvait, en pratique, être inférieure à 12 francs - se morfondait, avec la France, dans les « trios » avec ses seules trois ou quatre mille ouailles. Le clergé hippique ne pouvait d'intercéder pour l'un et pour l'autre. De son trône oisif, André Cellard a fini par décider la suppression du « super-couplé » et l'accession du « trio » à l'unité de mise de 5 F.

aux trois mille bureaux de P.M.U. de France et de Navarre.

Le « trio » d'affaires du « super-couplé » plafonnait à 4 millions de francs. Celui du « trio », devenu urbain, devrait s'établir autour de 10 millions.

Les sociétés de courses, dont la part est l'ordre de 9 %, gagnent, dans l'affaire, quelque 500 000 francs plus par jour ; l'Etat, qui prélève, lui, sur ce genre de paris, environ 17 %, bénéficie, supplémentairement, d'un million de francs. Faut-il préciser que la papauté de la rue de Rivoli ne contresigne pas deux fois la balle de la rue de Varenne ?

Tout le monde est donc satisfait. Le monde du trot plus que tout, puisque, dans la foulée, au titre de rattrape à combler sur le galop,

André Cellard a en outre octroyé à Vincennes quatre tiers supplémentaires, les samedis, pour le seul premier trimestre 1983.

Pourtant l'esprit se renfrogne.

« sont les grands projets de réforme annoncés pour la fin de 1982 ! Où le grand dessin qui devait faire sortir les courses de galop de l'orbite des écuries internationales, recréer, par aménagements fiscaux, des vocations de propriétaires, maintenir en France les grands étalons, confier l'ensemble de l'activité hippique à une fondation corporative d'un type nouveau ? »

On a d'une France hippique l'irlandaise ou du moins à l'anglaise, avec un état d'esprit parfois hennissement dans ses coarctations, des propriétaires encouragés et non plus condamnés, par conséquent, des

écuries chez nous, proches du public, public adoptant ses championnes à la piste comme à la terre de football.

On se retrouve devant un replâtre au jour le jour, exactement le même qu'utilisait le passé chaque fois qu'il se trouvait devant un fin de mois difficile.

On espérait une nouvelle d'amour à la France et à cheval. On se retrouve devant le vieux ménage à la colle État-sociétés, courses, deux amants qui se tentent, comme tous les vieux couples désunis, savent encore faire ami-ami quand il s'agit du portefeuille, c'est-à-dire de faire ouvrir celui des autres.

Décevant, je vous dis : décevant...

On l'a bien compris, rue de Varenne. On a enveloppé l'annonce du tiercé quotidien dans un circonflexe qui voudrait accréditer l'idée que c'est là une petite innovation de plus en tout, en attendant « l'instrument essentiel du redressement », lire par ailleurs communiqué, M.M. « l'instrument essentiel du redressement », on n'y croit plus guère.

Heureusement, il y a les chevaux.

Quelques-uns des bras du Vincennes reparaissent dimanche, dans le prix de Bourgogne. On retrouvait le « Gazeux », retour d'une tournée européenne triomphale, malgré le petit handicap qui lui était imposé. Il a néanmoins, à la place, le meilleur « chrono » kilométrique de la course : 1 minute 11 secondes. On a déjà une option sur le prix d'Amérique, dans trois semaines.

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie qualités la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se resservir à volonté.

Garden Buffet ? Un prochain déjeuner à inscrire sur agenda !

170 F
(taxes et service compris)
En semaine ou le dimanche à l'heure du Brunch (de 12 h à 15 h).

HÔTEL PRINCE DE GALLES
MEMBRE DU GROUPE INTER-CONTINENTAL HOTELS
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

L'acte de naissance du « trio »

Voilà l'essentiel du communiqué du secrétaire d'Etat à l'agriculture annonçant le « trio » quotidien :

« Les hypothèses et les spéculations qui sont faites sur la généralisation du tiercé le samedi ont pour origine la situation du secteur des courses. Il faut en tout cas souligner que le redressement de cette situation passe d'abord par l'adaptation du secteur au monde moderne. La réforme en cours de discussion et de mise en place sera donc l'instrument essentiel de ce redressement.

« Cependant, il n'est pas possible de laisser se dégrader la situation pendant une période. C'est pourquoi il a été décidé de

prendre quelques mesures immédiates.

« Tout d'abord, la création au profit du trot, pour le premier trimestre 1983, de quatre tiers supplémentaires le samedi.

« Egalement, pour remplacer le super-couplé dont le chiffre d'affaires diminue régulièrement depuis plusieurs années, la création d'un pari trio pour les journées sans tiercé.

« Ces mesures (...) devraient assurer une progression des ressources de l'institution (...). Cette progression se fera de façon à engager la rééquilibrage annoncé en présentant la réforme et qui doit nécessairement se réaliser de façon progressive (...).

N° 1773

Philatélie

FRANCE : Hector Berlioz.

Après avoir déjà participé, il y a deux semaines, à la vente de la collection de la Bibliothèque nationale, la vente de la collection de la Bibliothèque de la ville de Paris, organisée par la Société Philatélique de France, aura lieu le 24 janvier (19 h 30) à la Bibliothèque de la ville de Paris, 111 rue de la Harpe, à Paris. Cette vente sera consacrée à la collection de la Bibliothèque de la ville de Paris, organisée par la Société Philatélique de France, aura lieu le 24 janvier (19 h 30) à la Bibliothèque de la ville de Paris, 111 rue de la Harpe, à Paris.

Mises en vente anticipée :

- Les 22 et 23 janvier, de 9 heures à 18 heures, par le bureau de poste temporaire ouvert à l'Hôtel de la Ville de Paris, 111 rue de la Harpe, à Paris.
- Le 22 janvier, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de la Cité-Saint-André, à Paris.

VIET-DE-PARATRE : les deux dernières plaquettes, n° 11 et 12, réalisées par la direction des Postes de Paris. Elles complètent ainsi les émissions de l'année 1982, respectivement aux prix de 20 et 40 F. Comme nous l'avons déjà annoncé (voir le Monde, des 6 et 21-22 novembre 1982), des maintenant, des plaquettes deviennent nationales donc plus accessibles aux collectionneurs, car elles seront vendues dans les « Points Philatélie ».

CALENDRIER des manifestations avec bureaux temporaires :

- 75009 Paris (parc St-Lazare), les 28 et 29 janvier.** - 40^e exposition des Collections philatéliques.
- 92700 Colombes (place de la Mairie), le 29 janvier.** - 13^e exposition philatélique départementale.
- 93140 Dunkerque (salle des Congrès, Kersal), les 29 et 30 janvier.** - 41^e Championnat européen.
- 82000 Montauban (Maison de la culture, 2, rue du Collège), les 29 et 30 janvier.** - Philatophobie.
- 71300 Montceau-les-Mines (Mairie), les 29 et 30 janvier.** - Exposition philatélique.
- 92700 Colombes (place de la Mairie), le 30 janvier.** - Jumelage avec la ville de Frankfurt.

RETRAIT de deux timbres, le 4 février : 1,60 F, Saint-Pierre-et-Miquelon, et 2,60 F, Coupe du monde de football.

LA NOUVELLE SÉRIE : « prix » de quatre valeurs (n° 7 à 10/83) sera annoncée dans notre prochaine chronique.

CHYPRE : La collection complète des émissions 1982 (14 timbres) est présentée en classeur et vendue au prix de 2 200 m. - Département des services postaux, Nicosia, Chypre.

PORTUGAL : Madère - graphique régionale, « brinco », instrument pour battre la mesure, 27 et 28 escudos.

SUEDE : La série « Noël 1982 » est conçue en carnet de dix timbres de 1,40 Kr., cinq sujets divers, se tenant par paires, peinture sur verre au Moyen Âge, de thème théologique.

En bref...

- BERMUDES.** - Série des ports : 10 c., Charles ; 25 c., Pembroke ; 30 c., Southampton ; 1 dollar, Smith et Paget.
- CAMEROUN.** - Coupe du monde de football « Espagne 1982 », 500 et 1 000 F. Offset, S.N. Cartier, d'après Léonard.
- CHYPRE.** - Série « Noël 1982 », quatre valeurs, 3, 10, 20, 30 m. Dimpas, interprétations de la Madone et l'Enfant, d'après Léonard.
- CENTRAFRICAINE.** - La collection de huit timbres (numéros 1 à 8), 100, 120, 175 F. Offset, Edilair.
- CONGO.** - « Faune aquatique », torsion, 45, 55 F. « La malafactier », 100 F. Offset, Edilair.
- COTE-D'IVOIRE.** - 25^e anniversaire de l'indépendance, 100 F. Offset, S.N. Cartier, d'après Viret-Léonard.
- HAUTE-VOLTA.** - « Colifours », série d'usage courant, 90, 120, 170 F. Offset, Edilair.
- LESOTHO.** - « Noël 82 », 2 x 2 s., 2 x 4 s., 2 x 7 s., se tenant et un bloc-feuillet de 1,50 M.
- MAURICE (Réa).** - Série « taxe » par surcharges sur timbres de la série courante, 10/15, 20/20, 30/30, 40/40, 50/50, 60/60, 70/70, 80/80, 90/90, 100/100, 110/110, 120/120, 130/130, 140/140, 150/150, 160/160, 170/170, 180/180, 190/190, 200/200, 210/210, 220/220, 230/230, 240/240, 250/250, 260/260, 270/270, 280/280, 290/290, 300/300, 310/310, 320/320, 330/330, 340/340, 350/350, 360/360, 370/370, 380/380, 390/390, 400/400, 410/410, 420/420, 430/430, 440/440, 450/450, 460/460, 470/470, 480/480, 490/490, 500/500, 510/510, 520/520, 530/530, 540/540, 550/550, 560/560, 570/570, 580/580, 590/590, 600/600, 610/610, 620/620, 630/630, 640/640, 650/650, 660/660, 670/670, 680/680, 690/690, 700/700, 710/710, 720/720, 730/730, 740/740, 750/750, 760/760, 770/770, 780/780, 790/790, 800/800, 810/810, 820/820, 830/830, 840/840, 850/850, 860/860, 870/870, 880/880, 890/890, 900/900, 910/910, 920/920, 930/930, 940/940, 950/950, 960/960, 970/970, 980/980, 990/990, 1000/1000.
- MOZAMBIQUE.** - 25^e anniversaire du lancement du premier Spoutnik, six valeurs se tenant dans un petit feuillet, 1,00 MT, 2,00 MT, 4,00 MT, 8,00 MT et 20,00 MT.
- NAURU.** - 75^e anniversaire de l'industrie du phosphate, 5, 10, 30, 60 cents et un bloc-feuillet avec un timbre (dentelle) de 1 dollar.

NIGERIA. - « papillons » de quatre valeurs, 10, 20, 30 et 45 c.

NORFOLK (Réa). - Série des uniformes militaires, 27 c., 30 c., 35 c., 40 c., 45 c., 50 c., 55 c., 60 c., 65 c., 70 c., 75 c., 80 c., 85 c., 90 c., 95 c., 100 c., 105 c., 110 c., 115 c., 120 c., 125 c., 130 c., 135 c., 140 c., 145 c., 150 c., 155 c., 160 c., 165 c., 170 c., 175 c., 180 c., 185 c., 190 c., 195 c., 200 c., 205 c., 210 c., 215 c., 220 c., 225 c., 230 c., 235 c., 240 c., 245 c., 250 c., 255 c., 260 c., 265 c., 270 c., 275 c., 280 c., 285 c., 290 c., 295 c., 300 c., 305 c., 310 c., 315 c., 320 c., 325 c., 330 c., 335 c., 340 c., 345 c., 350 c., 355 c., 360 c., 365 c., 370 c., 375 c., 380 c., 385 c., 390 c., 395 c., 400 c., 405 c., 410 c., 415 c., 420 c., 425 c., 430 c., 435 c., 440 c., 445 c., 450 c., 455 c., 460 c., 465 c., 470 c., 475 c., 480 c., 485 c., 490 c., 495 c., 500 c., 505 c., 510 c., 515 c., 520 c., 525 c., 530 c., 535 c., 540 c., 545 c., 550 c., 555 c., 560 c., 565 c., 570 c., 575 c., 580 c., 585 c., 590 c., 595 c., 600 c., 605 c., 610 c., 615 c., 620 c., 625 c., 630 c., 635 c., 640 c., 645 c., 650 c., 655 c., 660 c., 665 c., 670 c., 675 c., 680 c., 685 c., 690 c., 695 c., 700 c., 705 c., 710 c., 715 c., 720 c., 725 c., 730 c., 735 c., 740 c., 745 c., 750 c., 755 c., 760 c., 765 c., 770 c., 775 c., 780 c., 785 c., 790 c., 795 c., 800 c., 805 c., 810 c., 815 c., 820 c., 825 c., 830 c., 835 c., 840 c., 845 c., 850 c., 855 c., 860 c., 865 c., 870 c., 875 c., 880 c., 885 c., 890 c., 895 c., 900 c., 905 c., 910 c., 915 c., 920 c., 925 c., 930 c., 935 c., 940 c., 945 c., 950 c., 955 c., 960 c., 965 c., 970 c., 975 c., 980 c., 985 c., 990 c., 995 c., 1000 c.

NOUVELLE-CALÉDONIE. - « Minéraux, roches et minéraux », P.A., 44 F. Gypse de Poya et 59 F. Gel de Silice de Kout. Hella, Delrieu S.A.

SALOMON (Réa). - Visite « feuillet de huit timbres (numéros 1 à 8), 12 cents, deux sujets divers se tenant et un bloc-feuillet de 1 dollar.

SENEGAL. - « Confédération de la Sénégambie », 100 F. Offset, Delrieu S.A., d'après Aslan.

SRI-LANKA. - « Châtaignes de la montagne du bacille de la tuberculose », 40 c.

SWAZILAND. - Série « Croix-Rouge », de quatre valeurs, sujets divers, 5, 20, 50 c. et 1 £. A l'effigie d'Henry Dunant.

TRINIDAD ET TOBAGO. - « foliole » de quatre valeurs 10, 15, 65 cents et 5 dollars. Bloc-feuillet avec les mêmes timbres.

TRISTAN DA CUNHA. - « de quatre valeurs avec sujets volcaniques, 5, 15, 25, 50 pence.

TUNISIE. - « L'assassinat de l'émir Hached, 80 millions. Tiré par Georges Bétemps, d'après Hachem El Mekki. Taille-douce, Périquex, sur papier phosphorescent.

VANUATU. - « L'île représentée en 1982 », quatre valeurs se tenant dans un feuillet de la Naiviti, 15, 25, 35, 50 v.

ADALBERT VITALYOS.

HÔTELS

Côte-d'Azur

MENTON

HOTEL EL PARADISO *** Bord de mer. Arrangements pour pension. Ouverture 27/1/83. Tél. : (93) 35-74-02.

HOTEL DU PARC *** NN. Prix mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc. **HOTEL PRINCE DE GALLES** *** NN. Réservez votre séjour. Ouverture 27/1/83. Tél. : (93) 35-74-02.

PROVENCE

MUSSELMAN - BAY DE CANNES

MAS DE GARRIGON *** La petite villa au charme du Luberon vous offre des vacances au week-end d'hiver à des conditions spéciales. Calme - Confort - Cuisine de marché. Tél. : (93) 75-43-22.

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-32-333. Tél. : 411150 FENICE 1. Directeur : Dante Apollonio.

SUISSE

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et à l'arrivée, piscines de ski.

Forfaits : 7 jours demi-pension dès F.F. 3 100 1 Roy. membre - Chaîne Rôtisseurs.

CHAMSWIL

HOTEL CRANS-AMBASSADOR ***** Tél. : (1941/27) 41-52-22.

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des randonnées mécaniques et

Jeux

échecs

N° 1003

MINIATURES

(Tournoi de Veszprem en Hongrie, 1982)

Blancs : J. BOGUSZLAVSKY

Noirs : Z. SAROSI

Défense Caro-Kann.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6

5. f4 f5 6. g3 g6 7. h3 h6 8. g4 g5

9. f5 f6 10. e5 e6 11. d4 d5

12. c3 c6 13. b3 b6 14. a3 a6

15. g4 g5 16. f5 f6 17. e5 e6

18. d4 d5 19. c3 c6 20. b3 b6

21. a3 a6 22. g4 g5 23. f5 f6

24. e5 e6 25. d4 d5 26. c3 c6

27. b3 b6 28. a3 a6 29. g4 g5

30. f5 f6 31. e5 e6 32. d4 d5

33. c3 c6 34. b3 b6 35. a3 a6

36. g4 g5 37. f5 f6 38. e5 e6

39. d4 d5 40. c3 c6 41. b3 b6

42. a3 a6 43. g4 g5 44. f5 f6

45. e5 e6 46. d4 d5 47. c3 c6

48. b3 b6 49. a3 a6 50. g4 g5

51. f5 f6 52. e5 e6 53. d4 d5

54. c3 c6 55. b3 b6 56. a3 a6

57. g4 g5 58. f5 f6 59. e5 e6

60. d4 d5 61. c3 c6 62. b3 b6

63. a3 a6 64. g4 g5 65. f5 f6

66. e5 e6 67. d4 d5 68. c3 c6

69. b3 b6 70. a3 a6 71. g4 g5

72. f5 f6 73. e5 e6 74. d4 d5

75. c3 c6 76. b3 b6 77. a3 a6

78. g4 g5 79. f5 f6 80. e5 e6

81. d4 d5 82. c3 c6 83. b3 b6

84. a3 a6 85. g4 g5 86. f5 f6

87. e5 e6 88. d4 d5 89. c3 c6

90. b3 b6 91. a3 a6 92. g4 g5

93. f5 f6 94. e5 e6 95. d4 d5

96. c3 c6 97. b3 b6 98. a3 a6

99. g4 g5 100. f5 f6 101. e5 e6

102. d4 d5 103. c3 c6 104. b3 b6

105. a3 a6 106. g4 g5 107. f5 f6

108. e5 e6 109. d4 d5 110. c3 c6

111. b3 b6 112. a3 a6 113. g4 g5

114. f5 f6 115. e5 e6 116. d4 d5

117. c3 c6 118. b3 b6 119. a3 a6

120. g4 g5 121. f5 f6 122. e5 e6

123. d4 d5 124. c3 c6 125. b3 b6

126. a3 a6 127. g4 g5 128. f5 f6

129. e5 e6 130. d4 d5 131. c3 c6

132. b3 b6 133. a3 a6 134. g4 g5

135. f5 f6 136. e5 e6 137. d4 d5

138. c3 c6 139. b3 b6 140. a3 a6

141. g4 g5 142. f5 f6 143. e5 e6

144. d4 d5 145. c3 c6 146. b3 b6

147. a3 a6 148. g4 g5 149. f5 f6

150. e5 e6 151. d4 d5 152. c3 c6

153. b3 b6 154. a3 a6 155. g4 g5

156. f5 f6 157. e5 e6 158. d4 d5

159. c3 c6 160. b3 b6 161. a3 a6

162. g4 g5 163. f5 f6 164. e5 e6

165. d4 d5 166. c3 c6 167. b3 b6

168. a3 a6 169. g4 g5 170. f5 f6

171. e5 e6 172. d4 d5 173. c3 c6

174. b3 b6 175. a3 a6 176. g4 g5

177. f5 f6 178. e5 e6 179. d4 d5

180. c3 c6 181. b3 b6 182. a3 a6

183. g4 g5 184. f5 f6 185. e5 e6

186. d4 d5 187. c3 c6 188. b3 b6

189. a3 a6 190. g4 g5 191. f5 f6

192. e5 e6 193. d4 d5 194. c3 c6

195. b3 b6 196. a3 a6 197. g4 g5

198. f5 f6 199. e5 e6 200. d4 d5

201. c3 c6 202. b3 b6 203. a3 a6

204. g4 g5 205. f5 f6 206. e5 e6

207. d4 d5 208. c3 c6 209. b3 b6

210. a3 a6 211. g4 g5 212. f5 f6

213. e5 e6 214. d4 d5 215. c3 c6

216. b3 b6 217. a3 a6 218. g4 g5

219. f5 f6 220. e5 e6 221. d4 d5

222. c3 c6 223. b3 b6 224. a3 a6

225. g4 g5 226. f5 f6 227. e5 e6

228. d4 d5 229. c3 c6 230. b3 b6

231. a3 a6 232. g4 g5 233. f5 f6

234. e5 e6 235. d4 d5 236. c3 c6

237. b3 b6 238. a3 a6 239. g4 g5

240. f5 f6 241. e5 e6 242. d4 d5

243. c3 c6 244. b3 b6 245. a3 a6

246. g4 g5 247. f5 f6 248. e5 e6

249. d4 d5 250. c3 c6 251. b3 b6

252. a3 a6 253. g4 g5 254. f5 f6

255. e5 e6 256. d4 d5 257. c3 c6

258. b3 b6 259. a3 a6 260. g4 g5

261. f5 f6 262. e5 e6 263. d4 d5

264. c3 c6 265. b3 b6 266. a3 a6

267. g4 g5 268. f5 f6 269. e5 e6

270. d4 d5 271. c3 c6 272. b3 b6

273. a3 a6 274. g4 g5 275. f5 f6

276. e5 e6 277. d4 d5 278. c3 c6

279. b3 b6 280. a3 a6 281. g4 g5

282. f5 f6 283. e5 e6 284. d4 d5

285. c3 c6 286. b3 b6 287. a3 a6

288. g4 g5 289. f5 f6 290. e5 e6

291. d4 d5 292. c3 c6 293. b3 b6

294. a3 a6 295. g4 g5 296. f5 f6

297. e5 e6 298. d4 d5 299. c3 c6

300. b3 b6 301. a3 a6 302. g4 g5

303. f5 f6 304. e5 e6 305. d4 d5

306. c3 c6 307. b3 b6 308. a3 a6

309. g4 g5 310. f5 f6 311. e5 e6

312. d4 d5 313. c3 c6 314. b3 b6

315. a3 a6 316. g4 g5 317. f5 f6

318. e5 e6 319. d4 d5 320. c3 c6

321. b3 b6 322. a3 a6 323. g4 g5

324. f5 f6 325. e5 e6 326. d4 d5

327. c3 c6 328. b3 b6 329. a3 a6

330. g4 g5 331. f5 f6 332. e5 e6

333. d4 d5 334. c3 c6 335. b3 b6

336. a3 a6 337. g4 g5 338. f5 f6

339. e5 e6 340. d4 d5 341. c3 c6

342. b3 b6 343. a3 a6 344. g4 g5

345. f5 f6 346. e5 e6 347. d4 d5

348. c3 c6 349. b3 b6 350. a3 a6

351. g4 g5 352. f5 f6 353. e5 e6

354. d4 d5 355. c3 c6 356. b3 b6

357. a3 a6 358. g4 g5 359. f5 f6

360. e5 e6 361. d4 d5 362. c3 c6

363. b3 b6 364. a3 a6 365. g4 g5

366. f5 f6 367. e5 e6 368. d4 d5

369. c3 c6 370. b3 b6 371. a3 a6

372. g4 g5 373. f5 f6 374. e5 e6

375. d4 d5 376. c3 c6 377. b3 b6

378. a3 a6 379. g4 g5 380. f5 f6

381. e5 e6 382. d4 d5 383. c3 c6

384. b3 b6 385. a3 a6 386. g4 g5

387. f5 f6 388. e5 e6 389. d4 d5

390. c3 c6 391. b3 b6 392. a3 a6

393. g4 g5 394. f5 f6 395. e5 e6

396. d4 d5 397. c3 c6 398. b3 b6

399. a3 a6 400. g4 g5 401. f5 f6

402. e5 e6 403. d4 d5 404. c3 c6

405. b3 b6 406. a3 a6 407. g4 g5

408. f5 f6 409. e5 e6 410. d4 d5

411. c3 c6 412. b3 b6 413. a3 a6

414. g4 g5 415. f5 f6 416. e5 e6

417. d4 d5 418. c3 c6 419. b3 b6

420. a3 a6 421. g4 g5 422. f5 f6

423. e5 e6 424. d4 d5 425. c3 c6

426. b3 b6 427. a3 a6 428. g4 g5

429. f5 f6 430. e5 e6 431. d4 d5

432. c3 c6 433. b3 b6 434. a3 a6

435. g4 g5 436. f5 f6 437. e5 e6

438. d4 d5 439. c3 c6 440. b3 b6

441. a3 a6 442. g4 g5 443. f5 f6

444. e5 e6 445. d4 d5 446. c3 c6

447. b3 b6 448. a3 a6 449. g4 g5

450. f5 f6 451. e5 e6 452. d4 d5

453. c3 c6 454. b3 b6 455. a3 a6

456. g4 g5 457. f5 f6 458. e5 e6

459. d4 d5 460. c3 c6 461. b3 b6

462. a3 a6 463. g4 g5 464. f5 f6

465. e5 e6 466. d4 d5 467. c3 c6

468. b3 b6 469. a3 a6 470. g4 g5

471. f5 f6 472. e5 e6 473. d4 d5

474. c3 c6 475. b3 b6 476. a3 a6

477. g4 g5 478. f5 f6 479. e5 e6

480. d4 d5 481. c3 c6 482. b3 b6

483. a3 a6 484. g4 g5 485. f5 f6

486. e5 e6 487. d4 d5 488. c3 c6

489. b3 b6 490. a3 a6 491. g4 g5

492. f5 f6 493. e5 e6 494. d4 d5

495. c3 c6 496. b3 b6 497. a3 a6

498. g4 g5 499. f5 f6 500. e5 e6

501. d4 d5 502. c3 c6 503. b3 b6

504. a3 a6 505. g4 g5 506. f5 f6

507. e5 e6 508. d4 d5 509. c3 c6

510. b3 b6 511. a3 a6 512. g4 g5

513. f5 f6 514. e5 e6 515. d4 d5

516. c3 c6 517. b3 b6 518. a3 a6

519. g4 g5 520. f5 f6 521. e5 e6

522. d4 d5 523. c3 c6 524. b3 b6

525. a3 a6 526. g4 g5 527. f5 f6

528. e5 e6 529. d4 d5 530. c3 c6

531. b3 b6 532. a3 a6 533. g4 g5

534. f5 f6 535. e5 e6 536. d4 d5

537. c3 c6 538. b3 b6 539. a3 a6

540. g4 g5 541. f5 f6 542. e5 e6

543. d4 d5 544. c3 c6 545. b3 b6

546. a3 a6 547. g4 g5 548. f5 f6

549. e5 e6 550. d4 d5 551. c3 c6

552. b3 b6 553. a3 a6 554. g4 g5

555. f5 f6 556. e5 e6 557. d4 d5

558. c3 c6 559. b3 b6 560. a3 a6

561. g4 g5 562. f5 f6 563. e5 e6

564. d4 d5 565. c3 c6 566. b3 b6

567. a3 a6 568. g4 g5 569. f5 f6

570. e5 e6 571. d4 d5 572. c3 c6

573. b3 b6 574. a3 a6 575. g4 g5

576. f5 f6 577. e5 e6 578. d4 d5

579. c3 c6 580. b3 b6 581. a3 a6

582. g4 g5 583. f5 f6 584. e5 e6

585. d4 d5 586. c3 c6 587. b3 b6

588. a3 a6 589. g4 g5 590. f5 f6

591. e5 e6 592. d4 d5 593. c3 c6

594. b3 b6 595. a3 a6 596. g4 g5

597. f5 f6 598. e5 e6 599. d4 d5

600. c3 c6 601. b3 b6 602. a3 a6

603. g4 g5 604. f5 f6 605. e5 e6

606. d4 d5 607. c3 c6 608. b3 b6

609. a3 a6 610. g4 g5 611. f5 f6

612. e5 e6 613. d4 d5 614. c3 c6

615. b3 b6 616. a3 a6 617. g4 g5

618. f5 f6 619. e5 e6 620. d4 d5

621. c3 c6 622. b3 b6 623. a3 a6

624. g4 g5 625. f5 f6 626. e5 e6

627. d4 d5 628. c3 c6 629. b3 b6

630. a3 a6 631. g4 g5 632. f5 f6

633. e5 e6 634. d4 d5 635. c3 c6

théâtre

CINÉMA

« LE BRACONNIER DE DIEU » de Jean-Pierre Darras

Drôle comme des variétés télévisées

Un entretien avec Saül Friedländer

ENFIN UN POLONAIS MAL PENSANT...

depression, and anxiety. The authors suggest that the use of a structured interview, such as the SCID, may be more effective than a self-report measure in identifying individuals with these conditions.



RADIO-TÉLÉVISION

LES ACTUALITÉS SUR T.F. 1

Un nouveau « face-à-face » politique mensuel

Le directeur de l'information réclame « plus de liberté »

Absent de l'antenne durant toute l'année 1982, le magazine politique fera sa grande rentrée sur TF 1 le 19 janvier prochain, à 20 h 30. Igor Barrère, Daniel Grandclément et Noël Chopin proposeront en effet, le premier mercredi de chaque mois, une émission politique, dans laquelle deux personnalités — M. Laurent Fabius, ministre du budget, et M. Yvon

Gattaz, président du C.N.P.F., — 19 janvier — débattront en direct d'un thème donné — « Où va l'entreprise ? », — face à un public sélectionné, représentatif de la population française. Une initiative préparée de longue date, inscrite dans un plan de relance de l'information, mais suspendue au feu vert, toujours clignotant, d'un président de chaîne hésitant.

Les trois n'ont pas arrêté de l'émission, et l'on se prend à rêver match, duel, d'armes ou escarmouche. Ils se refusent encore à citer les noms des adversaires — duetistes ? — — demain sur des thèmes annoncés (télévision, sécurité, santé...), déjà l'on s'interroge sur la forme de l'audiovisuel, cette Arlésienne qu'on croyait ne jamais connaître ; l'arrivée de M. Michel May, P.D.G. ; l'inquiétude de la rédaction, puis la confirmation de Jean-Pierre Guérin à la direction de l'information, puis les dérapages.

L'impatience de la rédaction

Le doute, d'abord, s'est levé des deux côtés : méfiance de celui qui ne connaît pas la rédaction et

impatience de celui qui fabrique quatre journaux par jour, veut organiser et soudeuse qu'elle soit son équipe. Un P.D.G. qui ne se contente pas de penser plus haut... M. Matignon, à l'Élysée, au ministère de la communication, attendait des recommandations. Parmi elles, celle qui a amené Alain Sédouy au poste de rédacteur en chef chargé des magazines. Imposée au directeur de l'information, c'est d'abord une source de tensions, de rumeurs, de blocages...

Un coup d'œil sur la deuxième chaîne ne pourtant éloquent : les journaux évoluent, les magazines se mettent en place... Avec une équipe tranquille, les responsables agissent en tranchant à leur guise, protégés par un patron aux allures de paratonnerre.

L'équipe de TF 1, elle aussi, ne se laisse pas marcher. Jean-Pierre Guérin, elle se demande qu'à travailler, qu'à se mobiliser enfin sur ses projets coïncidents et clairs.

Tout un ensemble, en fait, que Jean-Pierre Guérin voudrait voir mis en place dès le 24 janvier.

A VOIR

Le grand boum

La troisième guerre mondiale, on y pense, on en parle, on la redoute un peu, beaucoup, terriblement. Pas un point tout de même de voir son compte d'épargne pour faire la bombe en attendant le « boum » du grand final. On y croit sans y croire, au fond. On d'un œil ou inquiet ou distrait — il le faut d'ont on suit un champion — d'échecs entre Flacher et Spassky — la partie de bras de fer que se livrent depuis longtemps les deux grands.

Une partie sans fin autre que fatale. Il ne peuvent pas en arriver là, on dit-on. Il ne peut pas fuser. L'arresté, c'est qu'il ne peut pas d'être arrêté d'après pour l'Apocalypse. Une simple erreur de calcul, une fausse appréciation des réactions de l'adversaire peuvent conduire à l'échec, à la défaite, à la mort, simplement pour ne pas perdre la face, sur le fameux bouton.

C'est ce que nous montrera le téléfilm américain en deux parties qui sera présenté, samedi, par A. 2. Un film à gros budget tourné par le réalisateur de *WarGames*, John Wood. L'histoire est celle du président des États-Unis, un président très plausible, très convaincant. Son ennemi est celui de Kennedy au moment de l'affaire de la Baie des Cochons.

Ce n'est pas la fin des années. Face à la menace soviétique, les États-Unis, cette fois par le Canada, ont déclenché un embargo sur les armes. En U.R.S.S., le régime est en danger. Les Américains ont d'envoyer un avion parachuté un avion d'un pipe-line, avec l'intention de proposer un traité à Washington : si vous arrêtez votre pétrole, nous arrêtons le nôtre.

Reassurez-vous, on s'arrête pas de la sorte. On ne va pas s'autoriser la planète.

CLAUDE SARRAUTE.

(*) La Troisième Guerre mondiale, A. 2, 19 janvier, 21 h 50.

Vendredi 7 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Les Compagnons de la chanson. Il y a dix ans, les Compagnons de la chanson déclaraient d'abandonner la scène après quarante années de tournées par quatre coins du monde : une émission souvenir.
- 21 h 40 Série : Marcel Sylvestre. Réal. S. Korber, avec C. Bruneau, L. Colpeys, P. Dany. Nouvelle série en six épisodes prenant la suite de *Madame S.O.S.* Sylvestre, bel homme intelligent, est un chômeur et accepte un job d'homme de ménage chez une vieille dame. Qu'en dit Josephine, sa femme, dentiste de son état ?
- 22 h 40 Histoire naturelle : Pêche « au coup » en Irlande. Émission de E. Lison, L. Barrère et J.-P. Fleury. M. Rousset, réal. Marc Brionès. *Championnat du monde de pêche « au coup » en Irlande en septembre dernier.*
- 23 h 10 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Faut-il être ? L'épingle noire. D'après le roman de D. Saint-Alban, réal. M. Feytaud. Avec C. Chambliss, P. Arditi, G. Desbrière. La belle Stéphanie devient actrice, triomphe dans la Mort d'Actis pendant que Lorraine et Daniel vivent leur amour au milieu d'une communauté antisimonienne : une fresque épique joliment mise en image.
- 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Avec R. Delong (la bicyclette bleue) ; J. Dutoit (Haut) ; ou l'éducation nationale ; B. Blandin (L'Amour n'est pas aimé) ; J.-M. Dallen (Désobéissance) ; D. Boulanger (Table d'été).
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club (cycle Gary Cooper) : *Sérénade à trois*. Film américain d'E. Lubitch (1933), avec G. Cooper, M. Hopkins, F. March, E. Evans, H. F. Pangborn. (V.O. sous-titrée N.). Une dessinatrice de publicité s'installe, à Montmartre, dans l'atelier que partageait un peintre et un auteur dramatique.

matique, américains comme elle. Attirée tantôt par un, tantôt par l'autre, elle ne sait lequel choisir. *Voyage de l'illusion et du sous-entendu. (jonglant avec la censure de l'époque) a tiré d'une pièce de Noël Coward un film d'une fantaisie étourdissante et parfaitement amoral. C'est joué à la perfection.*

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Le nouveau vendredi : Cambodge 83. Reportage de C. Sauvageot et J. Doat. En 1979, les Vietnamiens chassèrent les Khmers rouges et découvrirent la massacre d'un million et demi de civils — dont 80 % des intellectuels — pour créer un « homme nouveau ». Le Cambodge est actuellement sous vietnamienne et bénéficie de l'aide internationale pour survivre. Quelles sont les perspectives pour 1983 ? Claude Sauvageot et Marie-Ange Donz ont interviewé M. M. Botz, du C.C.F.D., Henriat, président de la C.A.S. et Grumond, membre du groupe de recherches pour le développement rural.
- 21 h 35 Spectacle-reportage : Que la gentiane est donc amère ! Adaptation D. Daneyrolles, réal. D. Freydefont, réal. J.-M. Venuti. Un spectacle-reportage « mémoire collective » : des images et des interviews sur le mariage en 1920 à Taverne dans le Puy-de-Dôme.
- 22 h 30 Journal.
- 23 h Prélude à la nuit. Quatorze pour contrebasse, de A. Tacharapine, avec P. Hellein, G. Lauridon, D. Teyssie et J. Rosi.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : quelques directions de l'évolution.
- 20 h, René Cassin, fantasme des droits de l'homme, par M. Aspi.
- 21 h 30, Black and blue : Jam à l'italienne.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, Concert (amis de Paris) : « Carnaval », ouverture, « Symphonie n° 9 », de Dvorak ; « Symphonie n° 7 », de Beethoven, par l'Orchestre de France ; dir. L. Mautner.
- 22 h 15, La nuit sur France-Musique : les mots de F. Xenakis ; 23 h 5, Baran ; 0 h 5, Musique traditionnelle.

Samedi 8 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h Vision plus.
- 11 h 15 La séquence du spectateur.
- 12 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 45).
- 13 h Journal.
- 14 h 40 Série : Les Incorruptibles.
- 15 h 40 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. L'équipe du commandant Cousteau, à bord de la Calypso, a la recherche d'un épave d'un sous-marin qui se trouvait à 110 mètres de fond entre le cap Soutou et l'île Kés.
- 16 h 25 Téléfilm : La voie de Jackson. Réalisation G. Hérard, avec M.-J. Neuville, G. Marchand, S. Frey. Deux cow-boys chassent au pied d'une parcelle isolée, baptisée « Jackson », du nom de l'habitant.
- 18 h Trente millions d'années. Les bons des d'années, les d'années. Les d'années-magasin de Pantalon.
- 19 h 30 Magazine auto-moto Spécial Rallye Paris-Dakar.
- 19 h 5 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 878 vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : *Delibes*. Le feuilleton « Inimitable » débute la soirée du samedi. Les héros ne seront pas pour eux plus gentils. Mais, la chance semble être avec J.-R.
- 21 h 25 Droit de réponse. Émission de Michel Rube : Service et autographe, avec J.-J. Peyrout et C. Bruchet, M.-C. Barthelet.
- 22 h 45 La cinéma soviétique contemporain : fragments. Carnet de voyage d'un auteur français, F. Marchon, réalisation C. Couderc. Carnet de voyage d'un cinéaste français, François Marthourat, à la découverte de la production cinématographique soviétique : extraits des œuvres de Nikita Mikhaïlov, Gleb Yaglou, etc.
- 23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 ANTOPE.
- 11 h 20 Journal des sourds et des entendements.
- 11 h 30 La vérité est au fond de la mer.
- 12 h Bidi : Coupe du monde : descants (meilleurs) à Morine-Averles.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Drôles de dames.
- 14 h 25 Série : Ah ! quelle famille !
- 14 h 50 Les jeux du stade.
- 15 h Roré A 2.
- 15 h 45 La course autour du monde.
- 16 h 40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16 h 45 Émissions régionales.
- 17 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
- 17 h 45 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker. Avec Annie Cordy, Gérard Lormann, Yvanek Noah, Roger Couderc, etc.
- 21 h 50 Téléfilm : La troisième guerre mondiale. De D. Greene. Avec D. Soal, R. Hudson, B. Keith et V. Hellman. Politique-fiction : en décembre 1987, un commando soviétique prend d'assaut la principale station de pompage pétrolier en Alaska. La troisième guerre mondiale nucléaire est lancée.
- 23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 9 h Coupe du monde de ski de fond hommes. En direct de La Bresse.
- 12 h Objectif entreprise. Émission de l'ANVAR.
- 14 h 30 Entrée Libre. Émission du C.N.D.P. Avec M. François Giroud. Portraits de G. Kiejman, avec : Berthe s'occupe des vestiaires et égarées des clients de la brasserie Lipp depuis trente ans ; Rock dreams : avoir un enfant ; Qu'est-ce que l'argent comprend à la presse ? A l'écoute de la terre ; Éloge ; L'enlèvement de Sabina : images de la nature ; L'époque était drôle.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Finale internationale du Grand Prix de la chanson d'automne 1982. Réal. D. Sanders. Guadeloupe : Je veux être musicien par J. Courtois ; Martinique : Concerto pour l'oiseau et le fleur par J. Bercard ; Guyane : Rivière de légende, par Jorland ; la Réunion : Chante pour ton île, par J. Sery ; Nouvelle-Calédonie : Pour toi ce slow, par A. Fanat ; Wallis et Futuna : Aupres du feu, par J. Sery ; Tahiti : Polynésie française : Ri A'a, par E. Tefana ; Saint-Pierre-et-Miquelon : Feu de camp, par A. Lafite.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 55 Prélude à la nuit. Festival de Frédes : « La Truite » de F. Schubert, avec M. Bousquier, violoniste, M. Dupuy, alto, L. Dupuy, alto, L. Rose, violoncelliste, G. Lauridon, contrebasse, et A. Weiss, au piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Mathématiques : prospective des années 70 pour les sciences de la vie : les applications à la communication ; L'information au service de la science ; Entretien avec A. Vial.
- 8 h, Les chemins de la science.
- 9 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : une année d'état de guerre en Pologne.
- 9 h 7, Mathématiques du monde contemporain.
- 10 h 45 Dénarçages avec... F. Bercard ; Japonisme.
- 11 h 2, Les chemins de la science.
- 12 h 5, Le point des arts.
- 14 h Sous le Mexique.
- 14 h 5, Les samedis de France-Culture : les musiciens français contemporains (Georges Migot, Roger Calmel).
- 16 h 20, Recherches : la musique contemporaine : faut-il brûler Méliane Klein ? Par E. Noël.
- 18 h, La deuxième guerre mondiale : la guerre en France 1939-1940.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Radio-Canada présente : la bande dessinée nouvelle art.
- 20 h L'homme de solitude, ou Joséphine, poète, de M. M. L. réal. C.-R. Manuel, avec C. Nioz, F. Maistre, M. Thierry.
- 21 h 25, Bonnes nouvelles : grandes comédies : les Premières Lumières du soir, de J. Guillochon, la par Sami Frey.
- 22 h 14-15.
- 22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Samedi matin : œuvres de Weber, O. Strauss, Gluck, Schubert, R. Schumann, E. Chopin.
- 11 h 5, Avis de recherche et actualité du disque : 11 h : La tribune des critiques de disques ; « Trio » piano, violon et violoncelle de Schubert (versions comparées) ; 12 h : Avis de recherche et actualité du disque (suite).
- 13 h 30, Tous en scène : Ella Fitzgerald chante Gertrude.
- 14 h 4, Atelier de musique : œuvres de Varèse, Bartok.
- 15 h 30, Dossier disque : Petite Messe solennelle pour quatre voix, chœurs, 2 pianos et harmonium, de Rossini.
- 16 h 30, Musique (en direct de Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Vivaldi, Malipiero, Rossini, Bottesini, par l'Ensemble de Venezia.
- 18 h, Le disque de la semaine : « Trio », de Schubert (dernière parution).
- 19 h, Concours international de guitare : œuvres de Cimarra, Obavaka.
- 19 h 35, Les péchés de Paris : trésor de la musique pour clavessin.
- 20 h 30, Concert (en direct de la Salle Gaveau à Paris) : « Symphonie n° 3 en ré majeur » de Schubert ; « Sérénade », de Debussy ; « Danses allemandes » de Schubert ; « Symphonie n° 14 pour soprano, basse et orchestre de chambre opus 135 » de Chostakovich, par le nouvel orchestre philharmonique ; dir. F. Leyer ; sol. F. Palmer, A. Sacini.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : La nuit des grâces, en direct de la Maison de la Culture du Havre.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 8 JANVIER

— Le professeur François Jacob, biologiste et prix Nobel de médecine, est reçu au « Journal inattendu » de R.T.L. à 13 heures.

DIMANCHE 9 JANVIER

— M. Jack Lang, ministre de la culture, est invité à « Le grand jury R.T.L. Le Monde », sur R.T.L. à 18 h 15.

— M. Edmond Maire, directeur général de la C.F.D.T., est le grand témoin du magazine « Sept sur sept », sur TF 1 à 19 heures.

— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., participe au « Club de la presse », sur Europe 1 à 19 heures.

مكتبة

M. Delors annonce une réserve de 20 milliards dans le budget de 1983

corps à une politique cohérente. M. Gattuz a feint de n'y voir qu'une série d'aides supplémentaires d'une portée limitée. M. Delors a jugé cette réaction mesquine et pleine d'ingratitude. Mais le président du C.N.P.F. pouvait-il faire moins face à un partenaire aussi peu enclin à applaudir le représentant du gouvernement ?

charges des entreprises. Pour le président du C.N.P.F., les progrès réalisés à propos de l'inflation restent insuffisants au regard de ce qui se fait à l'étranger. « ■ en va de même pour les coûts, affirme-t-il, les salaires augmenteront de 4 % au moins en R.F.A. ; si nous sommes ■ nous irons encore deux fois plus vite. »

Le patron des patrons lui-même, les sceptiques que l'inflation n'en n'est pas dans l'intérêt des entreprises. Mais il ne veut pas pour autant que les entreprises soient désignées comme les responsables de l'inflation.

« Les entreprises ne souffrent pas d'un manque de crédits, mais d'un excès d'endettement », a ajouté M. Gattaz, pour qui la meilleure manière de leur donner les moyens d'investir, peut-être d'embaucher

Une opération qui anticipe sur les résultats de la politique anti-inflationniste

les contraires, ne vit pas en vase clos. Une diminution trop marquée (et l'on jouit sur quelques décennies de point) provoquerait des sorties de fonds préjudiciables à la tenue du franc.

Mais c'est rarement - et sous gouvernement socialiste encore - que le général par des dispositions général que procèdent les pouvoirs publics français. Il est très que jamais question de unifier le monnaie (l'objectif est lointain serait à cet égard de créer un réservoir unique pour les ressources, dans lequel viendraient s'approvisionner librement les établissements quel que soit l'ampleur de leurs besoins). Mais il n'est pas dispositif aucune à riche panoplie de circuits privilégiés ou exceptionnels par deux innovations.

La première concerne la réalisation, très préjudiciable à la vérité, de la promesse de « moratoire » faite par le président de la République dans

pond à une assiette de remboursement du principal des emprunts précédents au taux de 9,75 %. Tout se passe comme si elle avait contracté le prêt, pour le montant concerné, un emprunt d'une durée de vingt-cinq ans au taux de 9,75 %, et qu'elle ait payé par l'Etat, à titre d'intérêts, sans le dire, par le contribuable appelé par conséquent à atténuer le risque porté par les chefs d'entreprise qui acceptent, parfois imprudemment, de s'endetter lourdement en comptant sur l'indulgence pour alléger l'arbitraire.

Le deuxième circuit exceptionnalisé concerne la possibilité ouverte aux banques de concéder des prêts allant de huit à quinze ans à des taux variables ou fixes selon les cas aux entreprises industrielles ainsi qu'aux entreprises de transport et de logistique. Ces entreprises ont le droit de placer au delà de l'embarcadere qui limite leurs facultés de crédit, qui de 7 milliards, ou au-delà sans

obtenir, si elles engagent de nouveaux investissements, une rallonge de crédits à des ~~taux~~ plus avantageuses. Supposons une entreprise qui, par exemple, a fait en 1981 un emprunt d'une durée de dix ans à 16 %. Si le taux moyen de son

endettement à moyen et long terme dépasse 12 %, elle pourra obtenir du **Crédit** national ou d'un autre état **spécialisé** un prêt à douze ans (dont le montant corres-

françaises abaissent
de 12,75 % à 12,25 %
seulement, et les autres établisse-
ments prennent une

Cette diminution du taux de base bancaire, qui devrait entraîner pour les entreprises françaises un allègement de leurs charges financières de

4 ou 5 milliards de francs, le ramène à un niveau inférieur à celui auquel il était en 10 mai 1981. Fixé à 12,75 % par l'ancien président, il a été brutalement relevé à 17 % dès le 14 mai suivant, afin de

le franc français, vivement
attaqué sur les marchés des changes.
Il fallut le du mois
de-juillet pour que le taux de
base bancaire soit ramené à
15,90 et le reflux véritable

intervenu qu'au semes-
1982 dans un contexte de baisse
générale des taux d'intérêt en

Cette diminution du taux de base bancaire, qui devrait entraîner pour les entreprises françaises un allègement de leurs charges financières de 4 ou 5 milliards de francs, le ramène à un niveau inférieur à celui auquel

■ était ■ le 10 mai 1981. Fixé à 12,75, le ■ présidentielle, il ■ brutalement relevé à 17 % dès le 14 mai suivant, afin de ■ le franc français, vivement attaqué sur les marchés des changes. Il fallut ■ le ■ du mois de juillet ■ pour que le taux de base bancaire soit ramené à 15,90 ■ et le reflux ■ véritable ■ intervenu qu'au ■ semes- ■ 1982 dans un contexte de baisse générale des taux d'intérêt en

PAUL FABRA.

→ Arrow →

et tout le prêt-à-porter
de luxe

Jockey-Club
240 bis, boulevard Saint-Germain
54180 - 01 47 00 00 77

BLANC AUX TROIS QUARTIERS

17 Boulevard de la Madeleine, Paris. RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

| Des exemples : | 100 % coton blanc broderie et feston multicolores. | Sur fond blanc plumetis marine ■ rouge | Ensemble NUIT et DÈSHABILLÉ fond blanc petits pois turquoise ou rose | NUIT en crêpon pur coton fond blanc pois turquoise ou rose. | MOUCHOIR initiale 100 % coton. 12 F |
|-------------------|---|---|---|---|--|
| | NUIT manches courtes. 205 F | 65 % polyester, 35 % coton. | | | |
| | NUIT sans manches. 190 F | LIQUETTE. 105 F | 65 % polyester, 35 % coton. | | MOUCHOIR initiale |
| | DÈSHABILLÉ. 215 F | NUIT. 120 F | | | 100 % coton. 16 F |
| | PYJAMA. 220 F | PYJAMA. 165 F | 210 F | 245 F | |

ÉTRANGER

En Italie

Les projets économiques du gouvernement provoquent une vague de manifestations

De notre correspondant

Rome. — Alors que le conseil des ministres doit décider ce vendredi 7 janvier de nouvelles mesures fiscales et une révision des prestations en matière de santé et de prévoyance, la protestation des syndicats contre les augmentations des taxations indirectes décidées la semaine dernière et les nouvelles dispositions annoncées s'est étendue à tout le pays.

gistrées «l'absence» des manifestations spontanées, avec blocage des routes et des voies ferrées : le centre de Venise, en particulier, a été isolé pendant cinq heures en raison du blocage, par les grévistes, de la route et de la voie ferrée menant à la lagune.

Enfin, l'an dernier, le développement des activités des super et des hypermarchés a permis la création de 13 700 emplois. Au total, en décembre 1982 ces commerces avaient à leur service près de 216 000 salariés.

A Milan est prévue ce vendredi une manifestation générale de deux heures à 15 heures. Les métallurgistes manifestent sous les auspices de la présidence du conseil et d'autres initiatives sont attendues à Naples. Cette vague de protestations a été marquée jeudi par des manifestations qui ont échappé au contrôle des centrales syndicales et ont suscité une intervention du ministre de l'Intérieur, qui rappelle les interdictions relatives à l'ordre. À Gênes notamment les métallurgistes ont occupé l'aéroport (ce qui a provoqué une confusion dans les vols intérieurs vers le nord de l'Italie, les aéroports de Milan et de Turin étant fermés en raison du brouillard).

Le programme d'assainissement des finances publiques poursuivi par le gouvernement Fasiani souleva, d'autre part, de vives polémiques au Parlement : à l'opposition entière des communistes s'ajouta désormais celle, sans doute moins catégorique, des socialistes-démocrates et des libéraux. Les socialistes-démocrates chrétiens se montrèrent, quant à eux, réservés pour ce qui concerne les nouvelles impositions sur les habitations. Déjà, le gouvernement est en train de faire marche arrière sur ce point de son programme. Il est possible que, dans un tel état de contestation, il préfère renvoyer à plus tard l'élaboration d'un nouveau projet, contentant de prendre les seules mesures concernant la santé et la prévoyance, qui, déjà, soulèvent des protestations.

PHILIPPE PONS

Le président Suharto a présenté jeudi 6 janvier devant le Parlement le projet de budget pour 1983-1984. Renda public à deux mois de l'élection présidentielle - à laquelle le président devrait être l'unique candidat - et alors que la situation économique s'aggrave dans le pays, ce budget se fonde sur une politique d'austérité sévère, en particulier dans le domaine des dépenses. Ainsi, les principales mesures prévues sont :

La décision d'équilibrer le budget, alors que les revenus augmentent de 6,3 % (en raison de l'inflation) et de 6,1 % (en raison de la hausse des taxes), est une réduction des dépenses en termes réels de 4 % environ. Il s'agit là, pour le président, d'éviter « un retour à l'inflation, qui menace la stabilité économique ». Par contre, les dépenses de développement seront poursuivies, en particulier dans l'industrie, les mines, l'énergie, l'infrastructure ou le tourisme, où elles augmenteraient d'environ 20 % : « Nous ferons ce qui est important, a dit le président, et les projets qui peuvent être reportés le seront. » La baisse des revenus pétroliers (- 1,7 milliards de dollars) est en grande partie la cause des difficultés économiques de l'Indonésie. Selon les experts, les devises ont baissé et cela pourrait entraîner une dévaluation de la roupie. L'Indonésie espère toutefois bénéficier de 1983 d'une aide internationale plus importante qu'en 1982, soit 4 milliards de dollars contre 2,6. — (Reuters, U.P.I., Financial Times).

les organismes d'intervention la situation du marché. Pour le lait, il était prévu de prendre des mesures pour compenser les dépenses de soutien supplémentaires et la production dépassait en 1981 de plus de 1 % celle de 1980. Par contre, pour les grains oléagineux - aucune limite quantitative [n'était] imposée à partir de laquelle les prix et les aides seraient réduits. Face à la parole à Rouen, cette fois, M. Guillaume s'est refusé à commenter les propos du ministre.

M. G. [redacted] président de la F.N.S.E.A., est entré en campagne électorale. Le scrutin pour les élections aux [redacted] d'Agriculture aura lieu le 28 janvier. A Perpignan, mardi 11 janvier au soir, il réfute les arguments selon lesquels l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. conforterait la jeune démocratie espagnole, estimant que les Espagnols [redacted] assez grands pour consolider eux-mêmes leur démocratie ».

Banque Is

La Banque Islamique de Développement, institution internationale de financement et de développement, annonce qu'elle organisera un concours international d'architecture relatif au plan d'architecture de l'immeuble des sièges de la Banque Islamique de Développement et de l'Institut de formation et de recherche qui sera construit à Jeddah, Arabie Saoudite.

Les cabinets d'architecture et les entreprises d'ingénierie intéressés par ce projet devront transmettre les éléments suivants en vue de la présélection, au plus tard le 12 Rabiat thani 1404 H, correspondant au 26 janvier 1983 :

1. Le nom du cabinet d'architecture, adresse et n° du télex, les nom ■ qualifications du Directeur, ainsi que les informations similaires relatives aux firmes associées, susceptibles de donner un plan complet d'architecture, de structure, des services de bâtiments, de paysage ■ de travaux extérieurs.

2. Informations relatives à un maximum de 10 immeubles similaires que le cabinet de l'entreprise a conçus au cours des 10 dernières années, y compris :

- Nom du projet, nom du client, les prix et distinctions obtenus, s'il y a lieu.

période de conception du plan, période de construction, coût de la construction (en riyals d'Arabie Saoudite ■ ■ dollars américains), responsabilité, ■ il y a lieu, dans la supervision de la construction.

3. Revenu brut des honoraires au cours des cinq dernières années, sur une base annuelle, pour les travaux de conception de plan d'architecture, ainsi que les références bancaires.

4. Une lettre de transmission certifiant que toutes les informations fournies sont
 Les informations en vue de la présélection devront être soumises aux bureaux du
 Conseiller technique de la Banque pour le concours :

Kattan-Gibb
87, Saqr Quraysh Street
(Main Salamah Street)

Al-Salamah District 1
Jeddah 21442 W4 Sector
Téléphone : 683 3732

Une copie de la lettre de transmission seulement devra être envoyée au :
The Director Of Administration
Islamic Development Bank

Islamic Development Bank
P.O. Box 5925
Jeddah 21432
Saudi Arabia.

La Banque retiendra une liste maximum de 25 cabinets en vue du concours relatif à la conception du plan de l'immeuble dont la superficie sera d'environ 10 000 m² plus des garages parkings.

Un premier prix de SR 100 000, un deuxième de SR 50 000 et un troisième de SR 25 000, ainsi que ■ prix d'honneur seront décernés.

Il est rappelé que les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du commerce.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date de clôture du présent avis.

— — — — —

100

هكذا من الأصل

6 JANVIER

Record battu

Sur le quai-ve durant les précédentes
riogt heures, Wall Street s'est, pour la se-
conde fois de la semaine, brutalement lancé
de l'avant jeudi dans un si bel élan que l'in-
dix des industriels devait s'inscrire, en
clôture, à 1.070,92 (26,33 points de
hausse), soit son niveau le plus élevé de
ces derniers temps. Record battu donc, mais
l'extrême justesse, puisque, lors de sa pré-
cédente performance établie le 27 décem-
bre, le « Dow » avait atteint la cote
070,55.

sera un rendez-vous, mais que son ampleur dépassera toutes les prévisions. C'est une opinion que, cependant, tout le monde ne partageait pas autour du Big Board, plusieurs pronostiqueurs ne se hasardant à prévoir ni ce que serait 1983 sur un plan économique, ni quelle attitude adopteraient les investisseurs.

| VALEURS | Cours de 5 jours | Cours de 6 jours |
|------------------------|---------------------|---------------------|
| Alcoa | 28 1/2 | 31 1/2 |
| A.T.T. | 63 | 63 3/4 |
| Amstar | 31 1/2 | 31 1/2 |
| Chem. Multigrain Basic | 51 | 51 |
| De Pont de Nemours | 49 1/8 | 40 1/2 |
| Eastman Kodak | 68 1/2 | 67 1/2 |
| East | 36 1/2 | 37 1/2 |
| Ford | 33 | 34 |
| General Electric | 39 1/2 | 40 1/8 |
| General Foods | 48 | 45 1/8 |
| General Motors | 36 1/2 | 36 |
| General | 31 | 31 |
| IBM | 67 1/2 | 68 |
| I.T.T. | 33 1/2 | 33 1/2 |
| Johnson & Johnson | 36 | 36 1/2 |
| Kodak | 28 1/2 | 28 5/8 |
| McDonald | 28 1/2 | 28 1/2 |
| Schlumberger | 48 1/2 | 51 |
| Texaco | 31 1/2 | 31 7/8 |
| Union Carbide | 52 1/2 | 52 1/2 |
| U.S. Steel | 21 1/2 | 21 1/2 |
| U.S. Chemical | 37 1/2 | 37 1/2 |
| Xerox Corp. | 37 1/4 | 37 1/4 |

PARIS, 6 janvier

Consolidation

Après deux jours de hausse assez spectaculaire, la Bourse de Paris a éprouvé, jeudi, le besoin de souffler un peu. Une grande activité a néanmoins continué de régner, entretenue par de nouveaux ordres d'achat, mais aussi par d'assez nombreuses ventes bénéficiaires. Mais l'équilibre a pu se faire assez aisément entre l'offre et la demande, et, à la clôture, l'Indicateur instantané s'inscrivait au voisinage immédiat de son niveau précédent (- 0,04 %).

caires, ramendés, en fin de matinée, de 12,75 à 12,25 %. Le marché a bien accueilli la nouvelle en en retenant surtout que la ferme volonté des pouvoirs publics de s'engager, au plan du crédit, dans une politique de franchise délicate, était suivie d'effet.

Comme à Wall Street, une fois encore, les pétroles ont été à l'honneur. Les C.F.R. (+ 9,7 %), en l'us de l'us des hausses, B.P. (+ 5,1 %), Esso (+ 3,5 %).

La forte résistance opposée à la baisse par le dollar s'est traduite par une légère remontée de la devise-sûre, cotée entre 8,31 F et 8,37 F contre 8,26-8,35 F. Paris a suivi cette indication, et le lingot a progressé de 650 F, à 98 400 F. Nouvelle avance du napoléon, dont le cours s'est établi à 696 F (après 687 F) contre 691 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

7 % 1973. - Les intérêts versés le 17 janvier prochain aux porteurs de titres de cet emprunt indexé sur le lingot d'or atteindra le montant record de 643,41 F. Ces dernières années, ils s'étaient élevés à 504,92 F (1982), 609,03 F (1981), 592,96 F (1980), 193,85 F (1979), 168,80 F (1978).

PROCHAINES ÉMISSIONS. — Le 17 janvier, la Compagnie du Rhône et Saône se propose de lancer le premier emprunt de 500 millions, l'autre de 500 millions. Le 24 janvier, la Caisse nationale de l'énergie émettra pour 4 milliards de francs d'obligations et la banque Odier-Brunnger Courvoisier pour 100 mil-

Rappelons que ces intérêts sont calculés sur le cours moyen du lingot durant les trente dernières années de Bourse de l'année écoulée. Pour la période de référence, ce cours moyen s'est élevé à 97 105 F.

INDICES QUOTIDIENS

| | |
|--------------------------|-------------|
| 4 janv. | 5 janv. |
| Valeurs françaises | 99,2 101 |
| Valeurs étrangères | 100,1 102,6 |

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Mars 1981 : 31 déc. 1982)

5 Janv. 6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
 (Taux pris du 7 janvier) 12 3/4 %

\$ DU DOLLAR

| | | |
|------------------------|--------|--------|
| dollar (on year) | 229.65 | 230.95 |
|------------------------|--------|--------|

| VALEURS | % | % chx | VALEURS | Cours | Dernier | VALEURS | Cours | Dernier |
|---------|---|-------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|
|---------|---|-------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|

[illegible]

Marché à terme

[illegible]

| | | |
|-------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR |
|-------------------------|--------------------------|-----------------------------|

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS prix. | COURS 6/1 | Achat | | MONNAIES ET DEVISES | COURS prix. | COURS 6/1 |
|---------------------------|----------------|--------------|--------|--------|------------------------|----------------|--------------|
| Exon-Units (5 1) | 6 658 | 6 658 | 6 450 | 6 800 | Ore (le kilo ou barre) | 97800 | 98400 |
| Aluminium (100 lbm) | 263 500 | 263 500 | 275 | 288 | Ore (en lingot) | 97750 | |
| Argent (100 onces) | 25 602 | 14 409 | 33 300 | 14 400 | Pièces fines (220 gr) | 439 | 89 |
| Plomb (100 lbm) | 256 250 | 256 250 | 280 | 282 | Pièces fines (170 gr) | 439 | 47 |
| Danemark (100 kr.) | 80 350 | 80 430 | 76 | 82 | Pièces fines (220 gr) | 651 | 61 |
| Norvège (100 kr.) | 85 600 | 85 500 | 83 | 89 | Pièces fines (220 gr) | 639 | 69 |
| Grande-Bretagne (5 £) | 9 807 | 10 711 | 10 500 | 11 200 | Suède (100 kr.) | 778 | 780 |
| Grande-Bretagne (100 sh.) | 4 914 | 4 916 | 4 750 | 5 250 | Pièces de 10 dollars | 1705 | 1800 |
| Italie (1 000 lire) | 4 914 | 4 916 | 4 750 | 5 200 | Pièces de 5 dollars | 881 25 | 895 |
| Suède (100 fr.) | 339 480 | 339 750 | 330 | 348 | Pièces de 50 pence | 4085 | 4120 |
| Spain (100 pes.) | 92 080 | 92 020 | 89 | 95 | Pièces de 10 pence | 590 | 58 |
| Australie (100 achi) | 40 370 | 40 310 | 39 400 | 41 100 | | | |
| Canada (100 can.) | 5 345 | 5 341 | 5 050 | 5 300 | | | |
| Portugal (100 esc.) | 7 430 | 7 430 | 6 | 7 200 | | | |
| Canada (5 can 1) | 5 418 | 5 411 | 5 270 | 5 540 | | | |
| Japan (100 yen) | 2 909 | 2 894 | 2 780 | 2 920 | | | |

LES PRODUITS « SANS »

Manger sans sucre, sans alcool ou sans matières grasses. Après les États-Unis, les aliments « basses calories » gagnent la France.
(Lire page V.)

MAHMOUD DARWICH POÈTE DE LA BLESSURE PALESTINIENNE

Militant de la cause palestinienne, le poète exprime l'angoisse de son peuple.
(Lire page IX.)

LE CINÉMA NOIR AMÉRICAIN SORT DU GHETTO

Un cinéma méconnu qui a cependant une longue tradition.
(Lire page XI.)

Le Monde

D I M A N C H E



TUDOR BANUS

Les frissons de Nice

Sur la baie des Anges, le manque d'informations locales nourrit les rumeurs : le négoce craint d'affoler les visiteurs en parlant de sismicité...

Le premier à « en » parler avait été Jean-Pierre Rothé, directeur de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, après le tremblement de terre d'Agadir, en 1960. Cela n'avait pas plu. Mais le volcanologue Haroun Tazieff, lui, n'y était pas allé de main morte : « Entre ce soir et un siècle, Nice connaîtra un séisme destructeur. C'est une certitude absolue », affirmait-il à France-Inter en octobre 1979 (1).

Nice l'exubérante, la fleurie, une ville « comme on aurait à peine osé la rêver », selon l'ancien rédacteur d'un dépliant touristique, se réveillerait-elle dans un cauchemar ? Inconcevable.

Qu'une chiquenarde sismique puisse défoncer la promenade des Anglais, fracasser la plantureuse façade du Negresco, réduire en miettes les belles demeures ombragées de Cimiez, les palais au charme désuet et les buildings s'étagant sur les collines, c'est évidemment pour tous les Nîçois une

perspective terrible et scandaleuse. Quelques années plus tard, un hebdomadaire (2) avait publié un photomontage effrayant : sous un ciel d'orage, un jugement dernier, sur fond d'explosions et d'incendies, on y voyait la ville de la Côte d'Azur effondrée avec, pour corser ce scénario-catastrophe, un raz de marée balayant le front de mer.

Une telle catastrophe pourrait-elle se produire ? L'hypothèse d'un séisme n'est pas à exclure selon les scientifiques avertis. Le fait que la terre ait tremblé dans le passé en Provence et dans l'arrière-pays nîçois implique qu'elle tremblera à nouveau. Les experts de l'Institut de physique du globe de Paris comme ceux du B.R.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières) estiment que le risque sismique, bien qu'il soit plus faible qu'en Grèce ou en Italie par exemple, existe cependant. Des cartes du risque sismique réalisées en 1981 par le B.R.G.M. à

la demande de la direction de la sécurité civile montrent que le comté nîçois est une zone vulnérable, de sismicité moyenne. Le risque y est relativement élevé : la possibilité de séismes pouvant atteindre une intensité VII ou VIII sur l'échelle M.S.K. (3).

Plus que les informations des spécialistes, la polémique de 1979 entre Haroun Tazieff et le maire de Nice, M. Jacques Médecin (4), aura contribué à sensibiliser l'opinion locale.

Nice pouvait-elle cependant s'émouvoir durablement ? Aujourd'hui encore, on la partage entre la franche incurie, l'indifférence, une sorte de fatalisme parfois d'une sourde inquiétude.

« Que voulez-vous, on se trouve sur la ligne du feu », dit Nathalie, quatre-vingt-deux ans, marchande de poisson sur la place Saint-François du Vieux Nice. Si on arrive, ça arrive. « Pour moi, lance-t-elle à la cantonade, il vaut

mieux mourir d'un tremblement de terre que d'un cancer ».

« Ça nous pend au nez »

A force d'avoir entendu parler de tout cela à tort et à travers, Christian, préposé aux P.T.T., est convaincu de l'imminence d'un séisme. « Il y a déjà eu un petit raz de marée, ça pourrait en avoir un plus fort... Ça nous pend au nez ».

La rumeur se répand au temps d'autre, diffuse, incontrôlable, tel un feu de brousse. Ou bien Nice ne veut rien entendre ou elle est soumise, pour un jour, une semaine, à l'empire des ragots de bistrot, « on dit » et des spéculations les plus fantaisistes. Des bruits alarmants surviennent chaque fois que se produit un cataclysme dans le monde. Périodiquement, le service de sécurité de la mairie est assailli d'appels de

léphoniques d'habitants inquiets... En 1979, les prévisionnistes à la petite semaine, identifiés à un jour, firent savoir qu'un « raz de marée » (sic) était prévu pour le 14 juin et qu'un séisme suivrait le 1 août...

Le cataclysme n'eut pas lieu, mais quelques jours plus tard, le 16 octobre, un tsunami, dû à un effondrement sous-marin près de l'aéroport, a fait une dizaine de victimes...

L'événement, d'une exceptionnelle gravité, ne donnait-il pas raison aux « oiseaux de mauvais augure » ? De là à penser que Nice allait connaître le séisme final, il n'y avait qu'un pas. Certains s'inquiétèrent pour de bon. Eliane, coquette quinquagenaire dont les salons au mobilier Louis XV donnent sur la place Masséna, se demande s'il ne lui faudra pas « émigrer vers la basse-que ». Les gens du dessous, « les gens très bien », n'ont-ils pas fait leurs valises en septembre dernier pour aller habiter Toulouse ?

Les plus inquiets prennent leurs précautions, prévoyant même le jour du repli dans l'arrière-pays. « Moi, dit cette passante qui fait ses emplettes au cours Saleya, dans le Vieux Nice, si je salue, je pars chez ma fille à la campagne. J'ai un lit qui me plaît ! ». Le week-end dernier, un chauffeur de taxi a transporté une famille au Cannet, à 20 kilomètres : « On leur avait dit qu'il devait y avoir une secousse dimanche matin... Alors ils ont réservé une chambre à l'hôtel, le plus loin possible ! ».

MICHEL HEURTEAUX.
(Lire la suite page III.)

(1) Emission de Claude Villers, France-Inter, 18 septembre 1979.
(2) Paris-Match, N° 1 426, 25 septembre 1979.
(3) L'échelle M.S.K. (Medvedev, Sismique, Karik) mesure les séismes (l'intensité) des tremblements de terre. Elle va de I à XII. Au degré VII, des constructions en mauvais état sont endommagées ; au degré VIII, des constructions solides peuvent subir de sérieux dommages.
(4) Action Nice-Côte d'Azur. Mensuel d'information régionale. N° 1979.



DÉVOTIONS

Religiosité populaire pas morte. Le pèlerinage à Sainte-Tarcisse, dans l'Aveyron, attire toujours les habitants du voisinage. Sans qu'aucun communisme profane s'y mêle...

Les églises de ce coin du Rouergue ne sont pas plus belles que ce valлон de Rodelle (à 20 kilomètres de Rodez) où l'on étire dite la maison au contrebais d'une énorme tour de calcaire. Car ici les colonnes sont de la hauteur de haute futaie. Les voûtes : le chant des oiseaux dans les frondaisons. Cherchant à éviter le centre de cette nef ombragée, les pèlerins regroupés sur les pourtours, près d'une chapelle au-dessus de 30.

prières ■ d'invocations, à un professeur ■ médecine de Toulouse d'avoir enfin ■ sille. Baptisée naturellement Tarcissia !
 - Vous venez ■ les ■ ici ?
 - Oui, bien sûr ! »

Les attraits du monde

exploitants ont plus de 50 ans. Les jeunes préfèrent s'en aller vers les villes de la région, mieux, vers Paris. La commune de Rodelle, 1 230 habitants après la guerre de 1914, en compte à peine 800 aujourd'hui.

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Il y a un an, ils avaient cru pouvoir « se placer » eux-mêmes, échapper à l'attente. Au début, ils ont connu la célébrité, le nombre et le succès. Mais ils n'ont pas tenu la durée...

trente-sept collégiés, le professeur de mathématiques du lycée de Saint-Herblain, a été nommé directeur de l'agence. L'opération « Les chômeurs », plus précisément, elle avait pour but de faire passer les jeunes chômeurs qui avaient l'habitude de rester chez eux, à la recherche d'un emploi, vers une agence d'insertion professionnelle.

sur son fichier de 800 demandeurs d'emploi : les mariés n'ont pas d'employeurs au sont faits au plus en plus rares. L'initiative qui avait, en janvier 1982, marqué les esprits grâce à la jeune mariée s'est renouvelée dans la région de la Loire-Atlantique. Un record absolu.

Au CAP, c'est l'absence de bilans. Que fait-on avec le collectif chômeurs ? On continue ou on arrête ?

pour remettre à jour le fichier des chômeurs, assurer les performances au téléphone, reprendre contact avec les employeurs et tenter de reconstituer, avec des éducateurs spécialisés, un petit réseau de relations. Une technique, certes, à quelques mois. Cette fois, le CAP est dédié à la fois « *dirigiste* », s'il faut « privilégier la « *qualité* » sur la « *quantité* ».

Boutier, vingt-huit ans, a vécu l'aventure depuis le premier jour. Il habite, avec sa jeune femme et leur bébé, dans la tour du Sillon de Bretagne, célèbre pour ses étages, de neuf logements. Il est un des 250 artisans de l'armement — un acif sur quatre, — de l'imprimerie où il travaillait comme photographeur offset l'a licencié. Désœuvré et débou-

A la mi-décembre, les chômeurs, qui ont découvert la solidarité, ont un autre projet : le récolte des huîtres de la baie de Bourgneuf pour les fêtes de fin d'année. Mais les coquillages sont malades et il n'y a pas d'embauche. C'est à nouveau le désespoir et l'ennui au pied de la tour.

Par centaines, des lettres de chômeurs ont afflué, dans le style : « Peut-être que [] pour mal. » Les employeurs ont commencé aussi à se manifester, intrigués par le slogan collectif : « La rapidité avant tout ! » Il a fallu organiser un fichier pour classer par spécialités professionnelles les [] d'emploi. Mais le plus gros « carroux » a été celui de la qualification : 20 % des emplois !

« Une pièce dans le flipper »

Mais, **en** le printemps, l'euphorie du démarrage s'est envolée. Estompé aussi le vedettariat grisant ! « Cinquante chômeurs dans le fichier, ça ne te donne pas le temps de cher-

Alex Chauvel, éducateur au CAP, qui avait joué le rôle de ferment, puis assuré toutes les liaisons entre le groupe et l'association, est devenu sous-directeur de la mission locale mise en place dans l'agglomération nantaise pour l'emploi des seize dix-huit ans. Privés de ce soutien — discret, mais

prévient même Jean-Marc Ayrault, le jeune maire de Saint-Herblain.

La structure, devenue centrale de services, a permis aux éducateurs de découvrir les risques de telles initiatives quand le suivi des placements et les relations avec les employeurs ne sont plus assurés. Certains chômeurs placés par le collectif ont ainsi été utilisés par des patrons peu scrupuleux qui se

de Raymond Pantal. Appelés à un bilan critique d'une initiative enlisée, les militants de la prévention veulent en revenir à un projet plus général et plus modeste à la fois : « Etablir des solidarités entre les chômeurs pour éviter que chacun reste isolé ou ne glisse vers la délinquance, par ennui, par révolte ou, tout simplement, par besoin d'argent ».

de code de la route gratuite sont proposés aux autres pour leur permettre d'acquiescer un permis de conduire et leur donner un centre d'intérêt. Les éducateurs préparent un camp d'été pour les familles les plus démunies qui ne sont jamais parties en vacances : toutes ont un ou deux enfants dans le fichier.

Claude Boutier est aujourd'hui amer : « **Le petit groupe** s'est fait avaler par le



NICOLAS VIAL

Les produits « sans »

Les Américains sont devenus des inconditionnels des aliments « basses calories », sans sucre, sans alcool ou sans matières grasses. Le mouvement va-t-il gagner la France ?

AUX Etats-Unis, le phénomène est apparu au début des années 60, gagnant d'abord la famille des boissons rafraichissantes : limonades, sodas et autres jus de fruits. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, une bouteille de soda ou de jus de fruits sur cinq est une « sans sucre » dont le sucre a été remplacé par un édulcorant ou synthétique : moins d'une calorie au demi-litre.

Coca-Cola était solidement le marché avec sa marque Tab et son récent « Diet Coke ». Mais les fabricants se livrent à une lutte acharnée, sur le « sans ». « Tout le goût, les calories, les moins ». L'argument semble convaincant, puisque, d'après certains, les produits de « non sucrés » devraient dépasser 30 % du marché vers 1990.

Il est vrai que la « forme » et la « ligne » sont devenues outre-Atlantique des impératifs. De séduisantes mises en garde ont contribué, ces dernières années, à amplifier le mouvement. Un rapport publié en 1977 par une commission sénatoriale sur l'alimentation établissait un bilan sans complaisances, assorti de « recommandations » quasi commanditaires : à chacun de réduire sa consommation de sucre de 45 %, celle de graisses de 25 %.

Si ces conclusions ont fait l'objet de nombreuses controverses, le message est passé. Un Américain sur deux déclare suivre un régime pour maigrir, de façon épisodique ou permanente. Les industriels de l'agro-alimentaire ont rapidement lancé sur ce fabuleux créneau, créant une nouvelle génération d'aliments, des substituts de produits « normaux », allégés en matières grasses, en sucre et en alcool.

Dans les magasins, on peut ainsi répertorier quelque cinq cents variantes « diet » : toute la gamme des sodas, mais également des bières « légères », moins alcoolisées et moins sucrées. Et surtout, le tout-venant de l'épicerie : des produits laitiers aux bonbons et aux biscuits, sauces de salade aux entrées, du sirop d'érable aux plats cuisinés.

Le label « allégé » fait vendre, et il se multiplie d'année en année, plus rapidement qu'il ne fait l'objet d'aucune définition réglementaire particulière. Des conserves de thon en ont même été affublées, sous prétexte que, présentées « au naturel », elles apportent trois fois moins de calories que leurs homologues « à l'huile ». On trouve même des pâtes « basses calories » pour chiens ou chats.

Par comparaison, le menu « régime » proposé aux Français apparaît pour le moins modeste. On y trouve surtout des produits laitiers, allégés en matières grasses : laits, fromages blancs à 0 %, fromages entiers à 25 %, « faux » beurre, 41 % de matières grasses au lieu de 82 %, au minimum dans le « vrai ». Pour le reste, il faut se contenter d'une confiture « moins sucrée », de quelques apéritifs sans alcool (passis, bitter) et de bières version « sans trop d'alcool ».

L'homme « se laisse tenter »

En fait, on « allège » au coup par coup, parfois même par hasard. M. Patrick Jouanno, responsable marketing à l'Union de brasserie, explique : « Notre label 33 Export avait toujours présenté une teneur alcoolique inférieure à celle de ses concurrents : 4,6 degrés au lieu de 5 degrés. Mais nous n'insistons pas sur cet aspect. Ce sont des enquêtes qui nous ont révélé qu'elle était appréciée précisément pour sa légèreté. Alors nous avons décidé de le crier haut et fort ».

L'opération paraît encore risquée pour les industries : « C'est un pari que de lancer un produit « plus de fruits, moins de sucre », estime une responsable de Lenzbourg. Nous touchons à des produits chargés d'une grande affectivité, et nous sommes à la tradition. Mais les résultats sont excellents : après deux ans, le régime « allégé » représente 10 % de notre chiffre d'affaires en confitures ».

Le succès que rencontrent ces « produits moins » a attiré

gient en moyenne 5 à 10 % des produits de référence — mais l'existence d'une demande latente de la part des consommateurs : un public de jeunes adultes, surtout des femmes, qui peut s'étendre. « C'est la femme qui fait entrer le régime blanc à 0 % dans le foyer, c'est un responsable de Gervais-Danone. Après quelque temps, l'homme se laisse tenter, et se redonne ».

Sans doute, l'alimentation ne souffre-t-elle pas d'un déséquilibre que l'on remarque outre-Atlantique, mais l'impératif de la « ligne » a traversé l'Océan. Au grand étonnement d'ailleurs, certains Américains, qui voient dans les produits « allégés » une injure à la gastronomie.

Mais les autorités médicales ne sont pas si sûres. Elles signalent que 10 % de la population souffre du surpoids, et que, dans les années 70, 24 % des Français suivaient un régime alimentaire, de leur propre initiative ou sur les conseils d'un médecin.

Souvent la consommation d'« allégés » prend l'allure d'une autoprescription : on effectue un arbitrage entre « vrais » et « faux », au gré des occasions. « On déjeune chez soi d'un fromage allégé, on garde le plaisir du roquefort pour le dîner », explique une responsable des fromageries Bel. De la même manière, certains produits « allégés » ont un certain succès au début de l'année — il s'agit de faire passer les maigres des fêtes — et avant l'été — pour commencer l'année du maillot de l'année précédente.

La relative pauvreté du menu « basses calories » que nous proposent les industriels s'explique par l'existence d'une réglementation particulièrement contraignante : composée de produits de base vieux de près d'un siècle, elle s'attache à définir très précisément le domaine de l'alimentaire par rapport à celui de la « santé ». Et à en verrouiller soigneusement les frontières.

Les édulcorants de synthèse sont les premières victimes de ces

interdits. Bannis des produits alimentaires par une loi de 1902, les « sucrettes » sont réfugiées en pharmacie. A tous ceux qui ne peuvent se passer de douceurs, elles proposent des pouvoirs sucrants de trente à cinq cents fois supérieurs à ceux du sucre, pour une facture calorique pratiquement nulle.

Nos édulcorants sont classés comme « produits non médicamenteux », explique un spécialiste des laboratoires Searle. Ils sont bâtards, pour de pseudo-médicaments, qui s'adressent plus aux seuls diabétiques, mais sont de plus en plus consommés par le grand public, pour des raisons de régime.

La restriction autour de ces édulcorants n'est pas close. Largement utilisés aux Etats-Unis — 2 millions de tonnes et demi par an — ils ont été soupçonnés de posséder des effets tératogènes et cancérigènes. Après les cyclamates, interdits par la Food and Drug Administration (F.D.A.) en 1969, la saccharine a été l'objet, depuis la fin des années 70, de rapports contradictoires quant à sa toxicité. Elle est tolérée par l'administration, mais les industriels la remplacent progressivement par un nouveau produit, l'aspartame, dont l'innocuité est l'objet des plus sévères vérifications.

Une réglementation hypocrite

Que l'interdiction française ferme à l'industrie la possibilité de développer ces lignes de produits « sans sucre » ou « sans gras » va croissant aux Etats-Unis. Les pouvoirs publics s'abritent derrière un souci de protection des consommateurs. Certains fabricants rétorquent que la puissante F.D.A. ne peut sérieusement être taxée de laxisme, que, de toute façon, notre loi vise d'abord à protéger l'industrie sucrière.

Quant à la composition des beurres, fromages ou yaourts, elle est réglementée avec une telle minutie (1) qu'elle laisse

peu de marge de manœuvre à l'innovation. Le ministère de l'Industrie lui-même note que « l'usage de référence moderne (la réglementation) impose des critères dépassés » (2). Ainsi le « faux beurre » n'a pas droit à être cité dans les rayons alimentaires, il doit au préalable présenter une « spécialité laitière à teneur en lipides réduite ». Quant au « faux camembert », il devient une « pâte molle allégée ».

Dès lors, ces aliments sont contraints d'entrer dans le cercle très fermé des « produits diététiques et de régime » (3) : une catégorie de denrées à mi-chemin entre l'aliment et le médicament, soumise à des contrôles extrêmement rigoureux puisque réservées en principe à des exigences nutritionnelles particulières (alimentation de la femme enceinte, du convalescent, du diabétique...).

Ainsi, des industriels dont la vocation est de fabriquer des produits de consommation massive ont été contraints, par une réglementation hypocrite, de choisir une voie « diététique » pour laquelle ils n'avaient aucune attente, et un responsable des services de la répression des fraudes.

Les fabricants d'« allégés » éprouvent aussi des difficultés à trouver les termes propres à convaincre les consommateurs. Les Américains ont résolu le problème en appelant un chat un chat, et en faisant du terme « basses calories » un label très recherché. Mais les équivalents français de « diet » ou « substitute » — régime, succédané — renvoient, au pays de la gastronomie, à un imaginaire rébarbatif, synonyme de restrictions ou de privations. « Le risque majeur pour les « allégés » est d'être perçus par les consommateurs comme d'une qualité médiocre », confirme Patrick Jouanno.

Tous les professionnels ont en mémoire l'échec retentissant des trois bières « basses calories » (débarassées d'une bonne partie du sucre) dans la malte lancées à partir de 1978. Deux marques ont disparu, la troisième ayant depuis lors banni le terme « calorie » de sa publicité pour se réfugier dans le registre de la lé-

gèreté. Le public est plus réceptif à un langage allusif qui cultive l'expression « sans trop de », voire l'allégorie. Les noms de marques comme Taillefine ou Sylphide présentent l'immense avantage de tout suggérer sans rien affirmer.

De la même manière, nombre de fabricants évitent de promettre une réelle équivalence de goût entre le « vrai » et le « faux ». Bien qu'ils s'efforcent d'obtenir des saveurs proches de celles des produits de référence, certains mettent leur point d'honneur à présenter les « allégés » comme des aliments à part entière. « Notre pastis sans alcool n'est pas une imitation de pastis, affirme-t-on chez Ricard, mais une boisson originale. Une boisson rafraichissante à la menthe anisée ».

En revanche, les produits « moins » fournissent matière à créer une nouvelle gastronomie. Les laboratoires Searle mettent au point une série de « desserts douceur » élaborés avec de l'aspartame. La marque Taillefine s'associe avec les éditions Nathan pour publier un recueil cuisine et bien-être riche de soixante recettes au yaourt ou au fromage blanc.

Si ces initiatives s'avèrent payantes, elles apportent surtout la preuve que les « allégés » doivent d'abord emprunter le chemin de la bonne chère pour se faire admettre dans nos cuisines. Les fabricants en sont conscients, et ils estiment improbable que la famille des « moins » puisse s'agrandir dans un avenir proche. Nul cassoulet, nulle choucroute allégée ne dorment dans les dossiers.

BEATRICE D'ERCEVILLE.

(1) Le décret n° 1000 du 29 juin 1934, sans fraude, est le premier décret réglementaire qui complète.

(2) Rapport numéro 1 (mai 1981), publié par la Mission d'innovation : Industrie alimentaire et alimentation.

(3) La réglementation découle de trois principes : circulaire du 3 août 1966, décret n° 24 janvier 1975 et arrêté n° 20 juillet 1977.

Une galaxie audiovisuelle francophone

Les satellites de diffusion directe vont permettre d'« arroser » l'Europe. Les chaînes de télévision francophones doivent s'organiser pour en profiter.

LES satellites de télédiffusion directe (1) français finiront-ils comme Concorde ? L'origine du programme franco-allemand T.D.F. 1-2- T.V.-SAT est d'une visite effectuée en Chine par des ingénieurs allemands que les plus hautes autorités de l'Etat sollicitèrent l'industrie européenne pour la construction d'un réseau de satellites de télédiffusion directe. Ce « syndrome chinois » semble aujourd'hui continuer de peser lourdement sur le programme engagé dans l'optique d'exportation de technologie.

Le match Ariane navette spatiale, d'une part, et les négociations sur l'espace audiovisuel européen, d'autre part, ont placé en première ligne les ingénieurs et les diplomates. Pendant des temps, les hommes et les femmes qui font la télévision et les citoyens-télépectateurs observent ces grandes manœuvres sans en comprendre les règles ni en saisir l'enjeu.

Pourtant les satellites de télédiffusion directe représentent pour les télévisions publiques le plus grand défi de leur courte histoire. On le sait, la nature a horreur du vide ; quels que soient les boucliers qui seront brandis, avec ou sans câblage des foyers, il est impensable que tout ou partie des millions ouverts par les satellites ne soient pas utilisés. Si les télévisions publiques n'y prennent pas place, on voit pas au nom de quoi en refuserait la concession à des sociétés privées. Le problème n'est plus aujourd'hui de savoir s'il ou si elles ont le droit de le faire, mais bien plutôt d'organiser la production des programmes et le rôle des organismes qui diffusent sur satellite français.

Le gouvernement ne peut cependant avancer en matière qu'avec prudence, il n'ignore pas que le marché publicitaire

n'est pas élastique, et que la ponction nouvelle opérée par les satellites risquerait de déséquilibrer une construction déjà fragile. Mais puisque l'on refuse aussi bien à augmenter la redevance qu'à créer une « télévision de première classe » par le biais du péage, comment financer ces programmes de télévision qui inciteraient les foyers à une dépense d'investissement (achat d'une antenne parabolique) ou de fonctionnement (abonnement au câble ?) (3). Certainement pas en se contentant de dupliquer les programmes de TF1 et d'A2. La question serait-elle donc insoluble ?

Tous les spécialistes s'entendent aujourd'hui pour considérer la prolifération sauvage des stations privées que connaissent les Italiens comme un repoussoir. Si le système mixte anglais qui organise harmonieusement les rapports entre le service public et les producteurs privés nous envoie, mais l'ouverture, même planifiée, du secteur privé n'est pas plus la panacée ; les coûts de production sont devenus tels qu'il sera plus en plus difficile à qui que ce soit de produire des dramatiques ou des séries, si l'on s'enferme dans les frontières économiques de son marché. L'indépendance nationale, audio-visuelle ailleurs, mise en cause par des solidarités économiques contre lesquelles les volontarismes idéologiques ne peuvent rien.

Des filiales internationales

Comment, dans ce contexte, ne pas apercevoir l'occasion qu'offrent les satellites d'un élargissement des structures de production en même temps qu'une diversification des audiences, les investissements consentis étant amortis sur des populations numériquement plus importantes ?

A l'horizon des années 90, trois galaxies audiovisuelles s'otoient : la galaxie anglophone, qui risque d'englober une grande partie de l'Europe Nord ; la galaxie hispanophone, avec les possibilités offertes en Amérique latine et centrale ; et enfin la galaxie francophone. Les satellites permettent d'envisager une, voire plusieurs chaînes francophones transcontinentales ; la mise en ligne des satellites de télécommunication et des satellites de diffusion directe n'est qu'une utopie. Le critère de la langue, quelles que soient les techniques pour « doubler » la bande sonore, l'expérience l'a prouvé, compte pour beaucoup dans le choix des télépectateurs.

Pourquoi donc ne pas créer des filiales, à caractère international, de sociétés belges, canadiennes, françaises et suisses qui pourraient rivaliser avec les majors nord-américains ? De telles sociétés qui auraient reçu la concession du canal du satellite offriraient aux télépectateurs de ces pays aussi bien des programmes que des sociétés mères que des programmes originaux.

Ces sociétés pourraient avoir un statut de société d'économie mixte et rassembler des producteurs privés et des sociétés de programmes publiques. La production proprement dite serait le cadre d'un holding, la programmation étant assurée dans chaque pays par des sociétés nationales, responsables devant les autorités de chaque Etat ; ces sociétés pourraient ainsi librement organiser leurs grilles de programmes en fonction des habitudes du public et de la situation de concurrence dans laquelle ils se trouvent.

On aboutirait ainsi à un système très souple, de « décrochages », comparables à ce qui se passe quotidiennement pour les programmes régionaux sur TF3. Les décrochages permettraient aussi de résoudre le problème de décalage des fuseaux horaires

dans ce vaste ensemble géographique.

Quels programmes les télépectateurs de cette zone géographique francophone pourraient-ils voir ? Des informations, d'abord produites localement par des géographes. Ainsi par exemple les télépectateurs canadiens verraient-ils immédiatement les actualités de l'Europe par les yeux des journalistes européens, ou les télépectateurs français l'actualité de l'Afrique par des Africains. Un journal plus abondant, donc, comparable à ce qu'offre la quatrième chaîne britannique ou les réseaux de télévision canadiens.

Par le « sponsoring »

Ensuite des programmes destinés à des publics spécifiques sur des sujets déterminés en fonction des talents reconnus de chaque pays ; par exemple, des programmes pour enfants venant du Canada et des programmes scientifiques de Suisse. Emissions régulières qui seraient programmées dans la même semaine sur tout le réseau. Enfin les programmes classiques dont le financement serait automatique, assuré sur la base de coproductions : téléfilms, programmes culturels, documentaires de création... Enfin des programmes venant des sociétés mères, chaque pays mettant à la disposition des autres des programmes pour diffusion sur un territoire que le sien.

Comment financer une telle chaîne ? Par le « sponsoring » d'émissions et la publicité : les grands annonceurs ne manquent pas d'être intéressés par des investissements publicitaires qui leur permettraient d'acquiescer en une fois au temps d'antenne à diffusion internationale. Ce prélevement ne déséquilibrerait ni la publicité dans la presse ni la télévision régionale puisque les cibles ne seraient pas les mêmes.

Les hommes de télévision belges, canadiens et suisses qui

affrontent en permanence une situation de compétition rude avec leurs grands voisins appellent de leurs vœux le renforcement du pôle francophone. Ils souhaitent que la circulation des programmes et des personnes et que des échanges permanents donnent vie à cet ensemble.

Un premier pas vient d'être franchi : les trois chaînes françaises, la S.S.R. (Suisse romande) et la R.T.B.F. (télévision belge) sont sur le point de conclure des conventions afin d'assurer, par le biais du satellite O.T.S., un programme francophone hebdomadaire. Le signal diffusé par ce satellite doit être capté par les antennes des stations de télévision et des câbles distributeurs. Un G.I.E. sera constitué. Cette initiative, situant dans le « projet culturel extérieur » élaboré par la télévision des relations culturelles, scientifiques et techniques (4), sera soutenue par les diplomates. Mais sera-t-elle comprise par les responsables des chaînes qui résistent, par exemple, à acheter des programmes québécois « à cause de l'accent » ?

L'espace audiovisuel francophone devrait être concret dans le dialogue Nord-Sud. Les satellites pourraient contribuer à la circulation des programmes de télévision venant des francophones d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient et des Caraïbes.

Il faut en ce domaine être très vigilant : s'il y a de l'intérêt des pays économiquement développés de connaître les cultures des pays du tiers-monde que se fissent leurs programmes de télévision et leurs films, il n'est pas de l'intérêt de l'Afrique, par exemple, de recevoir massivement des programmes de télévision venant des pays septentrionaux. Les décalages économiques et sociaux sont trop importants, et les différences culturelles trop

fragiles pour être exposées sans discernement au laminoir des programmes des pays économiquement développés. Il faut qu'il y ait un dialogue, et non pas bombardement à sens unique.

L'espace audiovisuel francophone doit devenir demain une réalité institutionnelle. Si revient aux politiques et aux diplomates d'en jeter les bases, c'est aux professionnels de télévision qu'incombe la tâche de construire les structures permanentes qui permettront la circulation des programmes et des personnes. Ouvrir la télévision à la francophonie, c'est donner aux télépectateurs de notre pays accès à de nouveaux programmes, mais c'est aussi ouvrir les producteurs, réalisateurs et programmeurs francophones à un contexte international qui permettra d'affronter en force une compétition qui s'annonce aussi dure dans le domaine de la télévision que dans le cinéma. Pour nous-mêmes nous ne pouvons que nous encourager.

MICHEL ANTHONIOZ, chef du service des publications de l'Institut national de l'audiovisuel.

- (1) Les satellites de diffusion directe représentent pour les télévisions publiques le plus grand défi de leur courte histoire. On le sait, la nature a horreur du vide ; quels que soient les boucliers qui seront brandis, avec ou sans câblage des foyers, il est impensable que tout ou partie des millions ouverts par les satellites ne soient pas utilisés. Si les télévisions publiques n'y prennent pas place, on voit pas au nom de quoi en refuserait la concession à des sociétés privées. Le problème n'est plus aujourd'hui de savoir s'il ou si elles ont le droit de le faire, mais bien plutôt d'organiser la production des programmes et le rôle des organismes qui diffusent sur satellite français.
- (2) L'Etat luxembourgeois a reçu la conférence de Genève, organisée par l'Union internationale des télécommunications en 1977, une fréquence pour le satellite de diffusion directe, qui débordera largement sur l'Allemagne, la Belgique et la France. Des réserves ont été exprimées, en Belgique, en France et en Allemagne, sur l'opportunité de favoriser le lancement de ce satellite.
- (3) Les récentes décisions de gouvernement français en matière de câblage et les réseaux très étendus existant déjà en Belgique et au Canada conduisent à penser que l'on s'orientera dans cette dernière direction.
- (4) Voir le Monde du 1 novembre 1982 : « Un programme de télévision francophone sur les réseaux européens en 1983 ».

CRIBLE

A SUIVRE

Publications scientifiques techniques

La Commission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) a lancé en 1981 une enquête sur les périodiques scientifiques et techniques français. Elle en a répertorié 1655. Voici comment ils se répartissent : Sciences humaines 42 % ; sciences de la vie 30 % (dont médecine 16 %) ; techniques 22 % ; sciences de la terre 8 % ; mathématiques, physique, chimie 4 %.

(*) Bulletin d'information MIDIST : 280, boul. Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 350-32-50.

Les Américains et leur santé

Les lecteurs de la revue américaine *Psychology today*, répondant à un questionnaire sur la santé, jugent celle-ci plus importante que l'amour, le travail, l'argent. 80 % d'entre eux s'estiment en bonne santé, 10 % en mauvaise, 10 % en exercice, un tiers a renoncé au sucre. Les « vigilants » (majoritaires) surveillent leur régime et leurs activités, se reprochent d'être trop attentifs à leur santé lorsqu'ils tombent malades. Les « négligents » croient à l'efficacité de la prière, de l'optimisme. Pour eux, la santé est le plus important. Les « équilibrés » (les moins nombreux) pensent que la santé est responsable de leur bonne ou mauvaise santé.

(*) *Psychology today*, Ziff-Davis Publishing Company : 1 Park Ave, N.Y. 10016 New York, Etats-Unis.

Planter l'ordinateur

Une équipe de scientifiques de l'Institut asiatique de technologie (Thaïlande) a déterminé les principales cultures en fonction des régions du pays. Une carte pilote effectuée dans les deux provinces de Khon-Khaen et Roi-Et, nord-est de Thaïlande, qu'en modifiant les dates de

BOITE A OUTILS

L'industrie de l'information

Le Groupement français de producteurs de bases et banques de données a lancé en 1981 une enquête internationale auprès des producteurs sur le statut juridique des bases de données, leur domaine, la nature des données traitées, leur distribution géographique, les conditions d'accès, les redevances. Deux cent cinquante-sept (44,2 %) d'origine géographique très variée (Amérique du Nord, Amérique latine, Ja-

pon, Afrique du Nord, Europe...) ont répondu.

Les résultats de l'enquête, qui viennent d'être publiés, montrent que le monopole de l'information en France n'est pas un fait, en particulier dans le domaine des bases de données spécialisées, le secteur affaires et économie, qui est en outre le plus rentable.

(*) Groupement français des producteurs de bases et banques de données, 103, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : (1) 350-32-22, poste 414.

La petite lucarne

Le dernier numéro de la revue *La petite lucarne* est consacré à la « Télévision demain ».

Il est des professionnels du domaine, sont sur le tour des yeux : les marchés économiques d'un marché mondial en pleine expansion. Les plus grands consommateurs ne sont pas toujours les grands producteurs, la télédiffusion (ou l'audiovisuel domestique), la quatrième chaîne, l'Europe, les médias de l'âge de la télévision. La France sur fibres optiques, le câble, la vidéo, la télégraphie, la téléphonie par satellites, l'écran plat, le télé-solaire, le télé-judic. Un panorama très dense, très qualitatif, et très accessible au grand public.

(*) Science et Vie, 5, rue de La Baume, 75382 Paris Cedex 12. Tél. : (1) 363-01-02.

Une ferme

dans cinquante ans

Sarah Pharo présente dans *Spectrum*, une image de la ferme dans cinquante ans. Elle est la ferme de demain, une machine montée sur poutre, insérée dans un environnement artificiellement automatisé par ordinateur : toutes choses qui ont des racines dans les réalités de la vie agricole du vingtième siècle. Les tracteurs et les outils qu'ils entraînent, les champs labourés, les haies en balles, les animaux paissant, les prés, les rivières, tout cela sera aujourd'hui les drains en terre cuite et les tuyaux de trait.

« La vache sera guidée mécaniquement vers une machine à traire à convoyeur, recouverte par lecture de son implant. Elle sera alimentée automatiquement selon ses besoins propres, avec une pâture liquide, selon toute probabilité. Pour éviter le gaspillage, il se peut que l'ordinateur lui donne d'abord 80 % de la ration qu'il a calculée pour elle et ne lui serve les 20 % restants que lorsqu'elle aura son premier lot, et encore, la ration qui se traite ne soit pas terminée pour que la distribution du deuxième lot ne retarde pas le reste du troupeau ».

par Annie Batlle

(*) Central Office of Information, Room 100, Whitehall, SE1 7DU, Londres. Tél. : 241 1259 4300.

RENCONTRES DU FUTUR

Biotechnologie et C.A.O.

Le mardi 25 et mercredi 26 janvier 1983 aura lieu à l'Institut Pasteur, à Paris, un colloque international sur la Biotechnologie et la conception par ordinateur. L'initiative de Joël de Rosnay, directeur des applications de la recherche à l'Institut Pasteur, et de Joël Janin, professeur de biophysique à Orsay. Il sera consacré aux interactions entre biomolécules et machines informatiques et applications biologiques, en particulier aux médicaments.

Cette réunion doit permettre aux laboratoires concernés de confronter leurs expériences, notamment dans le domaine de la représentation graphique de molécules et de macromolécules d'intérêt biologique et pharmaceutique, de la simulation par ordinateur des interactions entre molécules, de la conception des molécules nouvelles assistées par ordinateur.

(*) Pasteur, 25, rue Docteur-Roux, 75013 Paris. Informations auprès du professeur Joël Janin. Tél. : (6) 41 11 77 (Orsay).

ETRANGER

Les eaux limpides de la rivière Franklin en Tasmanie

En Tasmanie, île australienne, aux effets de la crise mondiale s'ajoutent ceux d'une bataille pour l'écologie : comment sauver la vallée de la rivière Franklin ?

L'HISTORIEN de l'économie Geoffrey Blainey a écrit, pour expliquer le développement de l'Australie et ses aléas, la « tyrannie de la distance ». Cette tyrannie influe par exemple sur le fait que la Tasmanie, une île de 68 382 kilomètres carrés au sud-est du continent australien, dont elle est séparée par le détroit de Bass, les Tasmaniens ont toujours eu peur d'être coupés du reste du pays : les cartes de l'Australie ignorent, souvent, l'existence de leur île.

Au cours de ces dernières années, l'économie de la Tasmanie a été terriblement éprouvée. La production à Mont-Lyell, autrefois la plus grande mine de cuivre au monde, a été presque totalement arrêtée. Comme pour ses pommes, la Tasmanie en produit huit fois moins qu'il y a dix ans. La concurrence avec des industries agro-alimentaires, placées dans d'autres pays sous le contrôle de l'Etat, en particulier en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud, est trop inégale pour les petits producteurs locaux, qui en sont restés aux vieilles méthodes d'emballage et d'affrètement.

Hobart, la capitale, 140 000 habitants sur les 380 000 environ qui peuplent l'île, se niche du mont Wellington, au sud de la Tasmanie. Son port n'est plus maintenant que l'ombre de sa gloire passée. Il s'agit d'ailleurs de l'arrivée de la fameuse course annuelle à Sydney. Avec la conteneurisation, les lignes maritimes se sont déplacées vers le Nord.

La vie politique en Tasmanie était, jusqu'à présent, celle d'un petit bourg. Et cela bien que l'île regorge d'hommes politiques. Avec un Parlement à deux Chambres, un gouverneur et ses adjoints, et les municipalités, la Tasmanie devrait être parmi les pays les plus « gouvernés » du monde.

Pendant quarante-huit ans, le pouvoir a été détenu par un parti travailliste très... Mais, depuis deux ans, le corps politique-tasmanien est en plein désarroi. Au centre du débat une rivière et un barrage et, au-delà, l'avenir même de l'île.

Depuis les années 50, pour parer à la dégradation de l'économie, les gouvernements ont cherché à attirer les industries en leur promettant leur électricité à bon marché, grâce aux barrages. Cette politique a été une erreur en avant. Il y a dix ans la puissante commission d'hydroélectricité, malgré des protestations nationales et internationales, créa dans le sud-est de l'Etat, dans un lieu unique pour sa flore et sa faune, la grande station du lac Pedder.

Les partisans de l'accroissement de l'énergie hydroélectrique passèrent ensuite à un nouveau projet qui consistait à la disparition de la rivière Franklin, dans l'ouest du pays. Sauver la Franklin est devenu le cheval de bataille des écologistes et des libéraux dans toute l'Australie. La Franklin est la dernière rivière « sauvage » de l'ensemble australien. Égouts, ni bouteilles, ni détritus, ne viennent encore polluer ses eaux. Sir Edmund Hillary, le premier vainqueur de l'Everest, la vallée de la Franklin est « une des der-

nières grandes régions sauvages du monde ».

La question de savoir si elle devait ou non disparaître des eaux d'un barrage a vite débordé les frontières politiques de la Tasmanie. Dans une élection partielle récente à Canberra, la capitale fédérale de l'Australie, 2 000 kilomètres de la Tasmanie, 40 % des électeurs ont écrit « No dams » (pas de barrages) sur leur bulletin de vote.

La découverte par les Tasmaniens de leur héritage naturel est en grande partie l'œuvre de Bob Brown.

Un million d'années d'histoire naturelle

En 1976, Bob Brown, un jeune médecin fils d'un policier de la Nouvelle-Galles du Sud, parcourut en kayak la Franklin. La même année il fonda la Wilderness Society : seize membres au départ, trois mille aujourd'hui, et des bureaux dans toutes les grandes villes d'Australie. La société a plus de membres actifs que les deux principaux partis politiques de Tasmanie.

« La question est de savoir si on doit faire fi d'un million

d'années de l'histoire naturelle de l'île pour quatre à six années de provision d'électricité », proclame Bob Brown.

La Wilderness Society a un adversaire redoutable : la commission d'hydroélectricité représentée par le lobby le plus puissant du pays.

En décembre 1981, un référendum a été organisé sur le sujet de la rivière. Les deux principaux partis, le parti travailliste et le parti libéral (conservateur), soutiennent le barrage, et le Parlement refuse que les électeurs disposent d'un bulletin s'opposant à sa construction. On se borne à leur demander de choisir lequel des deux barrages, d'importance inégale, devrait être construit. La Wilderness Society, après une campagne électorale trépidante et avec six fois moins de fonds que les adversaires, réussit à persuader 44 % de l'électorat de voter blanc. Les travaillistes se sont divisés. En décembre, avec la ligne du parti, le chef, le premier ministre, Doug Lowe, plus proche des écologistes, a démissionné. Aux élections de mai dernier, le parti libéral a emporté pour la première fois un demi-siècle.

Soutenu par les médias d'affaires, il est l'ennemi partisan du barrage. Lui-même

aussi, le parti libéral fédéral, son chef, le premier ministre australien, Malcolm Fraser, a suggéré une démarche qui allait à l'encontre de la politique des libéraux en Tasmanie. Ils ont en effet proposé la Fondation mondiale de protection de la nature (World Wildlife Fund) que la région en cause soit préservée.

Bob Brown et la Wilderness Society voient dans la bataille pour la Franklin le point de départ d'une politique globale : l'utilisation des ressources naturelles de la Tasmanie — et condamnent leur mise en coupe réglée : 23 hectares de forêts sont exportés chaque jour au Japon.

« L'industrialisation de l'Etat s'est produite si vite que les gens ont peine à s'en rendre compte », affirme Doug Lowe.

Les écologistes condamnent les grandes entreprises qui n'offrent que peu d'emplois. Ils donnent l'exemple de l'usine d'aluminium située dans le nord de l'Etat et qui utilise 60 % des ressources en électricité de la Tasmanie, pour un personnel d'environ deux cents personnes.

Ils mettent l'accent sur le tourisme, qui est déjà la quatrième source de revenus du pays. Sauver la Franklin ne peut que favoriser son développement. « Les visiteurs viennent pour les vastes paysages et non pour les barrages », affirme Vincent Mahon, porte-parole de la Wilderness Society.

Alcorso, un aristocrate italien, arrivé à l'âge de 30 ans qui a une fabrique de soieries et se lance aujourd'hui dans la viticulture, a introduit, par le mécénat, la culture européenne, les arts et l'opéra dans l'île. Il est partisan d'une Tasmanie qui renoncera à l'industrie lourde, qui ne peut y être maintenue compte tenu du coût de l'exportation du produit fini. Il prône les petites industries de produits chers et faciles à transporter comme la nouvelle industrie de parfums qui vient d'être créée. Déjà, beaucoup d'artisans sont venus s'installer en Tasmanie pour y rechercher la tranquillité et pour travailler les nombreux bois, comme le Huon Pine, qui abonde dans l'île. Claude Alcorso préside la commission pour la transformation des entrepôts du vieux port d'Hobart en musée musical pour l'Australie entière.

Les adversaires de sa vision écologique de l'avenir affirment qu'aucun pays ne peut survivre en refusant le lien au monde extérieur.

Le gouvernement fédéral, soucieux d'aider la Tasmanie, a essayé d'y implanter quelques centres de recherche scientifique, à commencer par le National Antarctic Research Center. Un nouveau bâtiment en métal et en verre a été construit à cet effet à Hobart. Mais les scientifiques de la station ont constaté que ce qu'ils considéraient comme un exil. Entre le tourisme, l'artisanat, l'industrie et la science, la Tasmanie ne peut que son avenir. Il est lié, en tout cas, aux eaux limpides de la rivière Franklin.

PHILIP BROOKS.

TRUGANINI

La Tasmanie est la seule terre à barrer la route aux Roaring Forties (les « Quarante Rugissantes »), ces vents qui balayent ces latitudes, en direction de l'ouest, à partir de la Terre de feu. Les bagnards en provenance de l'Angleterre au dix-neuvième siècle avaient surnommé « l'île du Diable », ou « la terre punie de Dieu ».

Leur déportation a cessé en 1853, et le pays, qui s'appelait Terre de Van Diemen, a été rebaptisé Tasmanie, du nom d'Abel Janszoon Tasman, premier Européen à y avoir mis le pied. Sur la côte ouest, qui est la plus forte choc des tempêtes, poussent des jungles tamponnées. Le Sud-Ouest est presque impénétrable à cause des forêts où les arbres poussent en rangs serrés. Quelques scientifiques y recherchent encore les traces du tigre de Tasmanie, dont le dernier a été vu en 1932.

Les plaines qui s'étendent de l'autre côté de l'île ressemblent à la campagne anglaise.

La côte est parsemée de baies et d'îles qui portent des noms français. En 1772, cent trente ans après la découverte de Tasman, deux vaisseaux en route vers Tahiti, le Mascarin et le Marquis de Castries, commandés par Marion Dufrenoy, ont jeté l'ancre sur la côte est de l'île pour y remplir leurs barils d'eau douce.

D'Entrecasteaux, en 1792, a relevé la côte sud. Dix ans plus tard, l'expédition de Baudin et Hamelin, sous les auspices de l'Institut de France, y étudiait la population et la végétation.

L'arrivée des Français pour la Tasmanie incita le gouvernement britannique de la Nouvelle-Galles-du-Sud à y expédier des troupes qui hisseraient l'Union Jack et prépareraient l'implantation de la colonie pénitentiaire.

Les aborigènes de Tasmanie, qui avaient commencé à peupler l'île avant que l'Australie ne soit submergée, il y a onze mille ans, sont presque éteints. Ils ont été chassés, ils ont été assassinés, ils ont été revendus comme esclaves. Ils sont restés sur la terre, ils sont restés, ils sont restés.

On pense qu'ils étaient alors trois mille à quatre mille. Ils avaient la peau moins foncée que leurs cousins d'Australie. En

hiver, ils campaient sur la côte, en été, ils émigraient vers l'intérieur, ils se déplaçaient le corps à l'encre rouge, ils réglaient leurs conflits par des duels.

D'Entrecasteaux regrette d'avoir vu si peu de ces gens qui sont si proches de la nature et dont la franchise et la gentillesse contrastent si fort avec les vices de la civilisation.

L'image du bon sauvage est peu d'effets sur les Anglais, qui, pendant le demi-siècle suivant, se livrèrent à une des actions les plus noires de leur histoire coloniale. C'est en effet en Tasmanie que s'est déroulé le premier génocide de l'histoire moderne.

Les aborigènes étaient poursuivis par des chasseurs dans une chasse à courre quotidienne. Les colons et les bandits (bushrangers) les utilisaient comme esclaves.

Les affaires de la colonie étaient contrôlées par des Anglais et progressistes. La colonie pénitentiaire de Port-Arthur, sur la côte est de l'île, était qualifiée de « prison modèle ».

A partir de 1850, pour sauver les aborigènes d'une disparition totale, ces mêmes « libéraux » organisèrent une « chaîne humaine » à travers l'île, sous le tergo de la Tasmanie, afin de les protéger. Seule une vieille femme et un enfant furent pris dans le filet. Quelques années plus tard cependant, les missionnaires réussirent à regrouper quelques centaines de survivants. Coupés définitivement de leurs lieux de chasse, ils s'éteignirent, et la dernière véritable aborigène de Tasmanie, Truganini, mourut en 1876.

A l'école, on apprend que, à la mort de cette femme majestueuse qui fut une pipe, disparurent les dernières traces des aborigènes de Tasmanie. On en a fait récemment un film, « Truganini », la Dernière Tasmanienne. Cette fausse appellation a été cher à quatre mille descendants méisés des aborigènes, ils ont ainsi perdu toute chance de revendiquer leur droit que ce soit sur la terre, leurs ancêtres : ils sont considérés comme un peuple qui n'a plus.

P. B.

REFLETS DU MONDE

LE SOIR

Pas de crise de la loi

Belgique. Les villes traditionalistes où, en dépit de la durée du temps, ne change rien la religion. On croit l'incinération. Le Soir, en jugement auquel a donné le chef-lieu de Limbourg. Le quotidien belge écrit : « Les jours de prison sont à 9 000 francs belges l'année ».

Pour un chômeur de trente-deux ans, un bac+2, il n'y a rien. Un gaspillage l'organisation d'une manifestation (Virga Jesséestien) en manifesté. L'opinion en peignant des slogans en objets de décoration : « La Vierge ». La situation des chômeurs ? La situation ? La situation ? Marie ! ».

FINANCIAL TIMES

Un capitalisme « monopolyste » d'Etat ?

Le Monopoly, jeu capitaliste s'est en est, a succédé. L'est, un contre-modèle, un substitut au capitalisme. Le jeu est destiné à être joué à l'engouement que ce divertissement regrettablement intellectuel — en cachette — au-dessus du rideau de fer. Le Financial Times, il est vrai offre en la matière, écrit à ce propos : « Un jeu capitaliste Monopoly capitaliste a été le marché en Allemagne de l'Est pour Noël. Le Monopoly a été, de longue date, banni de ce pays comme procédé occidental d'encouragement des instincts capitalistes. Le rival, appelé Trans-Kombi, a proposé un jeu de formation des jours mécanismes d'une économie planifiée ».

Le quotidien britannique poursuit : « En dépit des bénédictions officielles, le jeu ne guère l'impression d'être à la popularité Monopoly, auquel s'adonnent nombreuses familles est-allemandes un matériel confectionné à la maison à des cartes rédigées grâce aux indices fournies par des parents du jeu de l'Ouest. Les joueurs de Trans-Kombi sont en équipes, un thème spirituel d'émulation ».

cielliste. Pour partie, chaque équipe, qui représente une firme de transport, ou une firme d'industrie (...). Le jeu est joué par les producteurs du secteur dans les bureaux de l'R.D.A., le plus souvent en l'absence d'un économiste possible. Pour ajouter une touche de réalisme, une équipe est frappée d'une amende par la partie adverse pour chaque erreur commise, ce qui arrive souvent à l'Est. Les équipes peuvent livrer leurs marchandises par camion, par train, par péniche et même par avion — les par avion les seuls intéressés sont les supérieurs ».

De l'aveu d'un grand magasin à Berlin-Est, le Financial Times, le jeu est le plus rayonnant jouet. Une cause à cette situation, outre son prix relativement bas (en tout cas un budget est-allemand), son caractère didactique. Et le fait que le vrai Monopoly offre aux joueurs de l'Est une nouvelle façon de devenir, fin-jeu, quelques heures à la fois un capitaliste brasseur d'argent ».



Connaissez-vous le karaoké ?

Une nouvelle mode « dérangante », bruyante et agressive s'est répandue au Japon, rapporte le magazine japonais Tanaka, qui récemment avait régalé ses lecteurs en interprétant la Lorient. Les applaudissements furent tous les mêmes : « L'île de la mode » du puissant politicien.

Cette ce genre de tout est organisé, le karaoké est le prétexte à une obligation, et celui qui refuse de se produire en public en chantant les chansons les plus populaires de son pays est considéré comme un lâche.

Dans les bars karaoké, les enregistrements stéréo sont accompagnés de différents airs de la radio et le client, moyennant une somme, s'entend d'un microphone et joue à la vedette de la chanson. C'est rarement beau, mais toujours bruyant. Les vétérans du chant qui refusent l'acte de technique

pour interpréter les vieilles mélodies n'ont plus chance de succès. Ce fut le cas de l'ancien premier ministre Kuni Tanaka, qui récemment avait régalé ses lecteurs en interprétant la Lorient. Les applaudissements furent tous les mêmes : « L'île de la mode » du puissant politicien.

Cette ce genre de tout est organisé, le karaoké est le prétexte à une obligation, et celui qui refuse de se produire en public en chantant les chansons les plus populaires de son pays est considéré comme un lâche.

Dans les bars karaoké, les enregistrements stéréo sont accompagnés de différents airs de la radio et le client, moyennant une somme, s'entend d'un microphone et joue à la vedette de la chanson. C'est rarement beau, mais toujours bruyant. Les vétérans du chant qui refusent l'acte de technique



Un déclin rapide

Le mensuel bilingue allemand, Hanser Verlag, avec une ouverture qu'il a en République d'Allemagne, est le plus grand pour la plupart, qu'à partir de la fin de la promotion de leur profession. Lorsqu'ils atteignent la quarantaine, ils changent d'emploi. Passé cinquante

ils sont considérés comme plus âgés, ce qui constitue un handicap à l'obtention d'un travail. Les Hanser Verlag ont été fondés par l'Institut de la recherche à Hambourg. Le Bureau gouvernemental a mené une enquête sur la situation des couches d'âges (...).

CHRONOLOGIE

Décembre 1982 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Mesuret le deuxième dimanche de chaque mois. Les événements figurent entre parenthèses indiquant la date du Monde où ils ont été rapportés.

ÉTRANGER

2. - ESPAGNE : M. Felipe Gonzalez a investi chef de premier gouvernement socialiste depuis la mort de Franco par le Congrès des députés en un projet de loi modéré. Le 4, la monnaie a dévalué de 8 % et, le 15, la grille qui, depuis 1969, sépare Gibraltar du continent a été supprimée pour les piétons (1, 2, 3, 7, 9, 10 et 17).
2. - ÉTATS-UNIS : Un accord artificiel est greffé, pour la première fois, sur un homme, M. Barney B. Clark, par une équipe chirurgicale de Salt Lake City (du 1 au 9, 16 et 17).
- 3-4. - C.E.E. : Le conseil européen des Dix, réuni à Copenhague, se préoccupe de la politique commerciale extérieure de la C.E.E. (du 1 au 17).
4. - ÉTATS-UNIS - AMÉRIQUE LATINE : Le président Reagan regagne Washington après un voyage de cinq jours au Brésil, au Costa Rica, au Honduras, qui lui a permis de rencontrer les chefs d'État de ces pays hôtes, ainsi que les présidents salvadorien et guatémaltèque (du 2 au 7).
4. - CHINE : L'Assemblée nationale populaire adopte la nouvelle Constitution qui supprime toute référence à l'idéologie révolutionnaire et donne la priorité au développement de l'économie (2, 4, 7 et 15).
5. - AFRIQUE DU SUD : L'écrivain sud-africain Breytenbach, libéré le 2, après sept ans de prison pour sa lutte anti-apartheid, arrive à Paris (7 et 8).
6. - IRAN DU NORD : Des combattants sont tués et blessés lors de l'explosion d'une bombe dans une gare à Ballykelly. L'attentat est revendiqué par l'I.N.L.A., l'armée de libération nationale irlandaise (8, 9 et 10).
7. - ÉTATS-UNIS : Un attentat à mort est commis par

- injection intraveineuse, pour la première fois, États-Unis (8).
- 7-17. - ÉTATS-UNIS - EUROPE : M. George Shultz, secrétaire d'État américain, effectue sa première tournée en Europe : il rend à Bonn, le 7, Bruxelles, où il participe, les 9 et 10, à la réunion ministérielle de l'OTAN, à La Haye, le 11, Rome, le 12, à Paris, le 14, Madrid, les 15 et 16, et Londres, le 17 (du 8 au 18).
8. - ANGOLA : Les pleins pouvoirs sont confiés par le parti unique au président Eduardo dos Santos, quelques heures après sa première rencontre, au Cap-Vert, avec Angolais et Sud-Africains, à propos de la Namibie (9, 10 et 11).
8. - SURINAME : Le colonel Bouterse et les officiers les plus radicaux de l'armée reprennent la totalité du pouvoir. Une vingtaine d'opposants sont exécutés (du 10 au 20).
9. - LESOTHO : Un raid sud-africain dans les locaux du Congrès national africain (A.N.C.) à Maseru, capitale de Lesotho, provoque la mort de quarante-deux personnes. Ce raid est « énergiquement condamné », le 15, par le Conseil de sécurité de l'ONU (du 10 au 17 et 24).
10. - ONU : La convention des Nations unies sur le droit de la mer est adoptée par dix-neuf pays. Les États-Unis et la Grande-Bretagne s'abstiennent de la signer (4, 5-6 et 12-13).
10. - UR.S.S. : Deux cosmonautes soviétiques regagnent la terre après avoir effectué un nouveau record de durée dans l'espace avec 121 jours en orbite (11, 12 et 13).
13. - YEMEN DU NORD : Un violent séisme, dans la région de Dhamar, provoque au moins deux mille huit cents morts. Sept mille personnes sont sans abri (15, 16, 17 et 22).
14. - MONNAIES : Le taux d'escompte américain est ramené de 10 % à 8,5 %, ainsi que le dollar,

qui est revenu, le 1er, en dessous de 7 francs, atteint 6,70 francs, le 23. Le 2, la R.F.A., l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas ont baissé leurs taux directeurs (1, 2, 4, 5-6, 12-13, 15, 18, 19-20, 26-27 et 30).

14. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : M. Garret FitzGerald (Fine Gael), investi premier ministre, forme un gouvernement de coalition avec les travaillistes (14 et 16).

15. - ARGENTINE : Une « marche pour la démocratie », organisée à Buenos Aires plus de cent mille personnes, s'achève par des affrontements avec manifestants et forces de l'ordre qui font un mort et plusieurs blessés. Le 6, une grève générale avait paralysé le pays (7, 8, 16, 18 et 19-20).

16. - ITALIE : Le gouvernement italien par M. Amintore Fanfani, après la démission de M. Spadolini, le 11 novembre, est composé de démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux (12, 13 et 18).

17. - FRANCE-ALGÉRIE : Le président Chadli, arrivé à Belgrade où il s'est rendu en voyage officiel, se rend à l'Élysée pour une visite privée de quelques heures. M. Mitterrand accepte de revoir la question des roulements à la frontière française, dont les Algériens critiquent le caractère « humiliant » (10, du 15 au 20, 23 et 24).

17. - R.F.A. : Le chancelier Helmut Schmidt, au président de la République d'appeler à des élections générales le 6 mars 1983 après que, à sa demande, le Bundestag lui ait « refusé » la confiance. Aux élections régionales de Hambourg, le 19, l'opposition social-démocrate a obtenu la majorité absolue des sièges (3, 11, 15, 18, 19-20 et 21).

17. - UR.S.S. : M. Victor Tschernomyrsky, à la direction du K.G.B., à M. Vitali Fedotouch, nommé ministre de l'Intérieur (19-20).

18. - PORTUGAL : La démission de M. Paulo Portas, premier ministre depuis deux ans, est acceptée d'une grave crise au sein de la coalition de gauche. Le pouvoir (11, 14, 21, 24, 26-27 et 29/XII, 1/1).

19. - CHINE : M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, commence par l'Égypte un voyage officiel dix jours d'Afrique (19, 20, 22, 23, 26-27, 28 et 30).

19-20. - OPEP : Les treize pays membres de l'OPEP ne parviennent pas à s'entendre sur une limitation de leur production de pétrole afin d'éviter une chute de prix. Le consensus a porté sur la fixation des quotas par pays (1, 7, 9, 19-20, 21 et 22).

20. - CHILI : La conférence épiscopale chilienne a un rôle décisif dans la politique du général Pinochet et la demande le rétablissement de la démocratie (22).

20. - ITALIE : Un débat a lieu à la Chambre des députés sur les enquêtes qui ont conduit à l'événement d'assassinat du pape à Rome, en mai 1981. Cette hypothèse a suscité une réaction diplomatique entre l'Italie et la Bulgarie, ainsi qu'un très vif débat au sein des partis politiques italiens (du 3 au 22).

21. - C.E.E. : Le Danemark s'oppose à l'accord sur la politique commune de la pêche accepté par la C.E.E. (1, 3, 7 et 23/XII, 1 et 2-3/1).

23. - CORÉE DU SUD : M. Kim Dae-jung, principal opposant au régime, est élu à la présidence de la République (17 et 25).

23. - MEXIQUE : Le F.E.M.I. accorde une aide financière de 3,9 milliards de dollars au Mexique (25 et 28).

25. - AFGHANISTAN : Plusieurs attentats, dont l'attaque à la bombe de Kaboul, sont attribués par les moudjahidines à la présence de troupes soviétiques en Afghanistan, près de trois millions de personnes se sont exilées (9, 15, 22, 23 et 24/XII, 1/1).

29. - UR.S.S. - VATICAN : Un représentant soviétique annonce le « conservatisme » de Jean Paul II, à l'égard d'avoir dénoncé des « activités subversives » en Pologne et dans d'autres pays de l'Est (31/XII et 1/1).

30. - FINLANDE : A trois semaines des élections législatives, le P.C. finlandais provoque une crise gouvernementale en refusant de voter au Parlement le budget de la défense. M. Kari Sorsa, premier ministre social-démocrate, forme, le 31, un nouveau cabinet de centre-gauche sans les communistes (31/XII et 1/1).

30. - PÉROU : L'état d'urgence est proclamé dans sept provinces après le rejet d'un ultimatum gouvernemental par les guerilleros du Sentier lumineux (5-6, 28 et 29/XII, 1/1).

FRANCE

6. - Après la divulgation de lettres du chef d'état-major qui s'inquiétaient, en octobre, des restrictions financières envisagées par la loi de programmation militaire 1984-1988, M. Mauroy estime qu'il s'agit d'une « opération montée », mais il annonce en doute la volonté du gouvernement de poursuivre l'effort de défense du pays (du 4 au 11).
8. - Le gouvernement de M. Mauroy est remanié pour la troisième fois après le départ de Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement. Il est remplacé par M. Christian Nucci, tandis que M. Bernard Baudry devient secrétaire d'État chargé des personnes âgées, poste tenu par Mme Georgina Pélissier jusqu'à l'interim depuis le 17 mai (8, 9, 10, 11 et 15).
- 8-15. - M. Mauroy se rend à la Réunion puis à Mayotte et en Martinique (du 9 au 15).
17. - La réélection des maires sur la sécurité des villes, dirigée par M. Gilbert Bonnemaison (P.S.), demande, dans un rapport, remis à M. Mauroy, qui contient 41 propositions concrètes, que la lutte contre la violence soit généralisée (16 et 19-20).
17. - M. Mitterrand annonce un bâtiment-pont pour le futur ministère des finances qui sera construit dans le quartier de la gare de Lyon, à Paris 12e (9, 19-20 et 21).
17. - Quatre personnes impliquées dans la séquestration en 1978 du paquebot Empain sont condamnées à des peines d'assises

Un choix d'enquêtes et de reportages

- FRANCE : Le marketing politique et les municipales. (1 et 2)
- FRANCE : Les nouveaux immigrés. (3, 4 et 5-6)
- AUSTRALIE : Une crise de croissance. (5-6)
- UR.S.S. : Les premiers pas de M. Andropov. (7, 8, 9 et 10)
- ÉCONOMIE : La crise de la protection sociale en Europe. (7)
- FRANCE : La dérive corse. (9, 10 et 11)
- FRANCE : Les SICAV en 1982. (11)
- FRANCE : La réorganisation de l'armée de terre. (16)
- CHINE : A travers les étapes de la révolution. (17, 18 et 19-20)
- LIBAN : Une semaine avec le Liban. (du 28/XII au 2-3/1)
- MAURITANIE : La Mauritanie dans l'adversité. (28 et 29)
- ÉCONOMIE : L'activité économique en 1982. (28)

La Pologne sans état de guerre

12. - Le général Jaruzelski annonce la « suspension » de l'état de guerre, qui sera effective le 31 décembre. Mais la junte militaire reste en place et certaines mesures d'exception demeurent en vigueur (12, 13, 14, 15, 16 et 17).
16. - L'état de siège est levé en Pologne pendant neuf heures pour empêcher ce dernier d'appeler publiquement à un compromis (16, 17, 18 et 19-20).
18. - Le Parlement adopte la nouvelle législation de l'état

de guerre, alors qu'est en cours un processus de Camp David, alors que des discussions sont engagées entre l'O.L.P. et l'Armée sur les modalités d'une future indépendance jordanienne (8, 16, 21, 22, 23 et 25).

La question du Proche-Orient

1. - M. Yassir Joumblatt, chef de file des forces libanaises, échappe à un attentat à Beyrouth, mais que des affrontements entre combattants chrétiens et phalangistes continuent se poursuivre depuis plusieurs semaines dans la montagne du Chouf et à Aley (2 et 4).
- 2-6. - La délégation de la Ligue arabe, conduite par le roi Hachem II de Jordanie, se rend à Beyrouth au sujet d'un cessez-le-feu et d'un plan de paix arabe (4, 5-6, 7 et 9).
- 21-22. - Le roi Hachem II de Jordanie est reçu à Washington par le président Reagan, qui le presse de s'associer au

processus de Camp David, alors que des discussions sont engagées entre l'O.L.P. et l'Armée sur les modalités d'une future indépendance jordanienne (8, 16, 21, 22, 23 et 25).

« Dialogues » Est-Ouest

11. - Le général Oustinov, ministre soviétique de la défense, réaffirme l'attachement de Moscou à la « parité », c'est-à-dire que l'U.R.S.S. déploiera un nombre de missiles intercontinentaux égal à celui des États-Unis (8 et 11).
19. - Le Congrès américain refuse de voter les crédits pour la livraison de missiles intercontinentaux (1, 9, 10, 14, 20, 21, 22, 23 et 26-27).
21. - M. Andropov, dans un discours prononcé lors du sixième anniversaire de l'U.R.S.S., propose une diminution de 25 % des arme-

ments intercontinentaux des deux superpuissances et la réduction du nombre des missiles soviétiques en Europe au niveau de celui des armes françaises et britanniques. En contrepartie, les Américains acceptent un déploiement de missiles américains pour la fin 1983 et les négociations de l'année prochaine.

de Paris à des peines sévères de réclusion (du 1 au 20).

20. - M. Alain Savary présente des propositions pour l'unification du système éducatif : les écoles privées doivent se plier à une harmonisation de la scolarité - prévue aussi pour les établissements publics, elles sont gérées par un conseil d'administration tripartite : État, associations, propriétaires des locaux. Malgré l'accueil très réservé des responsables

de l'enseignement catholique, des négociations devraient pouvoir s'ouvrir avant le dépôt d'un projet de loi. (A partir du 21).

21. - Le P.C. critique la manière dont la radio et la télévision « caricaturent » la politique et « dénaturent (...) la réalité des pays qui ne s'alignent pas sur les Américains » (22, 23, 24 et 25).

21. - Le P.C. et le P.S. signent un accord pour les élections municipales du mars 1983 qui prévoit onze « primaires ». Les Murs, les socialistes demandent la liste, malgré la décision contraire du comité directeur du P.C. (2, 3, 5-6, 10 et du 16 au 24).

24. - Mort de Louis Aragon. Le P.C.F. dont il était membre depuis 1927, lui rend un hommage solennel, le 28, place du Châtelet Fabien au cours duquel la parole M. Marchais et M. Mauroy. Le poète est ensuite enterré, dans l'intimité, auprès d'Élisa Triolet dans le jardin de leur maison de Saint-Arnould-en-Yvelines (du 25 au 30).

26. - L'Armée vivait la société parisienne Air Matériel, dirigée par le capitaine Empain, est le quatorzième revendiqué en un an par le groupe anarchiste Bakounine-Gauche (28, 29 et 30).

28. - En Corse, sept nouveaux attentats portent à environ mille cinq cents le nombre pour 1982. Pris de la moitié ont été officiellement revendiqués par le F.L.N.C., qui a reconnu, le 27, qu'il entendait percevoir un « impôt révolutionnaire » dans l'île. Le 31, un vétéran « continental » de Corse qui avait refusé de s'y plier est victime d'une tentative d'assassinat (A partir du 29).

31. - M. Mitterrand présentant ses vœux aux Français, propose « quatre objectifs prioritaires pour 1983 » : la formation professionnelle des jeunes, l'aide à la famille, la solidarité et le soutien aux entreprises, objectif qui « commande tous les autres » (1 et 2-3/1).

Economie

8. - SYNDICATS : Les élections professionnelles sont marquées, dans le collège salarié, par un net recul de la C.G.T. et une progression de la C.G.C. et de la C.F.T.C. par rapport à 1979. Dans le collège employeur, le S.N.P.M.I. passe de 2 % à 14,68 %. Les abstentions sont en hausse. (8, 9, 10, 11, 15, 17, 18, 21 et 22).

10. - BUDGET : M. Laurent Fabius souligne, dans un article publié par le Monde, que « la limitation du poids des prélèvements obligatoires est une nécessité ». (11)

14. - PATRONAT : Aux « états généraux de l'entreprise », qui réunissent vingt mille patrons à Villepinte, le C.N.P.F. demande une forte réduction des charges et s'engage en contrepartie à embaucher ou à accueillir pour des essais professionnels les cinquante mille chômeurs de longue durée et les six cent mille jeunes qui sortent chaque année de l'université ou de l'école. Pris en mot par le gouvernement, le C.N.P.F. propose des propositions. (10, 14, 15, 16, 17 et 24).

16. - CRÉDIT : Jacques Delors annonce les mesures de crédit pour 1983 plus sévères pour les particuliers que pour les entreprises. (18).

19. - CHOMAGE : En novembre, le chômage a diminué de 0,7 % par rapport à octobre. (21).

19. - GOUVERNEMENT : M. Delors, invité du « Club de la presse », d'Europe 1, lance un appel au rassemblement pour faire face à la « crise économique » et évoque l'hypothèse « d'un nouveau tour de vis sur le plan du budget et de la politique monétaire », au cas où la désinflation ne serait pas assez rapide. (21).

20-22. - FRANCE : Pour mieux connaître le franc, en vue de nouvelles attaques sur les marchés des changes, M. Delors, en compagnie de l'Arabie Saoudite un soutien financier dont le montant, s'il est divulgué, est d'au moins 2 milliards de dollars. (8, 10, 12-13, 17, 21 et 24).

23. - SALAIRES : Les négociations sur la sortie du blocage des salaires ont abouti, dans le secteur privé, à soixante-dix-sept accords nationaux de branches touchant 2,4 millions (sur 13,5 millions) de salariés. (28).

29. - CONSTRUCTION NAVALE : Après le regroupement des chantiers de Saint-Nazaire et de Nantes, les cinq

navals français sont restructurés, sur l'initiative du ministre de la mer, autour d'Empain-Schneider et d'Alsthom-Atlantique. (30 et 31).

29. - PRIX : Les prix, bloqués jusqu'à fin octobre, ont augmenté de 1 % en novembre. (16, 17 et 30).

30. - AFFAIRES : M. Financière-Valencienne, P.D.G. du groupe Empain-Schneider, remplace M. Boulain à la tête de la Loire, groupe dans lequel Empain-Schneider va devenir majoritaire (31).

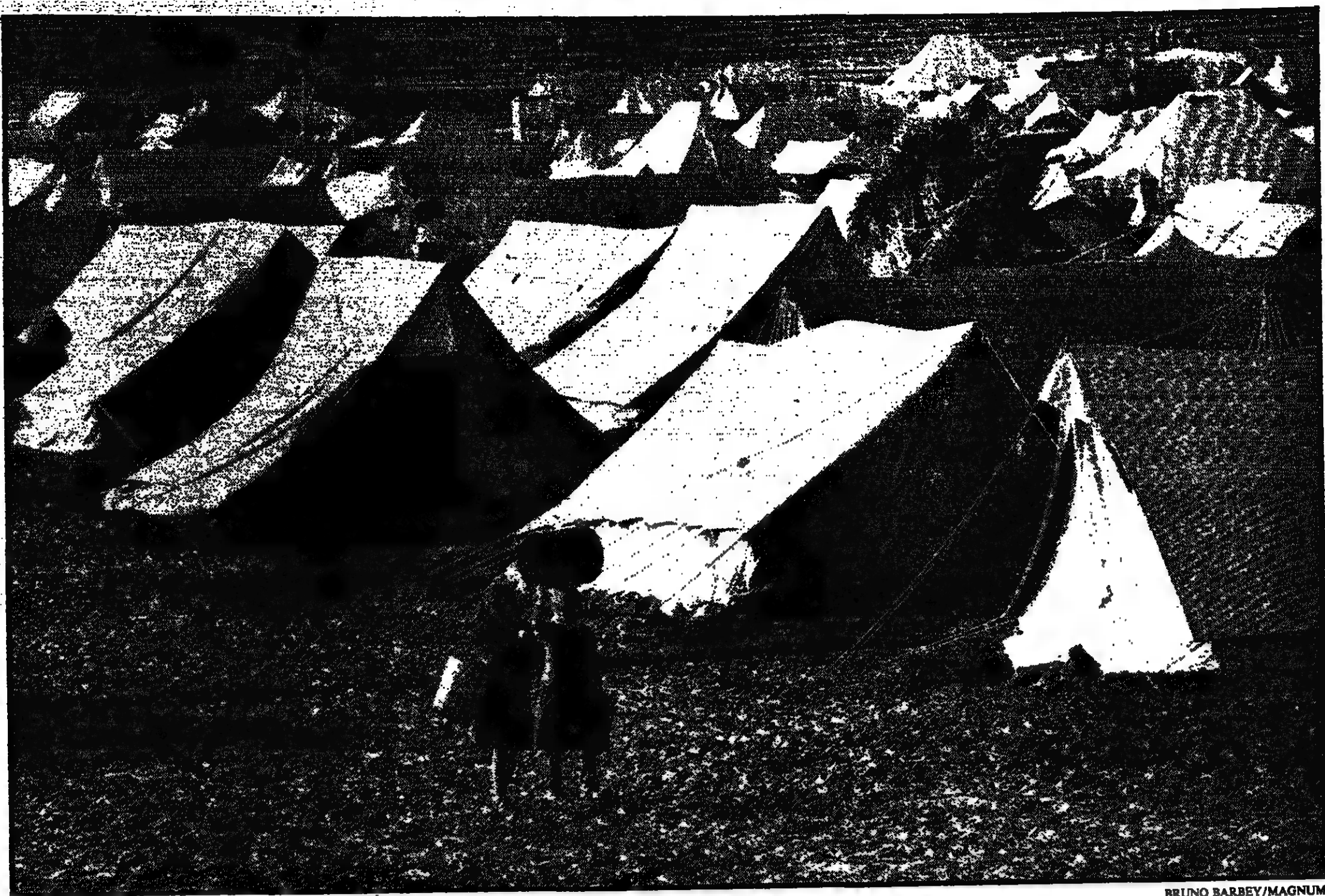
Lois votées

- La loi de finances pour 1983 (du 17, 21, 23 et 31).
- Le deuxième collectif budgétaire pour 1982 (9, 10, 11, 21, 22 et 23/XII, 1/1).
- Les deux lois relatives à l'organisation administrative et électorale au Paris, Marseille et Lyon (11, 17, 19-20, 23 et 30).
- La loi d'orientation sur les transports intérieurs (du 15 au 23/XII et 1/1).
- La loi prévoyant diverses mesures pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale (10, 21, 22 et 23).
- La loi élargissant les conditions d'accès à l'école nationale d'administration (18, 22 et 23).
- La loi répartissant, en application de la décentralisation, les compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État (1, 2, 3, 4, 16 et 19-20).
- La quatrième loi Auroux sur les conditions d'emploi et de sécurité (18, 21 et 23).
- La loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (9, 10 et 22).
- La loi prévoyant le remboursement de l'investissement par la Sécurité sociale (2, 3, 11, 12-13, 19-20, 22 et 23).
- La loi créant dans chaque département des assemblées régionales élues à la proportionnelle, votée après l'annulation, le 2, par le Conseil constitutionnel, de la loi sur la décentralisation dans les DOM qui prévoyait la mise en place d'une telle assemblée (4, 5-6, 7, 8, 10, 16, 17 et 23).

Le Conseil constitutionnel, saisi à propos des six premiers textes cités ci-dessus, ne se prononce, en décembre, que sur les quatre premiers : seules deux dispositions, dans chacune des lois de finances, sont jugées contraires à la Constitution.

CULTURE

1. - Sortie en France d'E.T., film américain de Steven Spielberg, après une importante campagne publicitaire. En quatre semaines, plus d'un million de spectateurs l'ont vu (23 et 7/XII, 2-3/1).
8. - Paris est officiellement désigné pour organiser en 1989 une exposition universelle à l'occasion du deuxième centenaire de la Révolution française. En 1992, Séville et Chicago célébreront simultanément la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (2 et 10/XII, 4/1).
10. - La version française intégrale de Finnegans Wake, œuvre de James Joyce publiée en 1939 et réputée intraduisible, se révèle être un (relatif) succès de librairie : Gallimard annonce plus de mille exemplaires vendus en une semaine (3, 10 et 17).
11. - Danton, film d'Andrzej Wajda, reçoit le prix Louis-Delluc (14).
15. - Mort de Clara Malraux, écrivain et première épouse d'André Malraux (18).
17. - Mort de Leonid Kogan, violoniste soviétique (21).
20. - Mort d'Arthur Rubinstein, pianiste américain d'origine polonaise (22).
21. - La Haute Autorité accorde l'autorisation d'émettre le dix-septième lot de monnaie de province (23).
24. - Mort de Maurice Biraud, comédien (26-27).



BRUNO BARBEY/MAGNUM

CLEFS

Mahmoud Darwich poète de la blessure palestinienne

Poète et militant, le Palestinien Mahmoud Darwich exprime l'angoisse d'un peuple errant, mutilé. D'un peuple sans existence.

MAHMOUD DARWICH, qui a quarante ans, a quitté son village natal, Al Barwa, près de Saint-Jean-d'Acre, en 1948, pour un premier exil au Liban. Sa famille. Il revient à Nazareth, en Israël, où il fait ses études secondaires. Ses écrits, littéraires et journalistiques, lui valent trois emprisonnements : en 1961, 1963 et 1967. Il choisit l'exil, nouveau, en 1970, découvre Le Caire et s'installe à Beyrouth. Il y restera dix ans, jusqu'à la fin de l'été 1982. Depuis, il vit son domicile entre deux capitales, dont Paris.

Auteur d'une dizaine de recueils et de nombreux ouvrages de prose, il fait figure, avec Samih Al Qassim et Tawfiq Az-Zayad, de chef de file de la poésie palestinienne. Il est un poète plus lus dans le monde arabe. La vente de ses livres a atteint le million d'exemplaires. Des extraits de son œuvre ont été traduits en français par le poète marocain Abdellatif Laïbi (1). L'UNESCO s'appuie à publier une anthologie de ses écrits, et Publisud éditera, au printemps, un livre d'entretiens.

Ici, Mahmoud Darwich parle de la « poésie combat », de la souffrance, de la guerre du Liban, d'Arafat, de la conscience européenne, de la difficulté d'être du jeu.

— Quand vous parlez de votre enfance, vous évitez la « nostalgie du paradis perdu ». Pourquoi ?

— Mon enfance, ce n'est pas seulement la mienne, c'est une enfance collective. Son lieu n'évoque pas l'Andalousie (2), car celle-ci a été perdue pour toujours. L'Andalousie n'est plus un lieu, c'est un lieu psychologique. Quant à la Palestine, c'est une enfance, c'est un paradis réalisable, pas un paradis perdu. Quand j'en parle, j'en parle beaucoup, — c'est pour remettre la main sur ce qui a été l'origine de mon existence. En ce sens, la Palestine n'est pas un souvenir, mais bien plus une existence, un passé mais un avenir. La Palestine, c'est l'esthétique andalouse, c'est l'Andalousie possible.

— Comment faites-vous pour concilier une rhétorique militante et l'esthétique du poète ?

— Je ne sais pas si j'y réussis. Je ne suis pas suffisamment marocain pour dire qu'en elle-même la lutte est belle. Un militant palestinien se meut dans un beau rêve. Le chemin emprunté par le militant, à savoir la blessure, donne à la lutte son sens. Le but, qui est beau en soi, est essentiel, car il permet au militant de formuler son existence libre librement.

— Mais est-ce cette lutte qui porte le poète ? Ou le poète survit-il au militant ?

— Je dirais que j'ai deux ailes pour voler : la poésie et la cause

de la poésie. La poésie de la résistance, mais justement d'être plus haute que la lutte. Tout discours palestinien n'est pas poétique s'il parle de la lutte de la Palestine. Il est même de la poésie amoureuse. Allez demander à un poète français l'amour si la beauté de sa poésie vient de la beauté de son amante, de sa langue elle-même !

Les avions israéliens et les prières arabes

— Jusqu'à maintenant, c'est notre tragédie qui porte le poète. Nous n'avons réussi ni dans la poésie qui exprimerait notre tragédie ni dans la poésie politique. Notre situation est donc plus tragique que la tragédie grecque. Nous sommes plus ou moins le produit de la tragédie grecque. Mais, pour les Grecs, la tragédie est un art littéraire, elle équivaut à la vie. Dans notre cas, c'est plutôt le contraire, la tragédie touche tout un peuple. La tragédie de ce peuple est une tragédie de la reconnaissance, de la souffrance qu'il vit réellement. Nous représentons un peuple victime, qui, depuis un demi-siècle, ne peut montrer qu'il est victime, et les gens ne le croient pas.

— Votre univers a été marqué par certains mots...

— Il n'est pas facile pour un poète de 30 ans d'apprendre des

choses comme une tente, un camp, la Croix-Rouge ou bien l'UNRWA (3) ou encore le tour. En 1948, je me suis heurté à ces mots, à un rocher. Ils ont commencé à former mon chemin de poète. Par la suite, j'ai pris conscience de ma profession. Ma conscience poétique s'est cristallisée. Ce qui m'a conduit à choisir l'exil, à quitter ma patrie. Ma vie, alors, n'est pas seulement sectionnée, elle est amputée, déchirée. La lutte du Palestinien se résume en fait à essayer de sembler toutes parties en un tout. La période suivante, ma vie, je la décris comme le choc arabe.

— Qu'appellez-vous le choc arabe ?

— Jusqu'alors, j'avais toujours vécu en Israël. Tout ce qui était noir et blanc avait, dans ma conscience personnelle, un pendant lumineux du monde arabe. Là venait l'espoir. En 1971, après avoir visité un certain nombre de pays arabes, j'ai senti que c'était l'extérieur, loin de ce que j'avais imaginé. Les régimes arabes ont beaucoup de soucis très sérieux. Ils sont vraiment sûrs de la recherche de solutions à leurs problèmes, mais il y a quelque chose qui ne les intéresse absolument pas, c'est la cause palestinienne. Ce qui

est, c'est Israël, ce n'est pas la Palestine. Tous leurs problèmes sont occultés par la « guerre Israël ». La

seule bataille que tout citoyen arabe ait réellement vécue et vue, c'est la bataille engagée par les régimes arabes, Palestiniens et Libanais, le citoyen arabe lui-même. Ce fut cela mon choc arabe.

— On en vient à la guerre du Liban. Que faisiez-vous, vous poète, pendant le siège de Beyrouth ?

— Beyrouth a été, ment, la traduction sanglante de ce choc arabe. Un cri d'alarme ou un scandale. Israël n'a fait qu'y cueillir les fruits d'une situation créée par le monde arabe. Beyrouth est un îlot encerclé par les flottes israéliennes et l'incapacité arabe. Le monde était envahi par l'aviation israélienne et les prières arabes. Pendant la guerre, j'étais spectateur, je ne sentais d'impuissance et d'amertume. J'écrivais des articles et je me sentais humilié de savoir que je ne pouvais rien réellement porter, car cela n'aurait rien changé.

— Comment avez-vous quitté Beyrouth ?

— J'étais décidé à ne pas quitter Beyrouth. J'avais mes pérégrinations continues. J'y serais resté si les forces israéliennes n'étaient venues dans la ville. J'y n'aurais permis mes massacres dans les camps. Ils m'ont cherché pour m'arrêter. Je détestais ma petite illusion d'être poète. À la fin, j'ai compris que je n'étais pas seulement

poète. J'ai pu sortir avec l'aide d'un officier de l'armée libanaise qui m'a fait passer clandestinement.

Je suis la victime non l'assassin

— On a le sentiment que l'image offerte par les Palestiniens — qu'on les voit comme terroristes ou comme victimes — est importante. Quelle image avez-vous du Palestinien et quelle image essayez-vous de donner ?

— C'est insignifiant, mais je voudrais que je sois vu comme la victime et pas du tout l'assassin. Dans la conscience européenne se mélangent quatre personnages à propos du conflit arabo-israélien : l'assassin, la victime, le juge et le témoin.

(Lire la suite page X.)

PATRICE BARRAT.

(1) Les Poètes palestiniens de Mahmoud Darwich, par Olivier Carré, éd. du Cerf (1970). Le Poète palestinien, de Le Sycomore. (2) L'Andalousie, dans l'imaginaire arabe, évoque le paradis terrestre, un lieu de fraîcheur et de sérénité, répondant aux termes du paradis décrit par le Coran, un lieu de culture et de tolérance.

(3) L'UNRWA, l'agence Nations Unies pour les réfugiés de Palestine.

Mahmoud Darwich poète de la blessure palestinienne

(Suite de la page 12.)

Dans cette dernière Liban, ce que nous pu réaliser, c'est que la témoin, l'opinion internationale, mais présent. Mais il ne faut pas que le Palestinien s'abuse en pensant que son image s'est fixée définitivement. La conscience de la victime n'est pas encore entièrement formée, et l'Occident s'efforce d'altérer l'image d'Israël.

Le recours au terrorisme par les Palestiniens n'a-t-il pas contribué à altérer l'image que vous donnez ?

Vous questionnez l'impunité que j'ai par rapport à l'image. Sommes-nous les

terroristes ? Quelques individus parmi nous, par désespoir, ont tiré quelques coups de feu ? Que dire d'une patrie entièrement assassinée ? L'hiver, au Liban, et les réfugiés n'ont pas d'abri. Si les gens-là ne tirent pas des coups de feu, les appelez-vous terroristes ?

Et l'assassinat par la technologie n'est-il pas le terrorisme ? L'Occident agit comme si Israël était le représentant de l'Orient. Il devrait s'interroger sur ce que chacun de l'Orient a vu de cet Etat qui le représente. Les F-16, la bombe à fragmentation, à implosion... La technologie occidentale s'est imprimée dans la chair

des Arabes. Cela créera-t-il un jour une crise morale en Occident ? Pourquoi rester prisonnier d'un sentiment de culpabilité ?

Avez-vous des amis israéliens ?

Oui, j'avais, quand j'étais en Israël, deux amis très intimes qui sont les deux plus grands poètes israéliens : Yehuda Amichai, un poète moderne dans sa forme poétique et un de ceux qui ont parvenus à dire l'impasse psychologique et historique en Israël. Le deuxième est une poétesse que j'admire plus la beauté que la poésie.

La reconnaissance, individuelle et politique, est-elle pour vous un véritable problème ?

Les individus, de part et d'autre, ont témoigné leur reconnaissance. Quand le Palestinien suspendu tout dans le vide, à Beyrouth, il n'a vu qu'un seul homme : un Palestinien de Tel-Aviv. La plupart des manifestants ont exprimé le droit du peuple palestinien à créer un Etat. Certains petits partis, certaines personnalités en Israël, reconnaissent ce droit. Du côté palestinien, plusieurs fois des individus ont exprimé leur volonté d'un accord où les laïques seraient inclus. Le Conseil national palestinien et Arafat ont dit plusieurs fois leur désir de discuter avec toute personne en Israël qui voudrait reconnaître le peuple palestinien.

Mais tout cela n'est que des murmures. L'essentiel, c'est la reconnaissance politique. L'Etat palestinien est inexistant, absent. En réalité, en Europe et aux Etats-Unis, on demande à l'absence de se présenter, que pour reconnaître l'existant, puis de disparaître de nouveau. Pour qu'il y ait une reconnaissance

mutuelle, il faut qu'il y ait deux

chances.

Ni haine, ni rancune

On dit qu'il n'y a pas de haine dans votre poésie, est-ce vrai ?

Je ne suis ni rancunier ni haineux. La souffrance apprend à être tolérant et à pardonner. J'ai une grande haine pour la politique israélienne. Mais je ne rancune pas à l'homme. Je ne pardonne pas l'indifférence de l'extérieur ou qu'ils ont fait de nous un peuple. Je ne reconnais pas leur existence. Je ne vis pas l'histoire humaine un ghetto. C'est la différence entre le Palestinien et le Juif. Le Palestinien, c'est une rancune, une haine meurtrière. Nous, nous nous fondons sur l'ouverture humaine.

Y a-t-il une indifférence religieuse dans votre poésie ?

Mes parents sont musulmans. Mais je suis le produit d'une terre, la Palestine, où les religions coexistent d'une façon quotidienne. La Palestine n'a jamais été purement musulmane, chrétienne ou juive. Les mythologies de ces différentes religions sont également influentes dans ma vie. Tout religieux fait partie pour moi de la culture humaine. Mais refus du fanatisme juif est équivalent à mon refus du fanatisme islamique.

Cela vous gêne-t-il d'être à la tête d'un mouvement de libération ?

Comment communiquerez-vous avec votre famille, qui se trouve dans les territoires occupés ?

Mes parents vivent en Palestine avec tous mes frères et sœurs. Les rapports sont bons. Les liens par téléphone. Quand je les rencontrerai, je les reconnaitrai pas. De temps en temps, j'ai une nostalgie qui va jusqu'à la blessure. Si je me mettais à ce sentiment, je devrais payer un prix très élevé. J'ai en même temps une certaine dureté réaliste qui efface ce sentiment de nostalgie, qui m'empêche de vouloir fonder une famille. Je n'ai pas les qualités nécessaires pour cela. Ma relation avec la liberté est une relation folle. J'ai essayé de me marier, je n'ai réussi.

Une relation folle avec la liberté

Comment communiquerez-vous avec votre famille, qui se trouve dans les territoires occupés ?

Vous amis vous décrivent comme un personnage solitaire, insaisissable, voire fuyant. Pourquoi selon vous ?

La raison pour laquelle je suis très inquiet. En cela, j'ai des qualités et des richesses, c'est à dire l'ennemi. Alors que je ne suis pas riche. La liberté profonde c'est toujours une incertitude, cette angoisse, qui fait que je ne suis à aucun endroit du monde réellement. Il y avait une veine qui me liait à la terre. Cette veine s'est rompue, et depuis, je ne puis épouser un lieu ou

divorcer des problèmes appa-

rents.

Quand écrivez-vous ?

Le matin seulement. Personnellement, je n'aime pas la poésie, je lis surtout des romans. Quand je sens par un mobile intérieur que je suis poussé à écrire de la poésie, je me sens un peu malade. Et j'écris en fait seulement pour me guérir de cette maladie. C'est le traitement. La poésie est l'essence de ma vie, mais ce n'est pas sérieux, c'est plutôt un jeu. C'est une explosion anarchique. Je préfère la vie à la poésie.

Voyez-vous la poésie dans la vie ou dans vos écrits ?

La poésie se réalise dans l'écriture, mais la poésie absolue, cela ne se trouve que dans la vie, les rencontres, la relation entre la nature et la vie humaine, dans une discussion orageuse, dans un objet ou un lieu non poétique. Mon refus de la poésie est un refus conscient. Je refuse d'être disciple, enseignant ou maître dans une école de poésie. Je n'aimerais pas me rendre prisonnier d'une théorie surprise à chaque moment par la vie. Une école poétique ne crée pas un poète, elle crée un poète mort.

Patrice Barrat.

A Beyrouth, on disait même que vous étiez un dandy...

C'est une impression créée par moi. Je résiste à mon enfer intérieur par le jeu. Je suis plutôt joueur que dandy. J'ai la voracité de la vie, mais certains principes m'empêchent de l'avaler d'un seul coup. Je suis en fait un projet anarchique, mais retenu, refoulé. C'est la poésie. Je me vois calqué sur ma poésie, non pas le contraire. Ma poésie n'est pas aussi sérieuse que vous le pensez. C'est un jeu, un jeu blessé et blessant. J'aimerais voir un critique mettre en valeur l'ironie dans ma poésie.

Le retour en Palestine, s'il a lieu, pourrait-il être stérile, anesthésiant, votre poésie ?

L'évolution du problème palestinien ne permet plus qu'on parle de retour. Je préfère l'expression « aller en Palestine ». Retourner est une idée mythique, alors que le fait d'aller est une révolutionnaire. C'est la différence entre l'Andalousie et la Palestine, et entre le projet sioniste et le projet palestinien. Quant à la poésie, elle continuera. Le matin.

Patrice Barrat.

Rien qu'une autre année

Extrait d'un poème de Mahmoud Darwich inspiré du siège de Beyrouth, dit par l'auteur à une rencontre de l'UNESCO sur le thème « Guerre à la guerre », le 10 décembre 1982.

(...) Mes amis, les survivants d'entre vous me suffisent pour que je vive une année

Il me suffit d'une année rien qu'une autre année pour que nous marchions côte à côte pour que nous jetions la fleur sur nos épaules comme les gitans pour que nous détruisions ensemble le dernier temple et le mettions pierre sous pierre pour que nous fassions revivre l'âme de son aïeul lorsque nous partirons ensemble lorsque nous serons une petite grève d'adoration

et vous me quittez maintenant, ainsi si vous partez pour habiter dans la nébuleuse du crâne je ne vous appellerai pas, je ne ferai pas votre diage funéraire je n'écrirai pas sur vous un seul mot maintenant, je ne puis plus écrire d'oraison pour personne un pays dans un corps ou un corps dans un coup de fusil ou un orage dans l'usine de la mort unifié plus d'oraison pour personne personne et que on chait soit la fin des pleurs versés sur vous tous à mes amis traitres et une oraison toute prête à vous destinée.

ne mourez pas mes amis, ne mourez pas maintenant nulle rose n'est plus chère que le sang dans ce désert vous n'avez pas le temps ne dansez pas ici maintenant ne dansez pas. Là-bas, il n'y a pas d'indépendants esclaves ou d'esclaves-indépendants

Alors ne mourez pas comme vous avez pris l'habitude de mourir je vous en supplie, ne mourez pas attendez-moi une année rien qu'une autre année il me suffit d'une année rien qu'une autre année pour que j'aime vingt femmes et trente villes pour que j'aie versé ma mère éplorée et que je lui crie : Enfante-moi de nouveau pour que je voie la rose depuis son commencement et que j'aime l'amour depuis son commencement jusqu'en terme du chant

Il me suffit d'une année rien qu'une autre année pour que je vive toute ma vie d'une seule traite ou un seul baiser ou un seul coup de feu qui abolira mes questions

Une autre année rien qu'une autre année une année !

Réformer l'enseignement

En ce moment, je suis lié avec plusieurs hommes distingués qui sont occupés de résoudre les problèmes morales par lesquelles la France est dévorée. Ils ont reconnu, comme moi, que l'instruction supérieure fabrique des capacités temporaires parce qu'elles ne trouvent pas d'emploi ni avenir ; que les lumières répandues par l'instruction inférieure sont sans profit pour l'Etat, parce qu'elles sont dénuées de croyance et de sentiment. Tout système d'instruction publique exige un remaniement auquel devra présider un homme d'un profond savoir, d'une volonté puissante et d'un génie législatif qui ne peut être rencontré chez les modernes que dans la tête de Jean-Jacques Rousseau. Peut-être le trop-plein des spécialistes devrait-il être employé à l'enseignement élémentaire, si nécessaire aux peuples. Nous n'avons pas assez de patients, de dévoués instituteurs pour manier les livres.

A la fin d'une longue lettre où Grégoire Gérard (s'adressant à Grossetête) stigmatise tour à tour la conception des grandes écoles, la centralisation, la bureaucratie et la religion française du Concours. C'est dans le Curé de village, daté par Balzac de 1837-1845.

JEAN GUYARD-MEILL

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Produit naturel et renommé

Catalogue et tarif M gratuits.

STE HELIOLEINE, B.P. 37

SALON-DE-PROVENCE, 13652 Celles.

Vins et alcools

CORBIÈRES MINÉROIS PIVO

Tarifs : bouteilles, produits régionaux

CAVES SAURY-SERRES 11111 LEZIGNAN

CORBIÈRES Tél. (05) 27-07-57

BORDEAUX

Un prix producteur, franco

100 bott. 1981, 430 F. 60 bott., 960 F.

Dame de la Tempête - 33550 PAULET

BEAUJOLAIS-VILLAGES

propriété

R. MARTIN & FILS

VITICULTEUR à Py-de-Suliat

REGNIE-DURETTE BEAUJEU.

Tarifs sur demande.

MERCUREY

vente directe propriété

12 11111 327 T.T.C. franco dom.

Tarif sur demande. Tél. 85-47-13-94

MODERN VITICULTEUR - 71111 MERCUREY

Vacances et loisirs

TOURISME FLUVIAL EN FRANCE

An Salon nautique de PARIS

du 15 au 24 janvier

VENTE DES PÊCHETTES

Niveau 1 - Stand 22 D

LOCATIONS SANS PERMIS

Niveau 4 - Stand 37 B

demandez notre brochure

« sign » LOCABOAT PLAISANCE

Paris ou Lille

JOIGNY Tél. : 86-62-06-14

CORRÈZE en LIMOUSIN

Vacances familiales

en Gîte de France

Des familles rurales sélectionnées

accueillent vos enfants à la ferme.

A partir de 810 F la semaine

en pension complète incluant

activités de loisir

(poney, randonnée, tirage, etc.).

Documentation gratuite :

Loisirs-Accueil

du T. 11111 - Quai Balzac

TULLE Tél. : (55) 11111

PLAGE MIDI - PARC LOISIRS

Club de vacances

à 10 minutes de Tulle

gratuit M. 11111

34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17

DES BUFFETS DANS UN CADRE DE VERDURE

Mélodine

LE RESTAURANT "Mélodine"

21, rue Beaubourg (angle centre Pompidou) jusqu'à 22h même le Dimanche

Les Caraïbes à la voile

Sur NEW LIFE (Club Sea 126)

Renseignements et documents : AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue de la Seine 75001 Paris Tél. 268 16 70

LA MEUBLERIE

Une collection de qualité Des conseils sérieux

107 Bd Saint Germain PARIS 6^e Tél. 326.55.88

ASIE

Vient de paraître un catalogue de 26 pages de 2 630 livres anciens ou épuisés sur l'ASIE.

Envoi contre 20 F (déductibles du premier achat).

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75016 PARIS Tél. 326.55.88 - 326.55.89

POUR VOTRE VOYAGE... MADAME EST NOTRE INVITEE!

Qu'en Novembre 1982 au 31 Mars 1983, soyez l'un des hommes d'affaires à voyager entre Paris, Lausanne, Milan, Venise et Londres dans le plus prestigieux des trains.

Pour vous, le Venice Simplon-Orient-Express sera le train d'affaires vous assurant la

facilité d'un départ et d'une arrivée au cœur des villes.

Aussi, pour le prix d'un seul billet, vous pourrez voyager en compartiment double, accompagné de Madame.

Des maintenant, contactez votre agent de voyages, ou :

VENICE SIMPLON-ORIENT-EXPRESS

Venice Simplon-Orient-Express 11 rue Lincoln 75008 Paris

Tél. 256 17 59

Tél. 260631 VSOR F

CINÉMA

Les Noirs américains sortent du ghetto

Un aspect peu connu de la culture américaine commence à être découvert : les films réalisés et interprétés par des Noirs. Un cinéma qui, en fait, a une longue tradition.

Si le cinéma américain est bien connu des critiques, voire du public, à travers acteurs et metteurs en scène, tout un pan de cette culture est resté longtemps ignoré : celui qui concerne les films réalisés par des Noirs sur le continent. Les histoires consacrées au septième art font le silence sur cet aspect de la cinématographie américaine.

Depuis trois ans, toutefois, les choses évoluent : le Festival des trois continents de Nantes a organisé, en décembre 1979, une rétrospective consacrée à ce cinéma, tandis qu'en octobre 1980 était présenté à Paris un panorama (cinquante pièces) de l'histoire du film indépendant noir américain. En 1981, les festivals d'Amsterdam et de Berlin programment ces films. La Ville de Londres et les Journées cinématographiques de la race ont organisé pour l'année 1982, grâce aux efforts de l'historienne noire américaine Pearl Bowser, d'Olivier Franklin, qui a organisé, ces dernières années, de nombreuses rencontres et ateliers à travers l'Europe, des Français, Catherine Arnaud et Catherine Ruelle, ce cinéma des ghettos et des communautés d'intérêt des distributeurs.

Contrairement à d'autres minorités ethniques comme les Chicanos ou les Indiens, les Noirs ne sont pas restés à la suite des lots abolitionnistes de la fin du dix-neuvième siècle, intégrés au mode de vie américain, à l'univers du travail et de la finance. Dès cette période, une bourgeoisie de couleur se forme, qui possède ses théâtres, ses journaux, ses universités et même ses banques.

La maîtrise de certains moyens de production par les Noirs témoigne d'une intégration avancée dans la société de l'époque. En 1913, les courts métrages réalisés par des gens de couleur — en général des acteurs filmant leurs performances. Si les premiers films ont été produits par des Blancs, très rapidement les notables de la communauté — médecins, avocats, commerçants... — financent divers projets, et le mouvement s'étend dans les villes de Los Angeles, Chicago et New-York.

En 1916 est créée la compagnie Birth of a Nation Photoplay Corporation dans le dessein d'élaborer des films devant répondre à l'injure faite aux Noirs par la Naissance d'une nation de Griffith (1915). Emmet J. Scott concrétise son projet en 1918 et 1919. D'autres films visent à réhabiliter l'image des Noirs : *The Colored American* (1918), produit par la Frederick Douglas Film Co (1918), et *Within Our Gates* d'Oscar Micheaux (1920), qui s'attaque au problème du lynchage.

Entre 1916 et 1920, de nombreuses maisons de production sont créées par des gens de couleur : les plus importantes sont la Lincoln Motion Picture Corporation et la Real Motion Picture Corporation. Elles sont une centaine dans les années 20, qui produisent des films en sept cents salles des ghettos.

La plupart des films tournés par des Afro-Américains sont pas, à l'époque, aussi engagés que les trois que nous venons de citer. Les metteurs en scène,

issus de la bourgeoisie, prêtent une oreille favorable aux intégrationnistes. D'autre part, s'ils veulent poursuivre leur carrière, ils ne peuvent se permettre d'attaquer le front institutionnel. Des films comme *Eleven P.M.* de Robert Morrice, *Body and Soul*, d'Oscar Micheaux (avec le grand acteur Robeson), tous les deux de 1924, *Scar of Shame*, de Frank Perini (1928), tentent de promouvoir la silhouette d'un Noir intégré, travailleur, « socialisé », qui s'oppose à un vis-à-vis joueur, buveur, lubrique.

Une figure charismatique se détache du monde des réalisateurs de cette époque : celle d'Oscar Micheaux, véritable héros du cinéma noir américain. Il débute avec *The Homesteaders* en 1919, et élève sa carrière, en 1948, par *The Betrayal*, quelque trois ans avant sa mort. Entre ces deux dates, il achève plus de trente films, échappant, grâce à un sens aigu des affaires, à la banqueroute qui a anéanti tous ses collègues à la fin des années 20. Si la plupart de ses films prônent l'intégration, il lui est arrivé de mettre en scène des films plus engagés comme *Within Our Gates*, *Tem Minutes To Live* (1932), illustrant deux récits du folklore d'Harlem.

Ces œuvres ont eu une importance capitale dans la tentative faite par les Noirs pour bâtir une dramaturgie et une industrie typiquement ethniques ; de tous les groupes « minoritaires », seuls les Juifs peuvent rivaliser avec eux sur ce terrain. Si ces réalisateurs n'ont pas retenu l'attention des historiens, Hollywood a tenu compte de leur existence. En 1923, une épidémie d'effacement oblige les studios à former plusieurs unités des ghettos. Quelques années plus tard, l'arrivée du son parlant, qui met fin à la mobilisation de capitaux beaucoup plus importants que le muet, sonne le glas de ce premier âge d'or du cinéma indépendant noir américain.

Gai, artiste... et serviteur zélé

Le système libéral hollywoodien a toujours obéi à deux commandements : la prise en compte de l'existence potentielle d'un marché à satisfaire et l'écoute attentive de l'évolution des goûts.

A la fin des années 20, pratiquement toutes les compagnies de production noires ayant déposé leur bilan, les bureaucrates d'Hollywood se rendent compte qu'il y a là un public à conquérir. En 1929, deux films à gros budget, *Hearts in Dixie*, de Paul Sloane, et le fameux *Hallelujah*, de King Vidor, voient le jour. Les acteurs noirs du talent Paul Robeson sont récupérés (cf. *Emperor Jones*, de Dudley Murphy, 1933), on utilise les prestations des jazzmen Duke Ellington et Louis Armstrong pour animer les séquences musicales de certains films ou pour mettre leur musique en images : les courts métrages des vedettes du jazz dans la distribution pullulent au début du parlant. Dudley Murphy devient un spécialiste du genre : *St-Louis Blues* (1929), *Black and Tan Fantasy* (1931)...

Dans les créations traditionnelles, on a vu le cliché dépeignant l'homme de couleur comme un être gai, insouciant, artiste ou... serviteur zélé. Les

films à interprétation noire partielle ou totale se multiplient : *Veris Pâturages*, de Marc Connelly (1936), *William Keighley* (1936), *Un petit coin de ciel*, de Vincente Minnelli (1943), *Symphonie magique*, de Andrew Stone (1943) (1), *Broadway Rhythme*, de Roy Roy Ruth (1944)...

L'entrée en guerre des États-Unis entraîne un changement dans les mentalités. Les Noirs sont encouragés à participer à l'effort national. Frank Capra produit des bandes comme *The Negro Soldier*, *The Negro Sailor*. A la fin des années 40, le public des ghettos reconnaît la reconnaissance de ses problèmes. Parmi les films, *Frontières invisibles*, d'Alfred L. Werker (1949), *Harlem* (1949), *La porte ouverte*, de Joseph L. Mankiewicz (1950), prennent comme leitmotiv la lutte raciale. L'acteur Sidney Poitier, interlocuteur plein de bonne volonté, cautionne les marches libérales et metteurs en scène comme Richard Brooks et Stanley Kramer. Même si les mouvements noirs radicaux ont effacé le profil de l'homme de couleur qu'il trace, les personnages qu'il campe, à la psychologie somme toute assez fouillée (comme son personnage de psychiatre confronté à un fasciste blanc, *Pressure Point*, d'Hubert Cornfield, 1962), contribuent à faire émerger une image différente de celle en vigueur dans les années 30 et 40.

Au début des années 60, l'effet des mouvements pour la reconnaissance des droits civiques, Hollywood invite les scénaristes de couleur comme Paul Davis ou Lorraine Hansberry à s'exprimer. Ossie Davis écrit, en 1963, le scénario de *Gone Are the Days*. Mais cette utilisation des acteurs noirs par Hollywood n'est pas sans ambiguïté. Les héros mis en scène dans les films comme *Le Casse de l'oncle Tom*, d'Ossie Davis (1969), ou *Les Sentiers de la violence*, de Gordon Parks (1969) — réalisés et interprétés par des Noirs, — sont issus de la mythologie blanche du justicier ou du *self made man*. Superflus, vengeurs divers, viennent assouvir, par procuration, la soif des Noirs de voir sur les écrans des héros de leur race.

Il faut noter que Gordon Parks et Ossie Davis, conscients du piège qu'on leur tend, se saisissent. Parks, en 1976, *Leadbelly*, un film consacré au fameux guitariste, tandis qu'Ossie Davis fonde d'autres acteurs noirs la Third World Cinema Corporation, une maison de production qui permet, entre autres, au vétéran blanc John

Berry, victime en 1957 du mac-carthisme, de refaire *Claudine* (1974), une œuvre sincère sur la famille noire américaine.

Vers le milieu des années 70, Hollywood puise un matériau plus authentique : la renaissance de l'humour des Noirs. L'acteur loufoque Pryor (cf. *Blue Collar*, de Paul Schrader) devient une grande vedette, tandis que le cinéaste Michael Schultz (*Cool*) joue le Woody Allen de couleur.

Le retour des indépendants

De nombreux aspirants cinéastes se sont rendu compte, dans les années 60, que, pour refuser l'image mensongère que les médias donnent du Noir et conquérir leur liberté au sein des médias, il leur fallait travailler hors de Hollywood.

Le « cinéma-vérité » indépendant apparaît après une éclipse d'une trentaine d'années. La tradition du cinéma à été ponctuée de quelques oasis : la rôle important tenu par les acteurs Paul Robeson et Sidney Poitier dans la création de personnages à la psychologie complexe et les témoignages sincères de quelques cinéastes progressistes blancs. Ces derniers, situés également à la marge du système commercial, évoquent des sujets tels que les relations interraciales (*Shadows*, de John Cassavetes, 1959), la vie dans les ghettos (*Harlem Story*, de Shirley Clarke, 1963), ou, comparative, l'existence inhumaine des Noirs en Afrique du Sud (*Come Back Africa*, de Lionel Rogosin, 1959).

L'acteur William Greaves, de la génération de Sidney Poitier, refusant d'interpréter des rôles qu'il juge inappropriés, s'exile au Canada dans les années 50 et travaille comme documentariste pour l'Office national du film. Il fonde, en 1964, son propre studio de production à New York, la production de ses œuvres relevant du « cinéma-vérité », considérées comme les premiers témoignages authentiques de la culture noire américaine. Les questions concernant l'identité ethnique et culturelle de la communauté, notamment par un effort de restauration de l'histoire négro-américaine et la recherche d'une esthétique spécifique prenant sa source dans le jazz et les contes oraux des ghettos, figurent parmi les préoccupations des créateurs.

Entre 1960 et 1970, Greaves devient le producteur exécutif du

« Black Journal », une émission mensuelle de télévision conçue et réalisée par des Noirs et produite par la National Education Television (NET) et relayée par quelque deux cents stations. Cette émission a été créée à la demande d'une commission présidentielle (commission Kerner) pour permettre aux Afro-Américains d'avoir, après les graves désordres survenus dans les ghettos en 1965, un certain contrôle sur leur représentation par les médias. Pour la première fois, les problèmes des racines culturelles, de l'injustice sociale, du racisme, du chômage, du logement des gens de couleur, sont abordés en toute franchise. Outre son caractère de mobilisateur social, le « Black Journal » (disparu en 1977) a joué un rôle formateur de premier ordre pour toute une génération de cinéastes noirs, qui ont ainsi pu acquérir une certaine formation technique.

William Greaves opère à New York et demeure fidèle au « cinéma-vérité ». D'autres réalisateurs en scène, comme Larry Clark, Charles Burnett ou Haile Gerima, vivant en Californie, sont plus attirés par la fiction et l'expérimentation. Larry Clark décrit, dans *Passing Through* (1977), l'itinéraire d'un jeune musicien de jazz désireux de créer lui-même sa maison de production, qui se heurte à la mauvaise foi des affairistes. Clark utilise la spontanéité des acteurs et tente de donner à son film une structure proche de la syntaxe musicale, en utilisant des juxtapositions de plans de couleurs très travaillés. Haile Gerima cherche également à constituer une esthétique spécifique noire américaine.

Charles Burnett tente, lui, dans *Killer of Sheep* (1977) de donner un rythme, un tempo, adapté au quotidien des personnages. Il décrit quelques jours de la vie d'un employé des abattoirs, déshumanisé par son travail, qui se réfugie dans la schizophrénie. Tourné entièrement par des non-professionnels, *Killer of Sheep*, par l'acuité de son regard, dégage un climat lourd, sensuel, physique, bouleversant d'authenticité.

On compte aujourd'hui une centaine de cinéastes indépendants. Ne représentant pas un réel mouvement, leurs tendances et leurs aspirations, sur le plan social qu'artistique, sont très variées, oscillant entre le désir d'intégration et un séparatisme intransigent. Comme la plupart des minorités, les cinéastes indépendants noirs ne participent pas à l'élaboration de l'histoire officielle : ils sont folklorisés ou récupérés par les institutions. Le vaste pro-

jet « contre-culture » des années 60, auquel les Noirs ont participé, visant à jeter les bases d'une histoire parallèle des formes et des idées, relève, actuellement, de l'utopie révolue.

A l'instar de la plupart des groupes opprimés, les cinéastes noirs américains se réfugient dans le dogmatisme. Les sujets abordent la sexualité, la violence ou les relations interraciales avec des tabous. *Blood's Way*, de Stan Taylor (1972), *Killer of Sheep*, de Charles Burnett, ou le cas où un évocation la sexualité. Le turbulent Charles Lane s'attaque au genre loufoque dans son court métrage *A Black in Time* et à l'activité sexuelle des partenaires de races différentes dans le récent *Thou Shalt Not Mince* (Tu ne commettras pas de mésalliance).

L'accès aux grands médias étant difficile, les cinéastes indépendants noirs doivent diffuser eux-mêmes leurs films. Des bibliothèques, collèges, campus universitaires, bref ce qu'on appelle les « lieux alternatifs », accueillent ces œuvres. Des organismes spécifiques à la diffusion existent : l'African Film Society (San Francisco), le Black Film Institut (Washington), le Third World Newsreel et la Black Filmmaker Fondation (New-York).

Pour financer ces films, les cinéastes de couleur ont recours à multiples fondations, dont les plus notables sont la National Art Endowment et le Council of Arts, qui dépendent du mécénat culturel de subventions fédérales. Malgré la difficulté pour les Noirs d'accéder à de telles subventions, des ambitions ambitieuses existent. *Street Corner Stories*, de Warrington Hudlin, consacré à la résurgence de la culture orale des ghettos, ou *The Cruz Brothers and Miss Malloy*, de Kathleen Collins, premier long métrage de fiction dû à une femme noire, ont pu être réalisés par ce moyen.

Mais depuis l'arrivée de Reagan et la suppression de nombreuses subventions à visées culturelles, l'art « officiel » américain est menacé d'asphyxie. Les cinéastes indépendants noirs américains sont les premières victimes de cette politique.

RAPHAËL BASSAN.

(1) Ce film est passé sur Antenne 2 le 11 septembre 1982.
■ *Éléments de bibliographie*. On peut citer : « Survol noir américain » (*Cahiers du cinéma*, n° 308, février 1980). « Vers une esthétique spécifique du cinéma noir américain » (*Cinéma*, n° 261, septembre 1980). « La face voilée du Nouveau Continent : le cinéma indépendant noir américain » (*La Revue du cinéma*, n° 363, juillet-août 1981).



DANIEL JAN

Attention aux pièges ! (*)

Tout récemment encore, à l'occasion de la sortie des nouvelles pièces d'argent de 10 et 100 francs, une publicité « pleine page » vantait les mérites des pifèforts correspondants en pratiquant la technique si simple et efficace de l'amalgame : un bandeau annonçant « nouvelles monnaies à cours légal » figurait des photos puis un titre

Alain WEILL

(1) **E** qui m'a à l'abri de tout mal !

(2) En général, c'est une affaire suivie, en bas de page, en petit et noir, la précision - limite de souscripteurs - : E qui se moque !

(3) "N'osais pas y croire, mais un ami m'a fourni publicité de 1978" cela est bien imprimé !

(*) Voir Le **MALIN** Dimanche

La culture au secours de l'industrie

PAQUES
stage d'initiation à
l'INFORMATIQUE
filles et garçons 10-17 ans
(8 stagiaires)
LE CLUB VERT
903-50-80
Equitation, Tennis, Photo
(20 km Paris, forêt Senart)

JACQUES STERNBERG.

Significative aussi l'originale et vaste opération **VIA au Salon du meuble**. Le mobilier

MOHAND MESTRI.

(5) Manuel Canovas, 2, rue
Dupont-des-Loges, 75007 Paris. Tél.
2042 11 11.

Le ~~matin~~ allait donc à la ~~fortuite~~ italienne. Ce fut le signore Fragiatié, superbe ■ son accoutumée; qui prédit à Casso- ■ l'ainé le retour d'un bateau que nul n'attendait plus. Le ba-

On l'adulait. La frêle marchande se réjouissait qu'il eût affrété un navire pour ramener des oranges du pays patagon, à un autre pour ramasser de l'or sur les plages d'Eldorado; qu'il engageât le petit peuple à supporter les privations, le raison de sa belle vertu et pour la gloire du commerce; qu'il donnât les ordres à quiconque passait; qu'il aimât les bijoux comme une vieille femme et les louanges autant qu'un écrivain. Il souriait. A cette époque, il offrait, en partie pour l'amour de Dieu, guérir les nez mal formés; il venait avec un fils propre à donner la banque-ruite. Le signore répondait à celui des siens; encore que par les extravagances lui venaient, s'il n'était pas entendu. Il criait, tempestait, boudait pendant plusieurs jours, quelque effort qu'on fit pour lui être agréable. Une des colères le perdit brusquement.

André Villon a déjà publié une nouvelle *Hélène dans la maison* dans le *Monde Dimanche* 13 mai 1981. Celle que nous publions dans ce *Jeune* est extraite d'un roman à paraître *Place des Treize-Coins*.

PAQUES
stage d'Initiation a
L'INFORMATIQUE
filles et garçons 10-17 ans
(8 stagiaires)
LE CLUB VERT
903-50-80
Equitation, Tennis, Photo

ASSOCIATIONS

Télématique en Provence profonde

Des associations bloquées par leur émiettement et leur isolement géographique espèrent devenir le laboratoire d'une nouvelle communication...

LES Ateliers méditerranéens expérimentaux (1) sont installés aux deux extrémités de la région Provence-Côte d'Azur : sur le littoral, près de Monaco, dans l'arrière pays, à Embrun. Des lieux caractéristiques d'une région divisée entre une frange côtière très active et une zone de moyenne montagne isolée et désertifiée. L'activité de l'association, vouée au développement « autocentré », est marquée par ce contraste, qui résume toutes les difficultés de la vie locale.

Vivre les contraintes du milieu, c'est affronter immédiatement des contraintes de communication. Comment travailler ensemble dans cet espace hétérogène où, certains mois de l'année, les transports sont « difficiles » ? Ainsi est née l'idée du recours à la télématique : le micro-informatique et son usage par un public qui en est au départ éloigné constituent une des activités de l'association (qui avait mis au point aussi bien une pompe solaire qu'un système de construction en terre).

Par l'intermédiaire du réseau E.I.E.S. (du New Jersey Institute of Technology) et du réseau Microdial, les A.M.E. ont ainsi fait l'expérience de la communication interactive : messagerie, élaboration de textes à

distance... En marge des programmes lancés par les télécommunications, une association liée à sa région faisait ainsi son propre apprentissage télématique par micro-ordinateurs en réseau et découvrirait à cette occasion les possibilités offertes en général aux associations. Ainsi est née une réflexion qui devait articuler développement local et outil informatique.

Côté développement local, Gabriel Peynichou, un des animateurs des A.M.E., résume ainsi la situation : « Il existe dans la région une constellation d'associations qui s'intéressent toutes au point de rencontre de la vie locale et des nouveaux objets technologiques. Mais les obstacles pour coordonner toute cette activité sont énormes. Pas seulement à cause du milieu. Il existe bien des volontés fédératrices ; elles ne sont pas toujours exemptes de tentations hégémoniques ».

« La télématique par micro-ordinateurs en réseau doit permettre d'échapper à ces problèmes. Elle autorise une fédération décentralisée qui peut vaincre les réticences et supprimer par ailleurs les contraintes géographiques ».

Les services qui peuvent être fournis sont multiples. Grâce à eux, les associations concernées pourront organiser des « téléconférences » sur des thèmes qui

leur sont communs (en l'occurrence, l'environnement, les énergies de remplacement, par exemple), disposer d'un système de « messagerie » — une sorte de « poste restante télématique » — qui peut servir à l'échange d'adresses, de renseignements (techniques, juridiques, administratifs...), mais qui peut aussi fonctionner comme agence de petites annonces, ou de bourse. Les usages sont multiples... et les membres du réseau sont invités à en inventer d'autres. C'est leur capacité à utiliser au maximum les ressources de ce mode de communication qui donnera sa richesse à l'expérience.

Seulement, cette télématique n'existe encore que sous une forme expérimentale. Le développement du marché des micro-ordinateurs ne manquera pas d'en susciter le besoin. Mais il faut trouver le « serveur », c'est-à-dire l'ordinateur qui permettra de grouper les terminaux en réseaux. De ses caractéristiques dépendront, d'une façon très large, les formes de communication télématique grand public : celles-ci risquent peut-être de concurrencer le système vidéotexte de la D.G.T. conçu avant l'invasion micro-informatique...

C'est ce constat a conduit au projet COMFOR. Au lieu d'attendre l'arrivée sur le marché d'un produit dont les performances et les caractéristiques auront été déterminées a priori, les responsables des A.M.E. ont imaginé de faire participer des associations à la définition de ce nouvel outil.

« Le mouvement associatif possède de réels besoins de communication interactive », précise Gabriel Peynichou. Il est un laboratoire de recherche en communication par la place qu'il tient dans la vie sociale. Centre d'un nouveau civisme, il peut légitimement prétendre tenir un rôle dans la définition d'un produit technologique qui comptera sans doute dans la relation entre les gens ».

L'opération COMFOR, qui a largement entamé sa phase d'étude, va entrer bientôt en application. Une douzaine d'associations constituent déjà le réseau qui s'étend sur quatre départements de la région (la liste n'est pas close). Elles vont être dotées d'un matériel fourni par le conseil régional : treize micro-ordinateurs doivent être mis à leur disposition. Le fonds d'intervention culturel (FIC) participera au financement de l'étude, mais son apport doit être complété par un financement local. La délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) et le conseil général des Bouches-du-Rhône sont intéressés à l'opération.

Pour l'instant, les membres du réseau se familiarisent avec l'outil informatique. D'ici quelques semaines, ils en auront l'usage effectif. L'expérience entrera alors dans sa phase « opératoire » qui doit durer un an. Elle bénéficie du soutien du Centre mondial de micro-informatique, qui fournira peut-être un serveur au réseau ainsi constitué. En attendant les associations seront connectées aux réseaux expérimentaux déjà en service (Microdial, E.I.E.S.). Le coût de l'abonnement à ces réseaux reste en effet élevé, surtout pour E.I.E.S. (1 000 francs par mois) ; le tarif de Microdial (fixé à l'heure) est peut-être moins élevé, mais ce système comporte en revanche des contraintes d'utilisation plus strictes.

Opération multiface, articulant développement local, vie associative, définition d'un nouveau produit, COMFOR est un nouveau projet original. Ses auteurs comptent bien qu'il aura des prolongements dans le domaine technologique. L'expérience contribuerait ainsi à rapprocher deux secteurs qui se sont rarement rencontrés jusqu'à présent : le mouvement associatif et les milieux industriels pionniers.

MICHEL PICHOL
(1) Ateliers méditerranéens expérimentaux, 8, rue du Docteur-Quinquin, Cap-d'Ail.

CONSEILS

Capacité des associations

La capacité émane de la compétence légale, pour une personne physique ou morale, l'aptitude à avoir des droits reconnus et la possibilité de les exercer, ou voit immédiatement que son contenu peut varier suivant la nature des associations considérées.

Ainsi les « associations de fait », non déclarées, ne jouissent en droit d'aucune capacité juridique, elles ne peuvent donc pas ester en justice, acquiescer des biens, meubles ou immeubles, et ne constituent un patrimoine, contracter, engager des personnes, ou louer des locaux, même avec reconnaissance de leur responsabilité.

Tout contrat qu'elles pourraient passer serait nul du fait même de leur incapacité. Elles ont cependant la possibilité de percevoir des cotisations et, pour ce faire, d'ouvrir un compte courant postal ; mais il faut savoir que les biens ainsi constitués restent indivis.

Par contre, les « associations déclarées » obtiennent par leur déclaration, définie à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, une capacité juridique limitée par les dispositions de l'article 4 de la même loi d'une part, et par des dispositions réglementaires et la jurisprudence d'autre part. Ainsi, elles peuvent « sans autorisation spéciale ester en justice », ce qui signifie qu'elles sont susceptibles d'être citées et d'intenter toutes actions envers toutes personnes physiques ou morales devant tous les tribunaux.

Il y a lieu cependant d'apporter ici quelques précisions. En fait, l'association de fait ne peut pas saisir le tribunal de la loi de 1901, ni même des tribunaux de l'ordre judiciaire (tribunaux de grande instance ou d'instance suivant les cas). Elle ne relève que très rarement des tribunaux administratifs. Il faut pour cela qu'elle soit soumise à la tutelle directe de l'administration et jouisse en fait des prérogatives d'une personne publique ou qu'elle soit l'objet d'une mesure administrative dont elle conteste la validité. Rappelons à cette occasion l'action intentée par M^{rs} Simone de Beauvoir, pour l'association Les amis de la Cause de peuple, devant le tribunal administratif de Paris contre le préfet de police, qui avait refusé à cette association le récépissé de déclaration prévu à l'article 5 de la loi de 1901.

Ce droit d'ester en justice est limité par ailleurs par la recevabilité des actions qu'une association peut engager. Il faut que l'action soit dans le champ même du but qu'elle poursuit (défense de ses intérêts et de ses biens). Toute action peut également être engagée pour la défense de « l'intérêt collectif de ses membres ».

La jurisprudence de la Cour de cassation est plus restrictive en matière pénale : une association ne peut, par exemple, se constituer partie civile que si, en tant que personne morale (et pas au nom de tel ou tel de ses membres), elle a subi un préjudice direct. Quelques exceptions sont à noter, par exemple dans les domaines de la protection de la nature, des consommateurs, de la lutte contre l'alcoolisme ou le racisme.

Deuxième capacité de l'association déclarée : l'acquisition de biens à titre onéreux. Là encore cette capacité n'est pas totale, selon, en matière immobilière, une association ne peut acquiescer que « la localité destinée à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres et les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ».

Et surtout, l'association ne peut acquiescer de biens à titre gratuit — c'est-à-dire être bénéficiaire d'une donation ou d'un legs. L'article 7 de la loi de 1901 prévoit la nullité de toute acquisition de ce genre, nullité qui peut être requise à la demande « du ministère public ou de tout intéressé », nullité qui donne à l'association un caractère « onéreux » avec les conséquences fiscales que cela entraîne.

Dans ce domaine il existe des dérogations pour certains types d'associations : elles font toutes l'objet de textes réglementaires : lois, ordonnances ou décrets.

Les deux manuels dont nous avons parlé précédemment (1) échappent naturellement à cette interdiction.

(1) Voir le Monde Dimanche du 5 décembre 1982.

(*) Cette rubrique est rédigée par Services associations, association selon la loi de 1901, 24, rue de Frouy, 75017 Paris. Tél. (1) 380-34-09.

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels □ Convocations □ Créations □ Manifestations □ Sessions et stages □

* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

| | |
|----|-------|
| 1 | ..... |
| 2 | ..... |
| 3 | ..... |
| 4 | ..... |
| 5 | ..... |
| 6 | ..... |
| 7 | ..... |
| 8 | ..... |
| 9 | ..... |
| 10 | ..... |

● Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).
● Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.

● A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

Vous avez fait des études de sociologie ou vous avez une pratique professionnelle de sociologie. L'Association professionnelle des sociologues recrute les sociologues pour : éditer un annuaire, constituer une banque de données, favoriser les échanges entre secteurs d'exercice. Pour obtenir le questionnaire, R.P. 52, rue Jacob, 75006 PARIS.

SUPTURE - DIVORCE ?
Pour voir plus clair, pour vous renseigner, aide psychologique, juridique, sociale, etc.
Tél. 585-88-02 LA MACDO.

Ciné club rech. des chutes film 18 mm. Lycée A.-Maurice, B.P. 271, 75002 PARIS. Tél. (51) 81-89-86, poste 29.

Convocations
Fondation ZERVOS Vézelay dit 24 janvier 4 membres conseil d'administration. Candidatures à envoyer avant 5 janvier.

Dr. M. RAZOUX, 89450 VEZELAY.

ARVEL VACANCES tient son assemblée générale le samedi 19 janvier à 14 heures. Palais de travail, place L.-Gouyon, villeurbannaise. Ouvert aux adhérents, individuels et collectifs. En fin d'après-midi, projection de film marocain « Aïyam I Aïyam II ». Pr. recevoir programme été, écrire : Arvel, 84, rue Paul-Verlaine, 69100 VILLEURBANNE.

Creations
Créa club privé de transcendance orienté sur foi liée personnelle (morale, humanitaire, sociale, spirituelle, etc.) sur la vie et la lutte intérieure et humaine, intérêt p. sciences humaines (psy, etc.). Pr. par. avant projet, diffusion, autoval. Tél. : Robert, 131-59-61 (interurbain).

Votre S.A.R.L. en 8 jours pour 2 500 F.
Tous frais, démo, compr. Cession fondée sur 5 S.F. APIC. Association 1901 de créateurs d'entr. Cotis. 100 F (étud. 50 F).
3, rue de l'Arrière, PARIS-15^e. Tél. 538-99-98.

Manifestations
SOCIÉTÉ MATHÉMATIQUE DE FRANCE
Journée annuelle
Samedi 22 janv. 9 h 30 - 18 h.
Les membres transmettent l'Exposé de : D. BERTRAND, M. LAURENT, P. PHILIPPON, M. WALDSCHMIDT, 45, rue d'Ulm, PARIS-5^e. Pr. la revue, S.M.F., B.P. 128, 75238 PARIS, Cedex 08. Tél. : 633-39-42.

Maison culture arménienne Paris présente exposition art arménien, 11 au 20 janv., 14-19 h, à la chapelle de la Sorbonne-confé-débat, projets, 17, rue Blaise, Paris-6^e. Mardi 11, Khatchkars ; mercredi 12, Sculpt. ; vendredi 14, œuvre Der Nersissian.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

Associations en question
S.O.S. Citoyens, association proche de la droite, veut « préparer le changement » aux élections municipales de 1983. Dans ce but, elle a publié plusieurs documents sur les thèmes suivants : « Comment comprendre en trente-neuf heures les comptes de votre mairie », « Comment démasquer les associations bidon », « Enseignants et associations de parents d'élèves », S.O.S. Citoyens déclare vouloir défendre « la démocratie concrète, locale, quotidienne » et affirme « la priorité de la société civile sur l'appareil d'État ».

* S.O.S. Citoyens, 51, rue Olivier-Méreaux, 75020 Paris.

sessions et stages

Initiat. au piano n. début. et Musiq. à Paris, du 7 au 12 fév. Rens. FNAMU, 201-95-98.

Stage technique vocal et sé. de fond av. Philippe Levy. Du 5 au 11 fév. de la Vézère. Rens. FNAMU, 201-95-98.

Stage « Association et Informations Paris. 20-21 janv., 17-18 mars, 18 avril 1983. U.F.C.V., 15, rue de Coulm, 75015 Paris. 538-99-07.

Mines de fer. qui créent que vos tâches ne vous soient des grande courants de l'époque. Participez aux stages d'approfondissement culturel de l'A.O.P.F., 6, rue Daubigny, 75017 Paris. 753-98-61.

Élections municipales 1983, candidats ou électeurs, l'Union féminine civique et sociale propose des stages de formation à la vie municipale. Marseille, 24-25 janv. Nice, 31 janv.-4 fév. Rens. 16-91-54-45-56, 3, cours Ballard, 13001 Marseille. 422-68-98.

Centre « La Forge », 10, r. de Paris, 91100 Longjumeau, propose série de week-end formations. Entre autres : Reconversion armementaire, 18-19/1 ; Lutte de libération, 19-20/2 ; autre thèmes, 12-13/3.

G.R.E.C. propose musique et développement personnel les 22-23 janv. Rens. JACUL, 5, bd Montparnasse (B), 598-85-30.

Découverte Loire. Forêt, organisation des séjours de ski de fond avec hébergement en hôtel «NN (pension complète) du 5 au 12 et du 18 au 28 février 1983. Pr. 1275 F. Rens. 5, place Jean-Jaurès, 42021 Saint-Etienne Cedex, Tél. (77) 33-15-39.

STRUCT. ET RESPONSABILITÉS versées comp. Indépendance et pyramide. Séminaire, prog. de formation sur demande. APIC, association 1901 de créateurs d'entreprises, 3, rue de l'Arrière, Paris-15^e. Tél. 538-99-98.

SYNTHÈSE

PSYCHO CORPORELLE

Avant de vous engager dans une cure psychocorporelle vous pouvez vous informer gratuitement en assistant à une soirée d'information sur le « Trans B 10 Processus » à l'information des approches complémentaires telles BIO ÉNERGÉTIQUE / GÉS-TALT/ANALYSE TRANSCATIONNELLE/INTÉGRATION POSTURALE en dynamique de groupe ou séances individuelles (avec projections audiovisuelles). Prochaine séance gratuite le jeudi 13 janvier à 20 heures, 200, bd Malesherbes, 75017 Paris (metro Wagram). Nombre de places limité. Réservation pour personnes motivées uniquement en appelant au 753-57-31.

M. JAILLET, Association TRANSEDO.

SKI

Reservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection

« BUDGET HIVER 83 »

Tout et documentation AIRCOM (S.E.T.I.)

23, rue La Boétie, 75008 PARIS

Tél. : 268-15-70

L.I.C. A 962

VENTE PAR CORRESPONDANCE

« Kéroun Chou Ch'a », 10,10 F les 100 g et 100 autres thés

souhaiter recevoir sans frais catalogue et échantillons

□ thé naturel □ thé parfumé cocher s.v.p.

et envoyer à : COMPAGNIE INTERNATIONALE DES THÉS sarl

13, rue André Del Sarte 75018 Paris

Tél. (1) 255-25-76 — 24 h sur 24 —

AUDIOVISUEL

La vidéothèque de Paris : les images des mégapoles

L'ombre du grand temple de la culture, 4, rue Beaubourg, la Vidéothèque de Paris n'attire pas encore les foules. Il faut dire qu'elle ne fonctionne que depuis quelques mois et que la mairie de Paris, son principal bailleur de fonds, ne l'a pas encore inaugurée officiellement. Deux manifestations récentes (une semaine sur les nouvelles images et un cycle « Université et audiovisuel ») ont permis d'ouvrir au public salles de projection et surfaces d'exposition. Ces locaux un peu exiguës ne sont que provisoires : en 1985, la Vidéothèque emménagera dans 3 000 m² aux Halles pour y ouvrir un véritable lieu de consultation et de rencontres.

Car la Vidéothèque de Paris n'est ni un vidéo-club ni une bibliothèque de l'audiovisuel. Son créateur, Pierre Emmanuel, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), lui a donné une vocation particulière : être un lieu de réflexion et d'animation autour des mégapoles,

ces villes géantes, à la fois pôles d'attraction et lieux de misère où la société moderne a concentré ses dimensions les plus contradictoires.

Côté réflexion, la Vidéothèque s'adresse aux chercheurs, urbanistes, architectes, sociologues et met à leur disposition l'ensemble des films et documents vidéo tournés sur Paris et sa région. « Pour tous ces spécialistes habitués à travailler sur des plans, des maquettes ou des photos, l'image animée constitue une source d'information et de recherche encore inexploitée », explique Alain Flageul, responsable des archives. Le film et la vidéo peuvent apporter un éclairage nouveau sur tous les problèmes complexes de la vie d'une grande ville. Surtout si on ne se limite pas aux seuls documentaires spécialisés. Il faut prendre en compte aussi les longs métrages de fiction, les magazines de télévision ou les films d'amateurs. « La Vidéothèque de Paris n'a pas l'intention de stocker tous ces documents. Il ne s'agit pas de

concurrencer les archives de l'INA ou celles du Centre national de la cinématographie. Mais elle fournira aux chercheurs une base de données informatisées et exhaustives.

La constitution d'un aussi vaste patrimoine est une affaire de longue haleine. Depuis l'ouverture de la Vidéothèque, une soixantaine d'heures ont déjà été réunies à partir de sources diverses : l'INA, les cinémathèques de Pathé et de Gaumont, la collection Albert Kahn, les précieux documents du Service cinématographique des armées ou les réalisations de petits producteurs indépendants. En 1983, la recherche sera plus systématique et plus réfléchie, menée en collaboration avec les concours d'un certain nombre d'universités.

Archives

sur vidéodisques

Parallèlement à la saisie informatique de tous ces documents, les responsables de la Vidéothèque

espèrent aussi transférer une partie de ces archives sur vidéodisques. Le système est coûteux mais il permettrait une consultation immédiate et, surtout, une ouverture vers le grand public. Dès le second semestre 1983, une salle de consultation sera ouverte au public dans le sous-sol de la rue Beaubourg. Mais, en 1985, les locaux des Halles seront conçus comme un véritable lieu d'animation. « A côté de la sortie au cinéma ou de la consommation familiale de la télévision, explique Alain Flageul, il y a place aujourd'hui pour un autre type de rapport à l'image, plus simple et plus actif. On le voit déjà au Centre Pompidou et dans certains musées où l'audiovisuel s'intègre dans un parcours, comme un apport de documentation supplémentaire ou le prolongement d'une découverte. Aux Halles, les visiteurs pourront se promener à travers l'histoire animée de leur ville, se pencher sur le passé d'un quartier, chercher à volonté des informations plus précises sur tel aspect

de la vie de Paris en fonction de leurs préoccupations. »

Cette banque d'images, thématique et structurée comme une exploration dans l'espace et dans le temps, pourrait constituer aussi un passionnant programme interactif sur les futurs réseaux câblés en fibres optiques. Mais, pour le moment, les droits acquis par la Vidéothèque sur les documents qu'elle stocke n'autorisent pas ce type d'exploitation.

La Vidéothèque de Paris ne se contente pas d'archiver le passé, elle travaille aussi sur les transformations quotidiennes de la capitale. Des équipes de production vont filmer régulièrement les chantiers en cours, les manifestations ou les visites de personnalités.

Pour mieux faire connaître ce travail patient et précis, la Vidéothèque de Paris organisera, cette année, avec le concours de l'Institut des études politiques, une manifestation internationale sur l'image des mégapoles.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Stereo chez Viséa

On sait que le système français SECAM ne permet pas la transmission du son de la télévision en stéréophonie. Il nous faudra attendre le câble et le satellite pour bénéficier de ce confort d'écoute déjà expérimenté sur les chaînes allemandes. Mais ce qui est impossible en télévision ne l'est pas en vidéo, à condition de trouver un magnétoscope et un téléviseur adaptés.

C'est ce que propose aujourd'hui la société Viséa, filiale du groupe britannique Thorn EMI. Grâce à des accords exclusifs avec le constructeur japonais J.V.C., Viséa met sur le marché français de la location un magnétoscope V.H.S. équipé de deux pistes son et du système de réduction de bruit Dolby. Il est relié par un cordon Péritel, spécialement fabriqué, à un téléviseur stéréo Grundig Monolith.

Pour compléter cet ensemble, il faut disposer de cassettes enregistrées en stéréophonie. Viséa s'est adressé à Videofora, un éditeur de Strasbourg spécialisé dans les programmes musicaux. Huit cassettes, consacrées à des concerts de Beethoven, Berlioz, Verdi et Tchaïkovski, sont diffusées par Viséa au prix de 480 F francs pièce. Ces vidéo-cassettes ont été dupliées pour la stéréophonie par la société Megnum.

Viséa entend ainsi démontrer que la location est la formule la mieux adaptée à un marché en perpétuelle évolution technologique. Notons que la société propose aussi depuis quelques mois des consoles de jeux vidéo Atari. La location de la console comprend la mise à disposition de trois cassettes de jeux que l'on peut échanger contre d'autres à volonté. Viséa proposera dans quelques mois la location d'un micro-ordinateur avec ses logiciels.

Nouvelles images

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) organise les 2, 3 et 4 février 1983, dans le cadre du Festival international de télévision de Montecarlo, un colloque international

consacré aux nouvelles images. On y traitera en particulier des dernières applications de la composition visuelle électronique à la télévision et du cinéma des applications de son numérique, de l'image inter-active et de l'animation assistée par ordinateurs. Parallèlement au colloque, une exposition réunira les principaux fabricants et prestataires de services du secteur. Renseignements et inscriptions à International Marketing Video : 78, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 563.26.43.

Théâtre vidéo à Beaubourg

Le Centre Georges-Pompidou présente du 24 au 30 janvier un spectacle de vidéo-théâtre conçu par le réalisateur Hervé Nisic et la troupe du Théâtre d'en face. « Ecrans noirs », déjà présenté en 1981 à Saint-Etienne et à Bourges, est l'une des premières réalisations où le vidéo s'intègre complètement au jeu dramatique, aux costumes des acteurs comme au décor. Toutes les possibilités de l'écran électronique (contrepoint ou simultanéité des images, contrastes d'intensité, etc.) sont mobilisées dans ce spectacle pour une réflexion sur le rôle des médias dans la guerre.

J.-F. L.

Gamme vidéo Océanic

Depuis son départ du groupe I.T.T. et son rachat par le géant suédois de l'électronique Electrolux, la firme Océanic a trouvé une nouvelle vigueur sur le plan commercial. Cette agresseur à pour cheval de bataille une gamme vidéo complète qui vient renforcer le catalogue de la marque jusqu'aux exclusivités composées de téléviseurs et plus récemment de matériel son haute fidélité.

Le totalité du matériel vidéo est fabriquée au Japon dans les unités de production du groupe J.V.C., et défend donc les couleurs du format V.H.S. L'unité portable se compose de la caméra Colorscope 4084 et du portable Teletrecorder P 4833 auxquels se joignent le Teletuner et le Teletower de même référence. La caméra est

une monobloc Saticon à haute performance et à port sur l'épaule. Elle représente le haut de gamme, y compris en qualité d'image, dans le domaine grand public.

Côté salon, le Teletrecorder 4943 est un milieu de gamme très performant, équipé du chargement frontal et de toutes les facilités offertes par la « mécanique » gérée par microprocesseur : recherche visuelle, lecture accélérée, accès logique des commandes évitant toute erreur. Une télécommande à infrarouge regroupe l'intégralité des quatorze fonctions du magnétoscope et une prise spéciale permet le branchement direct de la caméra. A noter aussi la présence d'un système « anti-crash », mais surtout d'un insert automatique autorisant le remplacement d'une séquence par une autre sans toucher au signal de synchronisation qui assure la stabilité de l'image.

Enfin, parmi les téléviseurs de la marque, on remarquera plus spécialement le grand écran TC 679100 équipé d'un nouveau châssis basse consommation (85 W/h) et d'un amplificateur servant les deux haut-parleurs du système acoustique.

PHILIPPE PELAPRAT.

PHOTO

Des livres pour découvrir les techniques

Les matériels, appareils et accessoires, se transforment sans cesse, et les industries photographiques proposent constamment de nouveaux produits (émulsions, bains de traitement, produits correcteurs ou pour effets spéciaux, etc.). Du même coup, les vieilles techniques et les recettes de la « cuisine » photographique changent. De moins en moins bien informés, les amateurs ne tirent pas toujours le meilleur parti des nouveaux matériels. C'est ici que les livres techniques peuvent se révéler fort utiles. Ils sont aujourd'hui nombreux sur le marché, mais souvent aussi, il faut bien le dire, de médiocre qualité, soit qu'il s'agisse d'ouvrages de compilation, soit qu'il s'agisse de livres étrangers mal traduits par des auteurs qui manifestement

ignorent tout de la photographie. Fort heureusement, il existe aussi quelques bons livres, et nous en avons retenu trois parmi ceux qui nous sont parvenus ces derniers mois.

Tout d'abord, l'Appareil photographique, par Ansel Adams (éditions du Fanal), dans lequel le grand photographe américain qu'est l'auteur aborde les techniques d'utilisation de l'appareil photo en relation avec la créativité. La conception et la réalisation de l'ouvrage sont excellentes.

Vient ensuite Labo trucs, d'Alex Kovaloff (éditions Paul Montel), qui, malgré quelques faiblesses dans l'illustration, est d'un grand intérêt pratique. Il décrit tous les effets spéciaux en couleur qui peuvent se réaliser en laboratoire. Le grand mérite de l'auteur est de savoir réaliser ces effets et d'avoir décrit avec précision la façon de les exécuter. Les amateurs sont donc assurés de la réussite technique en suivant les conseils prodigués dans chaque chapitre.

Un autre ouvrage pratique, Regards sur la vie sauvage, de Jean-Paul Ferrero et Dominique et Serge Simon (éditions VM-chasseur d'images), consacré essentiellement à la photo des animaux sauvages, possède la qualité des précédents : il est le reflet du métier des auteurs, qui font bénéficier le lecteur de leur expérience. La technique de prise de vue y est ainsi exposée en montrant qu'elle ne peut être efficace que si le photographe a une connaissance suffisante du sujet, c'est-à-dire, dans ce cas particulier, de la nature et du monde animal. Dans ce livre, l'illustration est exemplaire.

ROGER BELLONE.

RADIOS

Du côté des fédérations

Née en mars 1978, avec la volonté d'apposer le fédéralisme au centralisme parisien qui régnait à l'époque, la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) a vu peu à peu se créer, à son initiative, des coordinations régionales, puis des fédérations régionales d'associations gestionnaires de radio. Aujourd'hui composée de vingt-trois fédérations régionales

et de douze départementales, la F.N.R.L. a décidé de se doter d'une structure confédérale, constituée de fédérations régionales autonomes, appelées, dans le cadre d'une campagne baptisée « objectif 500 », à regrouper de nombreuses radios.

Plusieurs projets sont actuellement à l'ordre du jour, parmi lesquels la création, avec l'aide du secteur mutualiste, d'une banque de la communication locale, le lancement d'agences de presse régionales et celui d'une banque de données pour les radios locales.

Enfin, deux types de radios ont notamment fait l'objet d'attention particulière de la part de la Fédération : d'une part, les radios rurales, « lieu de rencontre des gens d'ici », sorte de « tambour et garde-champêtre », qui tentent de se regrouper pour définir leur identité et seront représentées, le 15 février, aux États généraux du monde agricole ; les radios « immigrées », d'autre part, considérées comme une chance toujours précieuse pour le mouvement social immigré, et qui ressentent de plus en plus la nécessité de leur union et de leur cohérence.

* Confédération des fédérations régionales de radios locales privées en France et dans les DOM-TOM (nouvelle appellation de la F.N.R.L.), 13, rue Maître-Albert, 75005 Paris, tél. 634-59-31.

De son côté, la Fédération nationale des radios et télévisions locales et indépendantes (F.N.R.T.L.I.), vient de lancer le Sycom, Syndicat des entreprises de communication locales, qui s'adresse tant aux radios locales privées qu'à toute entreprise locale de télématique ou télédistribution. Soutiens de la « représentation des pouvoirs publics », des « autres syndicats professionnels et organismes collectifs (SACEM, syndicat de l'audiovisuel...) », ce syndicat « entend participer à la définition d'une nouvelle profession et de ses statuts juridiques et économiques, ainsi que d'un code déontologique (...) ». Dès à présent, il propose à ses membres une carte professionnelle, des stages de formation, un atelier itinérant de création sonore, un guide pratique des financements des radios locales-privées, ainsi qu'un service juridique et d'assistance financière.

* Sycom, tél. 526-57-90.

VIDEOCASSETTES SELECTION

VIDEOSCOPE

Prenez d'un côté Pierre Tchernia et Jacques Rouland et, de l'autre, le phénomène vidéocassette. Que peut-il en sortir ? Une idée géniale dans sa simplicité : puisque tous les vidéophiles ont obligatoirement un magnétoscope, pourquoi ne pas leur vendre de l'information sur vidéocassette ? D'où ce magazine mensuel sur l'actualité vidéo avec un brin de cinéma en prime, image de marque oblige.

La réalisation, elle aussi, est simple. Nos deux compères limitent au strict minimum leurs présentations des bandes annonces : Pas de commentaires critiques, ni d'information du consommateur : juste du spectacle. Une heure de bande annonces, c'est dur à digérer. Surtout si on y intercale des publicités pour les éditeurs vidéo, ou les extraits de films se bousculent à vitesse accélérée. Pour parfaire ce marathon trépidant, en fin de cassette, un petit concours : en trois secondes, on fait défiler une dizaine d'images extraites du magazine. Si vous avez retrouvé les films d'origine, vous avez gagné une caméra vidéo offerte par Thomson. Merci Thomson.

On peut considérer « Vidéo-scope » comme la quintessence de la « vidéo culture ». On peut aussi préférer la lecture paisible et plus documentée d'une revue spécialisée. Un détail pourtant : le magazine est enregistré sur une cassette de deux heures efficace et vendue au prix de la cassette vierge. Alors, pourquoi pas ?

(*) Vidéo-scope, le mensuel de l'actualité vidéo-films. Produit et diffusé par Vidéo-scope : 3, rue Valadeau, 75007 Paris, tél. : 551-03-34.

INITIATION A LA CLARINETTE

Guy Dangein, soliste de l'Orchestre national de France, donne trois cours de clarinette : de la première prise de contact avec l'instrument jusqu'au travail de la sonorité, en passant par l'étude des doigts. Guy Dangein n'est pas un professionnel de l'image mais, sans doute, un bon pédagogue. L'enthousiasme et la conviction suppriment, ici, les mésaventures de la conception. Un document utile pour tous ceux qui abordent la clarinette sans l'aide d'un professeur.

(*) Initiation à la clarinette 1. Une cassette V.H.S. de soixante minutes. Produit et édité par Vidéo Édition Productions.

FILMS

Films français

Les Mémoires de Robert Hossain, avec Lino Ventura, Jean Carmet et Michel Bouquet. Édité et distribué par R.C.V.

Les pérorateurs de Christian-Jaque, avec Brigitte Bardot et Claude Cardinale. Édité et distribué par M.P.M. Productions.

Les fantômes du chapelier de Claude Chabrol, avec Michel Serrault et Charles Berling. Édité et distribué par Les productions du tigre.

Constance aux enfers de François Villiers, avec Michèle Morgan, Dany Seval et Claude Rich. Édité et distribué par Les productions du tigre.

Les trois mousquetaires d'André Hunebelle, avec Georges Marchal et Bourvil. Édité et distribué par Les productions du tigre.

Le sauveur de Jean-Paul Rappeneau, avec Yves Montand et Catherine Deneuve. Édité et distribué par V.I.P.

Films étrangers

La Charrue de Parne de Mauro Bolognini, avec Marthe Keller, Gian Maria Volonté et Georges Wilson. Trois cassettes éditées et distribuées par Prospective Éditions.

L'école du sud de Sydney Haynes, avec Ursula Andress, Georges Segal et Orson Welles. Édité et distribué par M.P.M. Productions.

Il était une fois l'Amérique, film de montage de l'American film institute. Édité et distribué par R.C.V.

J.-F.L.

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

Les Variations Goldberg par Glenn Gould

Les inconditionnels de Glenn Gould — ils sont nombreux — comprennent tout, admirent tout, excusent tout, de ce talent hors série, qui faisait atterrir des interprètes géniaux et de pures extravagances (certains enregistrements des sonates de Mozart par exemple).

Sans doute de nombreux coffrets récapitulatifs permettront-ils dans les prochaines années de se faire une idée globale de cet étrange personnage, ce météore, qui vient de disparaître à cinquante ans après s'être retiré des scènes de concert dès 1964. Déjà viennent de ressortir les *Partitas* et *Toccatas* de Bach (4 disques C.B.S. 79 409 : offre spéciale).

Mais il nous faut comme dernier enregistrement les *Variations Goldberg* de Bach comme si, par une prémonition, il avait voulu fermer son œuvre en une boucle parfaite : en 1955, c'est un disque de cette même partition qui l'avait révélé au monde. Peut-être nous livrant-elles en effet son portrait le plus fidèle et le plus beau, celui que donnait la télévision le film de Bruno Monsiegeon réalisé par lui-même.

Comment résister à cette aria d'une extrême lenteur, d'une profondeur de diction à nulle autre pareille, émergeant du silence, comme branchée sur l'étrange mine ? Et puis, d'un coup, les trente variations d'une insupportable diversité : tantôt martelées par un joyeux forgeron, tantôt câlines, ou d'une séduction irrésistible, éblouissantes comme des gerbes d'étoiles, fines comme dentelles, grandioses, indomptables, carillonnantes, ou perdues dans la réflexion, au plus secret du cœur et de l'esprit, parfois arides, impénétrables, géométriques... Le monde de Bach est réinventé, respasé, après toute une vie, forgé au feu d'un esprit imprévisible, aux prises avec la solitude.

Faut-il pour autant accepter une sécheresse pianistique, une dureté sonore à la longue obédience ? A chacun de se prononcer (C.B.S. D 37 779).

JACQUES LONCHAMPT.

■ Parmi les récents enregistrements publiés de Gould, rappelons les *Préludes, Fugues et Fugues* (C.B.S., 76 985), le *Petit Livre de Bach*, un choix de pièces écrites pour Wilhelm-Friedemann et Anna Magdalena (C.B.S., 76 986) et *The Glenn Gould Silver Jubilee Album*, un bonquet d'anniversaire plein de fantaisie qui rassemble des *Sonates* de Scarlatti et de C.P.E. Bach, des

Préludes de Scriabin, les *Lieder d'Opérette* de Schumann (avec Elisabeth Schwarzkopf), le premier mouvement de la *Symphonie Pastorale*, transcrit par Liza, et *Alors vous voulez écrire une fugue ?* diversément savoureux de Gould lui-même chanté par un quatuor vocal (C.B.S., 76 983).

Le « Florilegium Secundum », de Georg Muffat

Dans la cohorte des fuytistes qui ont imposé à l'Europe de la fin du dix-septième siècle un discours musical d'un style évident et d'une cohérence singulière, Georg Muffat brille à la première place, et d'abord par le mariage de l'école et de la raison. Ce Saverio, qui, bien que né à Megève, se considérait comme Allemand pour avoir servi, entre autres, les archiducs de Salzbourg et Passau (il mourut à ce dernier poste en 1704), avait appris des mains mêmes de l'ingénieur Florentin l'art de la suite instrumentale, qui allait connaître une fortune incroyable, jusqu'à Bach et Telemann.

D'une telle filiation, le *Florilegium Secundum* (imprimé à Passau, en 1698) témoigne avec éclat. L'orchestre copié ici est celui de la célèbre bande des Vingt-Quatre Violons du Roi, mais avec un sens tout personnel du penché et du grandiose. A cet égard, Muffat fait valoir un don d'imagination qui le rapproche plus de Purcell que de Lully et habille d'idées séduisantes un cadre formel que tant d'autres, à la même époque, n'ont pas su dépasser.

Suivent à la lettre les indications très précises que l'auteur a données aux interprètes sur la manière de jouer « à la française », l'Academy of Ancient Music réussit aujourd'hui un irrisible travail de reconstitution du modèle, s'attachant au coup d'archet du temps (la formation ayant adopté le petit archet à la française, tenu le pouce sur le crin) et à un phrasé « coulé » qui intègre sans redoubter les ornements mélodiques à la découpe des danses.

Il en résulte un disque délectable, avec ce naturel dans le suivi du discours et ces petites aspergées de timbres que seul peut recréer un concert d'instruments baroques (d'une qualité exceptionnelle ici). Sans doute, il y a près de dix ans, Harmoncourt avait laissé de la même œuvre une image intense, essentiellement dynamique, et tout en arêtes vives. Mais, pour être plus précisée, la vision de

l'Academy (une fois encore, admirablement préparée par Christopher Hogwood) va certainement plus loin dans le rendu de l'orchestre et des rythmes à l'ancienne. Et le frémissement de vie qui s'en dégage est finalement tout aussi convaincant. (Oiseau-Lyre, 595.074.)

ROGER TELLART.

Haydn en Angleterre

De grandes joies sont réservées aux mélomanes par un album récent de l'Academy of Ancient Music, réalisé sous la direction de Christopher Hogwood et avec des chanteurs comme le soprano Judith Nelson et le ténor Paul Elliott. Il réunit diverses œuvres présentées par Haydn à Londres, en public ou en privé, lors de ses deux séjours dans cette ville : *Trio pour piano, violon et violoncelle*, en la majeur, n° 32, *Quatuor à cordes*, en mi bémol, opus 71, n° 3, *Chansons écossaises*, *Canzoni anglaises*, *Contredanses*, *Trios avec flûte*, cela sans oublier, entre autres mets délectables, la réduction (due à l'impressionnisme Salomon) pour piano, flûte et quatuor à cordes de la célèbre *Symphonie n° 94* (le *Surprise*).

On est transporté de la grande salle de concert de Hanover Square jusqu'à la maison des amateurs britanniques de l'époque, le varié du programme et la qualité de l'exécution (sur instruments anciens) sont telles que les quatre faces de l'album s'écoulent d'un seul trait et qu'à la fin on ne regrette qu'une chose : ne pas en avoir davantage. (2 d. Oiseau-Lyre, 595.085.)

MARC VIGNAL.

Le premier concerto de Chopin par le « vrai » Lipatti

Ce n'était pas Dinu Lipatti qui jouait, en 1948, le *Concerto en mi mineur*, de Chopin, publié en 1971 par EMI (HQM 1248), mais une excellente pianiste polonaise, Halina Czerny-Stefańska, prix Chopin 1949, avec la Philharmonique tchèque dirigée par V. Smetacek, en août 1955. Une enquête quasi policière a permis à Halina de retrouver son bien, alors que Mme Lipatti avait formellement reconnu le jeu de son mari ! (Cet enregistrement a été publié à nouveau par Supraphon.)

Qu'à cela ne tienne, EMI en a découvert un autre, bien authentique, réalisé à la Tonhalle de Zu-

rich, en 1950 ! Malheureusement, la prise de son n'est pas fameuse et l'orchestre a des mouvements et une couleur souvent lamentables. Mais le jeu de Lipatti est très beau et pur, digne de lui, d'un ton très élégant.

Au verso, l'éblouissant *Concerto en la mineur*, de Grieg, dans la version célèbre de Lipatti accompagné par la Philharmonie Orchestra, sous la direction d'Alceo Galliera (EMI, « Références », 051-43321).

J. L.

Le Trio de Tchaïkovski « à la française »

Tchaïkovski, qui refusait l'idée d'écrire un trio pour piano, violon et violoncelle, jugeant cet assemblage d'instruments déséquilibré, s'y résolut brusquement en 1881. Il voulait ainsi rendre hommage à son ami le pianiste Nicolas Rubinstein qui venait de mourir, et composa d'emblée un de ses chefs-d'œuvre les plus originaux.

C'est à peine si l'on reconnaît le musicien tant le style et le ton de ce *Trio en la mineur*, op. 50, diffèrent de ceux de ses symphonies, bien qu'il en ait le souffle et la durée. Il fait davantage penser à la musique de chambre occidentale, au lyrisme très pur et ample d'un Chausson, du moins dans le superbe enregistrement qui vient de graver Pascal Rogé, Pierre Aronay et Frédéric Lodou.

Ashkenazy, Perlman et Harrell avaient donné l'an passé une version merveilleusement ouvragée, très élevée, plus proche sans doute de la tradition tchaïkovskienne (EMI, 069-03871). Le nouvel enregistrement français a une couleur plus universelle, une générosité orchestrale, un élan et un lyrisme plus libres, une jeunesse, qui dégage l'œuvre de son contexte trop funéraire, pour faire ressortir sa vigoureuse expansion, sa vivacité rythmique toute schumannienne, sa rigueur d'écriture dénuée de remplissage sentimental.

Il suffit qu'à l'extrême fin, Tchaïkovski se sente obligé de ramener le thème du second mouvement « grandioso » et un peu « lamentoso » pour célébrer son ami défunt, achevant l'œuvre par une brève marche funèbre. Pour le reste, ne bidons pas son élan exceptionnel. Grâce à ce disque, peut-être ce magnifique *Trio* obliendra-t-il enfin droit de cité en France (Erato, NUM 75.036).

J. L.

Rock Variétés

MICHAEL JACKSON

« Thriller »

Connaît-on plus belle voix que celle de Michael Jackson, le *lead-singer* et le plus jeune des frères Jackson ? Sans en abuser, on m'autorisera le doute. Parallèlement à la carrière du groupe, *Thriller* est le second album solo de cet acrobate de la corde vocale. Le précédent (*Off the Wall*), enregistré en 1979, avait remporté un tel succès qu'on en avait extrait quatre 45 tours qui ont gagné le sommet des charts avec la même rapidité. Il est facile d'imaginer que celui-ci est en passe de connaître la même carrière, le *chanson The Girl is Mine* étant déjà un hit international.

Il s'agit d'un duo, ou plutôt d'un duel vocal, avec Paul McCartney (celui des Beatles) qu'on se gardera, par respect pour l'ainé (*Sorry Mac*), de partager. Evidemment, c'est de la soupe dans la pure tradition Las Vegas, façon Frank Sinatra-Dean Martin, où les deux chanteurs se disputent une fille sur un texte défilé. Mais c'est tellement beau, tellement brillant vocalement qu'on ne se sent pas l'envie de couper les cheveux en quatre. La production est signée Quincy Jones, le funk est garanti pour l'éternité, un remède définitif contre le stress (C.B.S., 85830).

MUSICAL YOUTH

« The Youth of Today »

Ah, les sales mômes ! Sexagénaires à eux cinq, une moyenne de treize ans, on les imagine avec leur premier 45 tours, qui s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires et leurs visages affichés sur tous les murs de la rue ! Comment voulez-vous les tenir en classe après ça ? La rédaction s'associe de tout cœur pour compatir au sort de leurs professeurs. Parce qu'ils ont du talent avec ça. Pas un de ces produits fabriqués pour vendre du disque en exploitant la précocité, non, un vrai groupe de vrais musiciens qui composent, écrivent et jouent avec de vrais instruments.

Déjà avant le succès, ils avaient un look, un vrai, des déguisements minuscules, une frimousse et un sens de l'attitude. Alors, depuis, pensez s'ils en rajoutent dans le cabotinage, ces superstars en herbe. Cinq gémis, issus de la communauté jamaïcaine en Angleterre, qui font le reggae comme les grands, plus vrai que nature, avec les rythmes lascifs, les mélodies satirées et même les textes qui parlent d'amour, qui entraînent la mystique rasta ou qui prennent un caractère social. Des futurs Jackson, version reggae. Ah, elle est belle la jeunesse d'aujourd'hui ! (Arabella, 205187).

ALAIN WAIS.

Jazz

COREA, HAYNES, VITOUS : « TRIO MUSIC »

Pour moitié, ce double album est une réinterprétation de thèmes de Monk, un hommage aussi à ce grand type, et d'autant moins opportuniste qu'il a été enregistré dans la période d'inaction de Monk et avant que sa disparition réveille le souvenir de son rôle, de la place d'exception qu'il occupe si longtemps.

On a dit que Monk n'avait pas d'héritiers directs, et c'est vrai. Ses idées harmoniques, notamment, ont infiltré tout le tissu du bop, mais sa manière de traiter le temps et l'espace sonores a suffoqué les éventuels suivants. Ils ne pouvaient, semblait-il, que copier un modèle ou complètement s'en détacher. Voici quelqu'un qui vient de briser ce vieux dilemme.

Le plaisir simple naît de la musique que fait Corea, telle quelle, le plaisir double de la reconnaissance, à travers celle-ci, de la musique d'un autre, réjouissance d'érudition, modeste, pour reprendre une expression dont Aragon se servait à propos d'un certain jeu littéraire.

Avec adresse, Corea réussit ce que personne n'avait encore osé ou pu faire : offrir un prolongement à l'œuvre de Monk, dans l'exposé des thèmes comme dans les solos. D'une part en restant amicalement complice d'un style ultra-personnalisé. C'est un tour de force (E.C.M. 1232-33. Distribution Phonogram).

BO DIDDLEY GOLDEN YEARS

Il n'y eut jamais autant de disques de blues en France que ces temps-ci. Ce qui était inaccessible hier est désormais à portée de la main. Ce qui semblait appartenir à la légende vient vers nous comme un fait

d'histoire. André Clergeat pour Vogue, comme Gilles Péard pour *Pathé-Marconi*, apporte le soin jaloux du collectionneur et l'érudition du discographe aux rééditions des grandes plaques du jazz populaire. Dans la série « Golden Years », il fait enfin sa place au guitariste et chanteur Elias McDaniels dit Bo Diddley, qu'écoutaient et admiraient, à leurs débuts, les Beatles, les Stones et qui fut, qui reste l'une des hautes figures du rock and roll noir.

Au début de 1955, Checker, l'un des catalogues des deux frères Chess à Chicago, inscrit le premier disque de Bo Diddley. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi, l'auteur donne son nom au thème initial, l'intitule, tout bonnement : *Bo Diddley*. Cette petite mélodie répétitive séduit l'Amérique et la Grande-Bretagne et, répercutée par quantité de groupes de rockers, circule tout autour du monde. Le quartette de Bo Diddley, avec Billy Boy Arnold (harmonica), Jerome Green (maracas) et Frank Kirkland (batterie), sonne comme un orchestre de rue, comme un modeste ensemble destiné à égayer la vie des gens qui passent.

Sous des étiquettes multiples, Checker donc, mais aussi Aristocrat, Argo, Cadet, et bien évidemment Chess, les bons éditeurs de Chicago, Len et Phil, ont publié pendant trente ans, de 1947 à 1976, des œuvres de presque tous les grands blues-men de l'Illinois et d'ailleurs. Elles paraissent de nouveau, avec leur pochettes originales, dont celles de ce McDaniels qui enfume une musique tapageuse, gigotante. Au moment où, en Angleterre mais aussi en France, et du reste, un peu partout, les décadentaires découvrent le rock de papa, voire de grand-papa, à son tour voici venue l'heure de Bo Diddley (Chess 515027. Distribution Vogue).

LUCIEN MALSON.

HARRY LAPP ORGANISATION présente

MURRAY HEAD

PALAIS DES SPORTS
Mercredi 19, Jeudi 20
Vendredi 21, Janvier 20 h 30
Location : FNAC - Clémentine
et Palais des Sports

Nouvel Album 30 cm "Shade"

AVEC EUROPE 1

TOURNOI DES CINQ NATIONS
Irlande-France à Dublin du 18 au 20/2/83
2.890 F (comportant vol A.R., hôtel luxe, transferts, entrée stade, assurance)
AIRCOM (S.E.T.I.), 25, rue La Boétie,
75008 Paris - Tél. : 268-15-70. Lic. A962.

PIANO SOLO

Un décor-jardin où l'on ne vend que des pianos, seulement des pianos.
Une sélection des meilleures marques européennes :
Daniel Magné ou la passion exclusive des beaux pianos.
Ne choisissez pas le vôtre sans lui rendre visite.
Nouveaux Occasions Crédit gratuit.

PIANOS DANIEL MAGNÉ
17 avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS - 553 20 60.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

Le texte qui suit est extrait des *Mémoires de M. Léonce de Peyrette*, lequel fut négociant à Marseille dans le milieu du siècle qu'on a dit être celui des Lumières.

Ce fut l'aïeule Tournoure qui m'annonça l'événement. Nous étions au début de mars 1750. Je me souviens très exactement de l'époque, puisque j'y avais accueilli à quai le *Saint-Vincent*, qui me ramenait un lot superbe de coton d'Égypte. Mon commis, Oreste Moulon, travaillait encore à l'entrepôt (il comptait et recomptait les balles, car souvent les vendeurs peuvent nombrer différemment de nous) ; et je m'étais échappé, pour courir rue Paradis, chez les frères Tournoure. Il fallait que je visse sans tarder la mine dépitée de ces deux bonnetes négociants : mon coton était plus beau que le leur. Je n'ai jamais su résister à de petits plaisirs.

« Monsieur de Peyrette, me dit la vieille dame, je vois que vous ne connaissez nulle nouvelle, hors l'arrivée du coton. Assurément, les joies du négoce vous bouchent les yeux et les oreilles. Et vous êtes le seul, avec quelques grégons, à ignorer qu'un signore de belle mine vient de nous arriver en ville, et qu'il y a déjà dormi deux nuits de suite. »

Marseille était alors, autant que tous les lieux de cette pauvre terre, une ville où l'on s'ennuyait ferme si le mistral ne se levait de temps en temps et si les pirates barbaresques ne coulaient parfois quelques-uns de nos bateaux. En temps ordinaire, notre beau monde en était réduit à prier pour moitié, à farnaison au hasard pour l'autre, à plaider et à médire sans fin dans son entier. Le chagrin d'avoir à vivre sans d'autre solution que de commercer nous invitait à maintes frivolités d'actes et de paroles, et aux délicieuses fourberies qui en découlent ; l'on bêtissait horriblement, faute de bien croire en Dieu, ou encore d'être philosophe.

A tous ces traits, on voit combien la vie de société s'était largement développée autour du port, dans ces familles rendues illustres par le chiffre de leurs affaires. On fréquentait chez l'un et chez l'autre, discutant, au son des violons, de marchandises et d'échevinage, et galantissant des dames accablées de bijoux. Certaines d'entre ces paroissiennes étaient d'ailleurs aimables ; c'est-à-dire qu'elles méritaient qu'il se pût faire, cela s'admettait. On bavardait, on commérait : on dépeçait notre prochain, pourvu (ainsi que le disait la vieille Tournoure) qu'il fût bête et absent. Et les heures passaient.

Ce soir-là, la dame me regarda d'un air faussement sévère et répéta :

« Mais enfin, chevalier, ignorez-vous réellement ce que tout le monde sait ? Un signore, que dis-je ? un prince nous est apparu soudainement, qui cap-

tive l'attention des meilleures gens. Il est instruit de tous les mystères, particulièrement de ceux politiques ; et notre évêque, qui est jésuite, en pâtit d'inquiétude. Courez, notre homme soupe chez M. de Chaudbonne ! »

Je ne cours point et fis conversation avec la bonne dame. Elle m'apprit que le héros du moment venait de Nice en Italie, qu'il était né d'un prince et d'une comédienne, et qu'on l'appelait Signor Maria-Paolo Fragliati. Le signore, que nul n'avait vu entrer dans la ville, était soudainement apparu sur le Cours en brillant équipage, la mine haute et le sourire petit, attentif surtout à ne saluer personne qui ne l'eût déjà salué. Le soir même, il était prié chez les messieurs Borély, où il éblouissait les gens par de rares paroles et donnait à entendre plus qu'il n'avouait. On le disait versé dans les sciences secrètes,

à commencer par la banque, instruit dans la cabale et tâtant de l'électricité, expert dans la conduite des affaires humaines. Les hommes d'ici et d'ailleurs se plaisaient aux mystères impénétrables, surtout quand ils ont de grandes manières ; ils applaudirent. Bref, on ne parlait maintenant que du seigneur fraîchement arrivé, et chacun le voulait à sa table.

La vieille dame n'en dit pas plus, et nous ne devîmes bientôt que du train ordinaire : que la fille de Mme d'Escouffe ressemblait de plus en plus à M. de Sivergues ; que Cassolade le cadet avait, tel soir, perdu sa perruque dans le même temps que la jolie demoiselle de Blauvac perdait sa jarretière ; que le sonneur Sanchés ne savait toujours pas reconnaître une fille d'un garçon et un bon raisonnement du sien ; que le jeune Poudéilhan avait la cervelle brouillée depuis qu'il avait entraperçu l'émouvante et forte poitrine

d'Olympe des Peltades. Nous daubâmes à peine sur quelques veuves qui se dégringolaient, puis sur le médecin Tastalaigue, grand diseur de latin, qui soignait les chrétiens et guérissait parfois les ânes. Pour finir, l'aïeule Tournoure ajouta, l'œil brillant et la voix chuchotante, que l'abbé Ramade, son directeur, croyait en Dieu les jours pairs. Quand je la quittai, elle en riait encore avec son perroquet.

Je connus le signor Fragliati le lendemain, chez les Salusses. C'était une espèce de longue figure, coiffée d'une perruque marbrée, et qui se tenait, le dos plat et raide, dans des habits de velours et d'or. L'assemblée faisait cercle autour de sa personne. On le regardait avec curiosité, on l'interrogeait respectueusement, on riait au plai-

sir de l'entendre ; on restait ému et fier de l'avoir approché. La foule devenait courtoise, applaudissait lorsque le signore portait seulement un mouchoir à son nez. Et le tumulte des voix couvrait la musique des violons.

La compagnie passa à table où, contre l'ordinaire, on oublia de frissonner les absents. Le signor Fragliati paraissait aimable, presque agréable, quoique de mine très sévère et ne souriant que lorsqu'il y était absolument contraint. Entre deux bouchées, qu'il avait fortes, il répondait d'un mot ou d'un signe de tête, et ne se résignait à la phrase entière que pour nous éclaircir sur quelques-uns de ses mérites ou réclamer une autre part du rôti. Pourtant, il se laissa aller un instant à parler de grimoires égyptiens et chaldéens, qu'il avait lus, et en profita de suite pour déplorer la perte de la bibliothèque d'Alexandrie. Cette nouvelle nous émut fortement, et nous

déplorâmes avec lui. Sur la fin du repas, chacun voulut briller. Mlle de Salusses soutint, contre l'avis de Dieu et des meilleurs esprits des deux sexes, que la femme est l'égal de l'homme. Et Blaise Tournoure rappela le souvenir douloureux du système de Law, qui avait fait au moins autant de victimes que la peste de 1720. Il fallut les faire taire ; cependant que le signor Fragliati s'attardait, comme sans s'en apercevoir, dans un sourire naturellement canaille.

Dans le mois qui suivit, je rencontrais le grand Italien en quelque lieu où j'allasse : dans les salons, à l'église, à la comédie, chez le traiteur, dans les tripots. Il y était toujours accompagné de messieurs estimés et flanqué des dames les plus troubles de la ville. Mais il demeurait constamment dans des sombres pensées, attaché à l'intérieur des étreintes et des choses plutôt qu'à leurs dehors. Il ruminait, ne disait guère, ne répondait jamais, comme il est d'usage, à un compliment par un autre compliment. Son visage ne s'éclaircissait un peu qu'en présence d'attitudes humbles ou admiratives. Il consentait alors à faire montre de quelque familiarité, à donner des conseils à un courtier royal, à directeur des fermes, ou à féliciter Mme de Sivergues sur ses affreux bijoux. Mis en verve, il désapprouvait tout à coup la prudence de nos transactions, et se scandalisait de nos dupes, à cause qu'elles étaient modestes et, somme toute, presque honnêtes. Il aimait à surprendre les esprits ; mais cela ne paraissait pas autrement le réjouir.

Mme de La Perrière, qui intriguait jusque dans mon lit, ne tarissait pas sur le sujet du bel Italien. Et s'il m'arrivait d'en montrer quelque humeur, elle répliquait aussitôt que je ne valais pas plus que son mari, qui ne valait rien et ne savait que s'ombrager des mœurs plus gaies venues de la cour. Nous eûmes des mots, nous fâchâmes et nous raccommodâmes. A dire le vrai, le signor Maria-Paolo Fragliati restait comme mort devant le décollé le plus agaçant qu'on pût mettre sous son nez. Olympe des Peltades, qui était justement fière de ses appas, s'en plaignait même à son époux.

DIVERSES affaires de négoce me tinrent un temps éloigné de la bonne société. Je dus me rendre à Aix pour un procès et aux Martignes pour recouvrer une créance. Je dus également passer de longues journées sur les quais, en la compagnie de mon commis, Oreste Moulon, à pencher mon nez, après le sien, sur les balles de sole crue, sur des pains de savon, sur des tonneaux de vin, des sacs de blé, des jarres d'huile, sur des rouleaux d'étoffes et des ballons de papier.

(Lire la suite page 121.)



RICHARD MARTENS

Un signore de belle mine

par ANDRÉ VILLON